



***Le secteur privé
en archéologie
préventive***

Le secteur privé en archéologie préventive

Voici bientôt dix ans, la loi ouvrait l'archéologie préventive aux opérateurs privés. Ces entreprises se sont rapidement imposées, avec le soutien des pouvoirs publics, dans le nouveau paysage concurrentiel. L'archéologie préventive – et ses personnels – se sont ainsi retrouvés « prisonniers d'une logique commerciale qui n'a rien à voir avec celle de la recherche scientifique »¹.

Dans un entretien publié par le journal Le Monde du 10 septembre 2012, Aurélie Filippetti, ministre de la Culture, s'inquiétait des « stratégies particulièrement agressives » de ces entreprises privées et déclarait vouloir « revoir les règles sur l'archéologie préventive ». Un mois plus tard, elle installait la commission chargée de rédiger un livre blanc sur l'archéologie préventive, soulignant que « personne ne doit imaginer pouvoir réduire l'archéologie préventive à un simple marché de prestations commerciales »².

La « commission du livre blanc » vient de rendre ses conclusions³. Curieusement elle ne dresse aucun bilan sérieux des dérives engendrées par l'introduction de la concurrence commerciale en archéologie préventive, pourtant à l'origine de la décision ministérielle d'engager une réforme. Les entreprises privées d'archéologie préventive, les conditions économiques et sociales de la production scientifique dans le secteur privé, sont de grands absents du livre blanc.

Pour tenter de pallier cette absence, la CGT a décidé de rendre public ce rapport sur le secteur privé de l'archéologie préventive. Il ne remet pas en cause l'engagement, la qualification ou la qualité du travail des personnels

¹ Appel « L'archéologie préventive doit être réformée »

(<http://jeanpauldemoule.files.wordpress.com/2012/09/appel-des-archc3a9ologues1.pdf>).

² Discours prononcé par Aurélie Filippetti, ministre de la Culture et de la Communication, le 5 octobre 2012, à l'ouverture de la première réunion de la commission d'évaluation scientifique, économique et sociale du dispositif d'archéologie préventive

(http://www.culture.gouv.fr/culture/dp/archeo/livre_blanc/pdf/2012_10_05_intervention_ministre.pdf).

³ Commission d'évaluation scientifique, économique et sociale du dispositif d'archéologie préventive, *Livre blanc de l'archéologie préventive* : http://www.archeologie.culture.gouv.fr/livre_blanc/.

de ces entreprises, qui n'ont bien souvent pas eu d'autres choix pour exercer leur profession. Il s'attache à détailler les logiques à l'œuvre depuis l'ouverture du « marché » à la concurrence et à éclairer les intérêts privés de quelques-uns, qui se cachent derrière le discours sur la défense de l'intérêt général de l'archéologie.

De cette étude, on retiendra les éléments suivants :

- *Le développement rapide du secteur privé – dont le poids réel est par ailleurs surestimé par ses laudateurs – n'a été possible que par un « partage du territoire » entre les principaux opérateurs, un accès aux financements publics via le FNAP et une politique contraignante vis-à-vis de l'Inrap. Le « marché » de l'archéologie préventive n'a pas trouvé son « point d'équilibre », avec une situation concurrentielle qui n'existe véritablement que depuis la fin des années 2000 et une situation économique globale qui se dégrade. Les dérives engendrées par l'introduction de la concurrence commerciale (dumping sur les moyens d'intervention et d'étude, rupture de la chaîne scientifique, précarisation, etc.), que d'autres pays européens ont connu avant la France, ne font que commencer...*
- *Le développement du secteur privé a profondément déstabilisé l'Inrap et ses équipes mais déstabilise aussi, plus récemment, certains services archéologiques de collectivités locales.*
- *L'archéologie préventive est devenue une activité très lucrative, avec des entreprises privées qui dégagent des bénéfices considérables et rémunèrent grassement une poignée d'actionnaires qui développent des stratégies patrimoniales sophistiquées.*
- *La commission du Livre blanc a souligné la faiblesse du contrôle scientifique à l'occasion de l'attribution des agréments. L'absence de contrôle exercé par les pouvoirs publics sur la situation financière et sociale de ces entreprises privées fait peser des risques importants quant à la pérennité des emplois et entraîne un développement de la précarité pour l'ensemble de la profession.*

Sommaire

<i>Le syndicat national des professionnels de l'archéologie (SNPA)</i>	5
1. Rappel historique	7
2. Le développement du secteur privé de l'archéologie préventive	8
<i>La Franco-Suisse Archeodunum</i>	10
3. Que représente aujourd'hui le secteur privé en archéologie préventive ?	11
3.1. Le volume d'activité.....	11
3.2. Les surfaces fouillées.....	20
<i>Les collectivités territoriales et la concurrence du secteur privé</i>	21
3.3. Le chiffre d'affaires.....	23
<i>De la transparence financière des entreprises privées d'archéologie préventive</i>	24
4. Emploi et rémunérations	26
4.1. L'emploi	26
4.2. La précarité.....	29
<i>La Suisse, toujours en avance sur son temps</i>	32
4.3. Les rémunérations.....	32
5. L'archéologie préventive peut-elle être rentable ?	34
<i>ArchéoLoire : une rentabilité insolente</i>	37
6. Bénéfices, rémunération des actionnaires, dividendes et capital	38
<i>Le « groupe » Evéha</i>	41
Conclusion	43
Annexe 1 : Tableaux	47
Annexe 2 : Extrait de la base de données des opérations archéologiques réalisées par le secteur privé	50

De toute évidence, ces dernières années, les entreprises privées d'archéologie, organisées en un groupe de pression efficace, ont acquis une audience toute particulière auprès des pouvoirs publics. Regroupées pour neuf d'entre elles dans un syndicat d'employeurs, le Syndicat National des Professionnels de l'Archéologie (SNPA), leurs représentants ont été, sous le gouvernement Sarkozy-Fillon, régulièrement auditionnés par l'Assemblée nationale et le Sénat. Quatre des treize propositions du rapport Bordier-Dauge⁴, rendu en 2011, émanent directement des propositions du SNPA. Ce syndicat, régulièrement reçu par les services centraux du ministère de la Culture et de la Communication (MCC)⁵, a également acquis une influence sur cette administration. Ceci s'est traduit notamment par la désignation, en 2011, de salariés de ces entreprises dans les instances consultatives de la recherche, comme le demandait depuis longtemps le SNPA, au motif que « *cette demande semble d'autant plus légitime que toutes les structures agréées [...] dépendent étroitement des avis de ces commissions au travers de la pérennité de leur agrément* »⁶.

Après le changement de majorité intervenu au printemps 2012, au vu des positions prises en 2003 par le Parti socialiste et Les Verts à l'occasion de l'instauration d'un marché des fouilles, on aurait pu croire que la définition des politiques publiques en matière d'archéologie préventive allait enfin s'émanciper de ce groupe de pression. Si l'on en juge par les premières décisions prises sous le ministère d'Aurélie Filippetti, il n'en est rien. Ainsi,

Le syndicat national des professionnels de l'archéologie (SNPA)

Le SNPA est un « syndicat professionnel » (entendons par là un syndicat patronal) qui « *a pour objet l'étude et la défense des droits et intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels, de ses membres* ». Créé en 2009, il regroupe neuf sociétés privées d'archéologie préventive, parmi les plus importantes du secteur : Antéa Archéologie, Archeodunum Suisse, Archeodunum France, ArchéoLoire, Archéopole, Archéosphère, Chronoterre archéologie (après la reprise et le changement de nom d'Oxford Archéologie France), Hadès et Paléotime. Certains de ses fondateurs furent également à l'origine du défunt « Syndicat national des professionnels et des bénévoles de l'Archéologie (SNPAB) », qui a combattu la loi de 2001 sur l'archéologie préventive.

Le chiffre d'affaires (CA) cumulé des entreprises membres du SNPA atteint 24,8 millions d'euros en 2011, soit plus de 70 % du CA cumulé du secteur privé de l'archéologie préventive.

⁴ Archéologie préventive : Pour une gouvernance au service de la recherche, Rapport d'information de MM. Pierre BORDIER et Yves DAUGE, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication n° 760 (2010-2011) - 12 juillet 2011 : <http://www.senat.fr/rap/r10-760/r10-760.html>

⁵ Procès-verbaux des assemblées générales du SNPA 2010, 2011 et 2012 : <http://snparcheo.fr/#/Comptes-rendus>.

⁶ SNPA, Position du Syndicat national des professionnels de l'archéologie sur les forces et faiblesses du dispositif d'archéologie préventive, 29 novembre 2012, p. 6 : http://www.archeologie.culture.gouv.fr/livre_blanc/pdf/contributions/lb_snpa.pdf.

dès sa création, la commission du Livre blanc chargée d'évaluer « le dispositif économique et social de l'archéologie préventive », ne comptait, contrairement aux commissions équivalentes des secteurs de la recherche ou de l'éducation, aucun représentant des personnels des différentes institutions publiques. *A contrario*, sur les 22 membres ne représentant pas l'administration, elle comprenait deux dirigeants d'entreprises privées, dont le président du SNPA, auxquels s'ajoutaient deux anciens salariés de ces sociétés choisis pour représenter, l'un les services de collectivités territoriales et l'autre l'Université.

Dans le même temps, le ministère de l'Economie et des Finances mettait en place, au sein de l'observatoire économique de l'achat public, un « groupe d'étude des marchés (GEM) de travaux d'archéologie préventives » chargé d'élaborer un guide méthodologique à l'attention des aménageurs publics. Cette création répond également à une demande exprimée par le SNPA qui revendique « *un accès transparent et simplifié aux marchés de fouilles* »⁷. Ce GEM, présidé par un fonctionnaire du ministère de la Culture et de la Communication, comprend parmi ses quatre membres le président du SNPA. Enfin, la réforme fiscale intervenue au premier janvier dernier a, pour les opérations relevant du FNAP, confirmé le mécanisme de fixation des prix au gré à gré, le ministère annonçant son intention de confier la gestion de ce fonds à la caisse des dépôts et consignations. Ces mesures contribuent elles aussi à satisfaire les exigences des sociétés privées d'archéologie qui rejettent le principe d'appel d'offre pour l'ensemble des fouilles prises en charge par le FNAP et considèrent que « *la gestion par l'Inrap de divers fonds (RAP, FNAP, subventions et revenus propres)* » constitue un « *mélange des genres qui n'est plus admissible* »⁸. L'ensemble de ces mesures laissait clairement entendre que, pour certains, la réforme de l'archéologie préventive annoncée par Aurélie Filippetti, n'avait pas vocation à remettre en cause la concurrence commerciale instituée en 2003.

Les « *propositions pour une revalorisation scientifique, économique et sociale du dispositif d'archéologie préventive* » émises par la commission du Livre Blanc vont malheureusement dans le même sens. Vu sa composition, il n'est sans doute pas étonnant que cette commission ne conteste pas les principes fondamentaux de la loi de 2003 en affirmant, s'agissant des opérateurs privés, que « *leur activité ne doit pas être remise en cause* ». Il est par contre plus surprenant que les experts la composant aillent au-delà, considérant qu'« *il est indispensable que la recherche figure au titre des missions officielles des opérateurs d'archéologie préventive et qu'ils bénéficient d'un appui à son financement* »⁹. Affirmer que les sociétés d'archéologie doivent désormais bénéficier de crédits publics

⁷ SNPA, *Position du Syndicat national des professionnels de l'archéologie sur les forces et faiblesses du dispositif d'archéologie préventive*, 29 novembre 2012, p. 6.

⁸ *Id.*, p. 7.

⁹ Commission d'évaluation scientifique, économique et sociale du dispositif d'archéologie préventive, *Livre blanc de l'archéologie préventive*, p. 54-55.

comme le revendique de longue date le SNPA, revient à dire qu'un nouveau pan de la recherche archéologique publique doit être privatisé.

Cette absence de remise en question de la mise en concurrence commerciale en archéologie préventive et le renforcement de l'audience de ce syndicat patronal sont d'autant plus étonnants que, si l'Inrap a fait l'objet de nombreux audits et rapports, le MCC n'a dressé aucun bilan de l'activité de ces entreprises privées. À l'occasion du Livre Blanc, contrairement à l'arrêté portant création de la commission, aucune analyse qualitative ni aucune évaluation scientifique, économique et sociale de ces opérateurs n'a été produite. Du fait de cette carence, les données produites par le SNPA¹⁰ sont considérées comme des faits acquis. Celui-ci affichait pourtant clairement ses objectifs dès l'automne dernier. Considérant que « *l'archéologie française, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui [...] est sans doute un fleuron national et pourrait servir de modèle à d'autres pays* » même si « *certains points peuvent ou doivent être améliorés* », le SNPA affirmait que, si réforme il devait y avoir, cela ne pouvait consister qu'en « *une consolidation des textes et des procédures en vigueur* »¹¹.

À l'heure où le gouvernement va être amené à faire des choix, le présent dossier, élaboré à partir de documents publics, dans le cadre d'une enquête réalisée par différents syndicats CGT du champ de l'archéologie, vise à apporter un autre éclairage sur les sociétés d'archéologie préventive.

1. Rappel historique

Avant la loi de 2001, il existait déjà, outre l'Association française pour une archéologie nationale (Afan), de nombreuses personnes morales de droit privé exerçant des activités d'archéologie préventive. Dans la plupart des cas, il s'agissait d'associations para-administratives, créées par les directeurs régionaux des antiquités pour collecter les fonds négociés auprès des aménageurs et recruter des contractuels à durée déterminée.

A la fin des années 90, malgré la place grandissante prise par l'Afan, on connaissait encore une dizaine d'associations de ce type, avec des statuts toilettés pour masquer les irrégularités les plus flagrantes. À côté de ces associations à but non lucratif, certains architectes en chef des monuments historiques pouvaient également, ponctuellement, réaliser des opérations d'archéologie préventive, dans le cadre des restaurations dont ils assumaient la maîtrise d'œuvre.

¹⁰ SNPA, *Les opérateurs privés en archéologie préventive : l'exemple des opérateurs membres du syndicat national des professionnels de l'archéologie (SNPA)*, dossier réalisé pour la Commission du « Livre blanc », 13 novembre 2012, 65 p. :

http://www.archeologie.culture.gouv.fr/livre_blanc/pdf/contributions/lb_snpa_dossier-operateurs-privés.pdf.

¹¹ SNPA, *Position du Syndicat national des professionnels de l'archéologie sur les forces et faiblesses du dispositif d'archéologie préventive*, 29 novembre 2012, p. 2.

Il n'existait alors que deux entreprises privées opérant dans le domaine de l'archéologie préventive. L'entreprise Hadès intervenait essentiellement dans le domaine des monuments, protégés ou non, en réalisant des études préalables ou d'archéologie du bâti. Ponctuellement, elle pouvait aussi effectuer des fouilles sur travaux MH. La société Antéa, quant à elle, intervenait pour le compte du SRA Alsace, en concurrence avec l'Afan et le service du Conseil général du Haut Rhin. À la publication de la loi de 2001, cette société, de concert avec le syndicat des carriers (Unicem), a contesté, sans succès, le nouveau dispositif devant le Conseil d'Etat, considérant que le monopole accordé à l'Inrap pour la réalisation des fouilles allait entraîner sa cessation d'activité. Pourtant, dès 2002, Antéa réalisait pour le compte de l'Inrap une des plus importantes fouilles préventives d'Alsace.

Avec le retour de la droite au pouvoir, ce petit groupe de pression, associé à certains idéologues libéraux, a fait évoluer en profondeur la législation sur l'archéologie préventive¹², en privatisant la maîtrise d'ouvrage de ces opérations et en requalifiant leur réalisation en activité concurrentielle. Désormais, c'est l'aménageur qui sélectionne un opérateur agréé, public ou privé, pour réaliser les fouilles et les rapports. Le rôle de l'État se limite à l'agrément des opérateurs en fonction de sept spécialités chronologiques, à la prescription et au contrôle des opérations, l'Inrap conservant un droit d'exploitation scientifique postérieurement à l'achèvement des travaux.

2. Le développement du secteur privé de l'archéologie préventive

Après l'adoption de la loi de 2003, les personnes morales de droit privé agréées en archéologie préventive se sont rapidement développées, passant de 5 en 2005 (dont les deux entreprises citées plus haut et deux sociétés étrangères) à 22 en 2012. Aujourd'hui, si on écarte un archéologue libéral et quatre associations loi 1901, il existe 17 sociétés privées agréées (Tableau 1), dont une SA de droit suisse, douze sous la forme de SARL, deux sous le statut de SASU (société par action simplifiée unipersonnelle) et deux SCOP (société coopérative ouvrière de production). Le rythme de création est de l'ordre de deux nouvelles entreprises chaque année, une société (IFREAP) ayant été dissoute et une autre, Oxford archéologie, s'étant retirée du marché au profit d'une filiale (Oxfrod-Méditerranée, devenue depuis Chronoterre).

¹² Loi 2003-707 révisée en 2004, 2009, 2011 et 2012.

**Tableau 1 : Sociétés privées d'archéologie préventive :
structure du capital et agréments 2007-2012**

Société	Numéro RCS ou Siret	Capital (euros)	Nb actionnaires*	Agréments					Nb de périodes 2012
				2007	2009	2010	2011	2012	
Acter	450828306	8 000	2	X	X	X	X	X	5
AFT Archéologie	491447264	60 000						X	2
Antéa Archéologie	420509200	37 000	2	X	X	X	X	X	6
Achéodunum CH**	CH-550- 0100840-6	122 000	1	X	X	X	X	X	4
Archeodunum FR**	490020864	50 000	1		X	X	X	X	5
ArchéoLoire	508070711	50 000	1			X	X	X	5
Archéopole	428837454	2 000	4	X	X	X	X	X	5
Archéosphère	483946745	7 400	3	X	X	X	X	X	1
Arkemine	480401850	8 000	2	X	X	X	X	X	4
Chronoterre	518557632	424 400	2			X	X	X	6
Evéha Archéologie	491825683	121 600	3	X	X	X	X	X	5
France Archéologie	511701880	10 000	1				X	X	1
Hadès	394785034	37 000	3	X	X	X	X	X	5
Ifreap				X					0
Iker Archéologie	491418935	6 000	2	X	X	X	X	X	5
Ipso facto	498570712	7 500						X	2
Mosaïque Archéologie	508037546	16 000			X	X	X	X	3
Oxford Archéologie				X	X	X	X		0
Paléotime	491934055	22 800	4		X	X	X	X	2

* Certaines entreprises sont détenues par une personne morale (holding financière par exemple, cf. *infra*). Les actionnaires ici répertoriés sont alors les actionnaires individuels, personnes physiques, propriétaires de la maison mère.

** Archeodunum CH et Archeodunum FR ont le même actionnaire unique, la première société étant par ailleurs propriétaire à 100 % de la seconde.

**Tableau 2 : Nombre de sociétés privées d'archéologie préventive
agrées par périodes chronologiques (2012)**

Périodes	Préhistoire	Néolithique	Protohistoire	Antiquité	Moyen Age	Moderne	Contemp.
Nombre de sociétés agrées	2	5	12	15	14	12	8

A l'exception de cinq entreprises spécialisées sur un ou deux champs chronologiques (France Archéologie et Paléotime) ou sur des thématiques particulières (Archéosphère, Ipso Facto et Arkemine), ces sociétés sont de type généraliste, au sens où leur agrément couvre au moins cinq périodes chronologiques (Tableaux 1 et 2).

Par ailleurs, il existe également une quinzaine de petites entreprises non agréées, sous statut de sociétés anonymes ou d'auto-entreprises, qui interviennent le plus souvent en sous-traitance pour des spécialités habituellement exercées par les autres organismes publics ou privés

La Franco-Suisse Archeodunum

La société Archeodunum SA, établie dans le canton de Vaud, en Suisse, a sollicité un agrément dès 2005. Dotée d'un capital de 150 000 francs suisses et réalisant 3 000 000 de francs suisses de chiffre d'affaires en 2011, elle est propriété d'un actionnaire unique. Ce dernier détient en outre directement ou par l'intermédiaire d'Archeodunum SA, 100 % des parts d'Eurecad Sarl (capital : 20 000 francs suisses ; Chiffre d'affaires 2010 : 850 000 francs suisses)¹³, entreprise spécialisée dans la mise en valeur du patrimoine archéologique. Cet homme d'affaires détient également 95 % des parts de In Folio Sarl (capital : 100 000 francs suisses ; chiffre d'affaires 2010 : 1,5 millions de francs suisses)¹⁴ qui développe une activité d'édition et de librairie à Genève et Paris. Jusqu'en 2011, il était également propriétaire de Archidata SA¹⁵ société spécialisée dans la photogrammétrie et la reconstitution de sites (capital : 100 000 francs suisses ; chiffre d'affaires 2010 : 1 millions de francs suisses) aujourd'hui en liquidation et, jusqu'en 2007, actionnaire de Maevi Gravier, entreprise de carrière et granulat.

Archeodunum SA a développé la quasi-totalité de son activité pour le compte du service cantonal d'archéologie de Vaud jusqu'à ce que, en 2005, la fin de l'autoroute A5 dans ce canton l'amène à se redéployer en France. C'est en 2006 qu'est créée une filiale, Archeodunum SAS, établie dans le Rhône, dont le capital (50 000 euros) est détenu à 100 % par Archeodunum SA. Cette société développe des activités variées dans le domaine de l'archéologie : fouilles préventives et programmées, études de bâti, édition d'une revue grand public. Depuis 2007, Archeodunum SA et Archeodunum SAS opèrent chacune des deux côtés de la frontière. L'utilisation de ces deux sociétés pour intervenir aussi bien en France qu'en Suisse interroge évidemment sur une possible optimisation des législations fiscales et sociales des deux pays, le coût du travail étant nettement inférieur en France, tandis que la fiscalité des entreprises est nettement plus favorable dans le canton de Vaud.

Par ailleurs, depuis 2012, l'actionnaire unique d'Archeodunum SA est propriétaire, à parité avec le gérant d'Archeodunum SAS, de la société civile immobilière (SCI) Tolosa Invest, domiciliée dans les mêmes locaux que la filiale française et dont la vocation est de gérer et d'exploiter un immeuble, vraisemblablement celui du siège social de l'entreprise. Une seconde SCI, Lugdunum Invest, propriété des mêmes, vient d'être dissoute en février 2013.

¹³ <http://www.moneyhouse.ch/fr/>.

¹⁴ *Id.*

¹⁵ *Id.*

d'archéologie. De façon plus récente, à la suite d'un rapport du Ministère de la Culture et de la Communication, on assiste à la création de bureaux d'études dont la vocation est l'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour l'archéologie préventive¹⁶.

Ce développement spectaculaire des entreprises privées est venu démasquer les propos lénifiant des concepteurs de la loi de 2003, tel le sénateur J. Legendre, qui déclarait : « *dans la mesure où il n'existe pas, de l'aveu de tous, un véritable marché de l'archéologie, la suppression du monopole pour les fouilles n'aboutira pas à livrer les fouilles à la concurrence* »¹⁷.

Si les premiers opérateurs privés à solliciter l'agrément ont d'abord été des archéologues créant leur propre structure ou des associations sans but lucratif, très vite ce nouveau champ concurrentiel a attiré des investisseurs avisés.

3. Que représente aujourd'hui le secteur privé en archéologie préventive ?

Le SNPA affirme que ses neuf membres (huit si l'on considère Archeodunum SA et Archeodunum SAS comme une entité unique) « *réalisent ensemble environ 150 opérations par an, ce qui représente un poids économique de l'ordre de 30 millions d'euros soit, par extrapolation, quelques 35 à 40 millions d'euros pour l'ensemble des opérateurs de droit privé [...]* »¹⁸. Ce type de données, déjà fourni aux parlementaires en 2011, est comparé à l'activité concurrentielle exercée par l'Inrap pour démontrer que ces entreprises privées ne sauraient être remises en question sans affaiblir le niveau de protection du patrimoine archéologique en France. Cependant, le SNPA jongle habilement avec les chiffres dans l'objectif de sur-dimensionner sa présence dans l'archéologie préventive française. Afin d'évaluer plus précisément la part de ces entreprises dans l'archéologie nationale, on peut examiner successivement les données disponibles sur le volume d'activité (3.1.), les surfaces fouillées (3.2.) et le chiffre d'affaires (3.3.).

3.1. Le volume d'activité

Le Ministère de la Culture et de la Communication ayant cessé de publier ses bilans nationaux et les bulletins officiels des préfectures ne publiant pas les arrêtés d'autorisation de fouilles, il est difficile d'établir précisément la

¹⁶ Voir par exemple : <http://www.archeoexpertise.fr>.

¹⁷ Jacques Legendre, *Projet de loi modifiant la loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive, Rapport n°346 (2002-2003), fait au nom de la commission des affaires culturelles du Sénat, 11 juin 2003* : <http://www.senat.fr/rap/l02-346/l02-346.html>.

¹⁸ SNPA, *Position du Syndicat national des professionnels de l'archéologie sur les forces et faiblesses du dispositif d'archéologie préventive*, 29 novembre 2012, p. 1.

place prise par les différents acteurs en archéologie préventive. Les données publiées par l'observatoire de l'archéologie préventive en novembre 2012 se contentent d'indiquer que 28 % des fouilles préventives ont été, sur la période 2009-2011, réalisées par des opérateurs privés¹⁹. Les sénateurs Bordier et Dauge, de leur côté, estiment que l'Inrap assure 70 % des fouilles²⁰. Ils évaluent la part des sociétés privées « *entre 15 % et 30 % du marché des fouilles* » mais relèvent que « *le ministère de la Culture évalue la part des marchés des services territoriaux à 15 %* ».

Pour la période 2009-2011, l'observatoire de l'archéologie préventive recense donc 1 246 fouilles préventives autorisées dont 55,2 % (688) réalisées par l'Inrap, 28 % (349) par des opérateurs privés et 16,8 % (209) par des services de collectivités. Le SNPA, quant à lui, revendique 415 opérations réalisées par ses membres entre 2009 et 2011, les fouilles réalisées par Oxford-Archéologie en 2009 et 2010 n'étant pas prises en compte²¹. Si ces données correspondaient toutes à des fouilles préventives, les membres du SNPA auraient donc réalisé au moins 80 opérations de plus que ce qui est attribué par le MCC à l'ensemble des opérateurs privés sur la période de référence ! Un examen critique des données du SNPA permet d'estimer la réalité de l'activité de ses membres à 482 opérations d'archéologie préventive, mais sur une période beaucoup plus longue (2004-2012)²².

Pour tenter de mieux cerner l'activité du secteur privé, la CGT a conduit une enquête, à travers ses bases régionales, sur les opérations qualifiées de fouilles préventives et réalisées par des opérateurs privés agréés²³. La base de données constituée à partir de 637 interventions réalisées entre 2004 et 2012 (annexe 2), ne prétend pas à l'exhaustivité mais permet de

¹⁹ Sous-direction de l'archéologie, *L'archéologie préventive en France : quelques données chiffrées et cartographiées*, novembre 2012.

²⁰ *Archéologie préventive : Pour une gouvernance au service de la recherche*, Rapport d'information de MM. Pierre BORDIER et Yves DAUGE, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication n° 760 (2010-2011) - 12 juillet 2011 : <http://www.senat.fr/rap/r10-760/r10-760.html>

²¹ SNPA, *Les opérateurs privés en archéologie préventive : l'exemple des opérateurs membres du syndicat national des professionnels de l'archéologie (SNPA)*, dossier réalisé pour la Commission du « Livre blanc », 13 novembre 2012, p. 12.

²² SNPA, *Les opérateurs privés en archéologie préventive : l'exemple des opérateurs membres du syndicat national des professionnels de l'archéologie (SNPA)*, dossier réalisé pour la Commission du « Livre blanc », 13 novembre 2012, p. 29.

²³ Ce bilan d'activité a pu être établi à partir du recensement des opérations publiées sur les sites des entreprises, précisées et complétées, lorsqu'ils existent, par les bilans régionaux des SRA, les rapports de fouille et les publications. Au total, 637 fouilles ont été enregistrées, dont 337 pour la période comprise entre 2009 et 2011, soit 10 de moins que le recensement de l'observatoire de l'archéologie préventive. Ce différentiel s'explique par quelques manques, notamment sur l'année 2011 où plus de la moitié des bilans scientifiques régionaux n'ont pas encore été publiés, mais aussi par la non prise en compte d'opérations qualifiées de préventives par certains SRA et qui ont été réalisées par des archéologues libéraux non agréés, pour l'essentiel des études de bâti. Pour ce qui concerne les adhérents du SNPA, elle répertorie, entre 2004 et 2012, 454 fouilles préventives, soit 28 de moins que ce qui est revendiqué par ce syndicat. Ce différentiel concerne surtout l'entreprise Hadès (22 opérations en moins), cette société qualifiant d'opérations préventives des études de bâti considérées comme des sondages ou des études par les SRA.

Tableau 3a : Nombre d'opérations d'archéologie préventive par opérateur du secteur privé, 2004-2012

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total	Données SNPA
Antéa	2	2	5	8	9	7	8	8	8	57	60
Archeodunum		2	5	11	19	20	24	20	22	123	127
ArchéoLoire						2	13	11	12	38	38
Archéopole		1	6	7	10	15	5	9	1	54	58
Archéosphère				1	5	7	4	3		20	20
Hadès	2	5	10	7	12	14	14	15	12	91	113
Oxford-Chronoterre			1	5	10	7	8	6	8	45	42
Paléotime					7	8	1	2	7	25	24
Sous total SNPA	4	10	27	39	72	80	79	75	71	453	482
ACTER			4	6	2	8	2	3		25	
Arkémine SARL		1	2	3	2	3	1			12	
Evéha				6	9	19	21	21	29	105	
France Archéologie									1	1	
Iker					1	3	1	1	1	7	
Mosaïque Archéologie						2	3	2	2	9	
Indéterminé							1			1	
Sous total autres sociétés privées	0	1	6	15	14	35	29	27	33	160	
Amicale laïque de Carcassonne (ALC archéologie)			1	1	3	2		1	2	10	
Atemporelle						2		2		4	
CEMA						1	2			3	
Centre Archéologique du Var				1		2	3		1	7	
Sous total non lucratif	0	0	1	2	3	7	5	3	3	24	
Total	4	11	34	56	89	122	111	104	106	637	

Tableau 3b : Comparatif du nombre opérations réalisées par le secteur privé et du nombre de fouilles réalisées par l'Inrap, 2004-2012

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total
Inrap	254	321	282	277	254	228	263	247	2126
Privé	4	11	34	56	89	122	111	104	531
Total hors Collectivités territoriales	258	332	316	333	343	350	374	351	2657

Tableau 4 : Nombre d'opérations d'archéologie préventive réalisées par le secteur privé par type d'intervention

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total
Etudes préalables ou de bâti	1		2	1	5	10	18	11	8	56
Fouilles MH				2	3	9	2	6	4	26
Fouilles rurale	2	8	20	40	65	82	67	69	72	425
Fouilles urbaines	1	3	12	13	16	21	24	18	22	130
Total	4	11	34	56	89	122	111	104	106	637

dégager des éléments d'analyse suffisamment fiables même si, pour être complet, il faudrait disposer du bilan d'activité de tous les services de collectivité territoriale.

L'évolution du nombre d'opérations (Tableaux 3a) montre un développement rapide de l'activité des sociétés privées à partir de l'année 2006 avec, entre 2007 et 2009, un doublement de leurs interventions suivi, de 2010 à 2012, d'une stabilisation de leur niveau d'activité. La comparaison avec les données produites par l'Inrap (Tableau 3b)²⁴ montre que cette progression s'est effectuée au détriment de cet établissement soumis à un plafond d'emplois ne lui permettant pas de répondre à l'ensemble des appels d'offre mais aussi grâce à l'augmentation globale du nombre de fouilles préventives.

Ces constatations doivent cependant être nuancées. En effet, sur la période 2004-2012, 56 opérations dites préventives réalisées par des sociétés sont des études de bâti et 26 des sondages ou des suivis de travaux (Tableau 4). Effectuées pour 82 % d'entre elles dans cinq régions, 61 de ces interventions concernent des bâtiments protégés au titre des monuments historiques. Selon les bilans d'activité 2004-2009, pour lesquels ce type de données est disponible, l'Inrap n'a réalisé qu'un total de 29 fouilles ponctuelles sur monument historique et 19 études de bâti. Ces dernières, parfois qualifiées de préventives lorsqu'elles font l'objet d'une prescription par le SRA, échappent aujourd'hui largement à la réglementation. Dans la plupart des cas, elles sont destinées à définir un cahier des charges pour des travaux de restauration ou de rénovation de bâtiments présentant un intérêt patrimonial, ce qui les apparente à des diagnostics. De ce fait, dans l'état actuel de la législation, on peut s'interroger sur la légalité de leur réalisation par des sociétés privées, comme de leur facturation aux aménageurs, au regard des articles L523-1 et L523-4 du Code du Patrimoine. Par ailleurs, si on voulait inclure l'archéologie du bâti dans un bilan de l'archéologie préventive, il faudrait alors prendre en compte toutes les opérations de ce type réalisées par des intervenants non agréés : architectes des monuments historiques, services de l'inventaire, libéraux, associations de protection du patrimoine.

²⁴ Bilans d'activité 2004-2011 : <http://www.inrap.fr/archeologie-preventive/L-INRAP/Rapport-d-activites/p-274-Rapport-d-activites.htm>.

Tableau 5 : Comparatif du nombre de fouilles préventives réalisées par le secteur privé et par l’Inrap, hors travaux sur MH et hors archéologie du bâti, 2005-2011

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total
Inrap	318	276	266	247	219	255	240	1821
Privé	11	32	53	81	103	91	87	458
Total hors collectivités territoriales	329	308	319	328	322	346	327	2279

Sur les 56 interventions d’archéologie du bâti réalisées par des opérateurs privés, 23 l’ont été par Archeodunum et 22 par Hadès. Cette spécialisation de ces deux sociétés paraîtrait encore plus marquée si l’on prenait en compte les très nombreuses interventions sur bâti non protégé réalisées par la société Hadès et qui ne font pas l’objet de demande d’autorisation auprès des SRA. L’investissement de ces deux sociétés dans l’archéologie des élévations se traduit dans la plate-forme revendicative du SNPA, dont le président et le secrétaire sont respectivement PDG d’Archeodunum et d’Hadès : « *dans le cadre d’un éventuel ajustement réglementaire, des dispositions claires doivent (enfin !) prendre en compte ce pan de l’archéologie [...]. S’agissant d’un type d’intervention particulier, un agrément spécifique devrait être créé* »²⁵. Dans ce contexte, sans nier l’importance de cette question, on peut s’étonner de l’attention particulière portée à cette problématique par la commission du Livre Blanc qui y consacre un long développement et quatre pages d’annexes.

En soustrayant des décomptes les suivis de travaux sur monuments historiques et l’archéologie du bâti, le comparatif entre l’Inrap et les opérateurs privés est celui présenté au tableau 5.

Sur la période 2009-2011, la moyenne annuelle des fouilles préventives réalisées par les opérateurs privés est donc inférieure à la centaine et non de 150 comme avancé par le SNPA. Selon la part accordée aux collectivités territoriales par l’observatoire de l’archéologie préventive sur cette même période (209 opérations), la ventilation des fouilles préventives entre les différents opérateurs serait de 59 % pour l’Inrap, 23,5 % pour les opérateurs privés et 17,5 % pour les services de collectivité.

La répartition des interventions entre les différentes entreprises, montre qu’avec 453 opérations sur 637, les huit membres du SNPA se sont adjugés 71 % de la part de marché réalisée par le secteur privé. Si l’on ajoute les fouilles d’Evéha (105), il apparaît que neuf opérateurs captent près de 90 % du marché, les autres ne réalisant en moyenne qu’une ou deux opérations par an. Le secteur privé non lucratif, avec moins de 4 % de part du marché privé, et moins de 0,7 % des surfaces fouillées (cf. *infra*), apparaît comme une caution du système.

²⁵ SNPA, *Position du Syndicat national des professionnels de l’archéologie sur les forces et faiblesses du dispositif d’archéologie préventive*, 29 novembre 2012, p. 6.

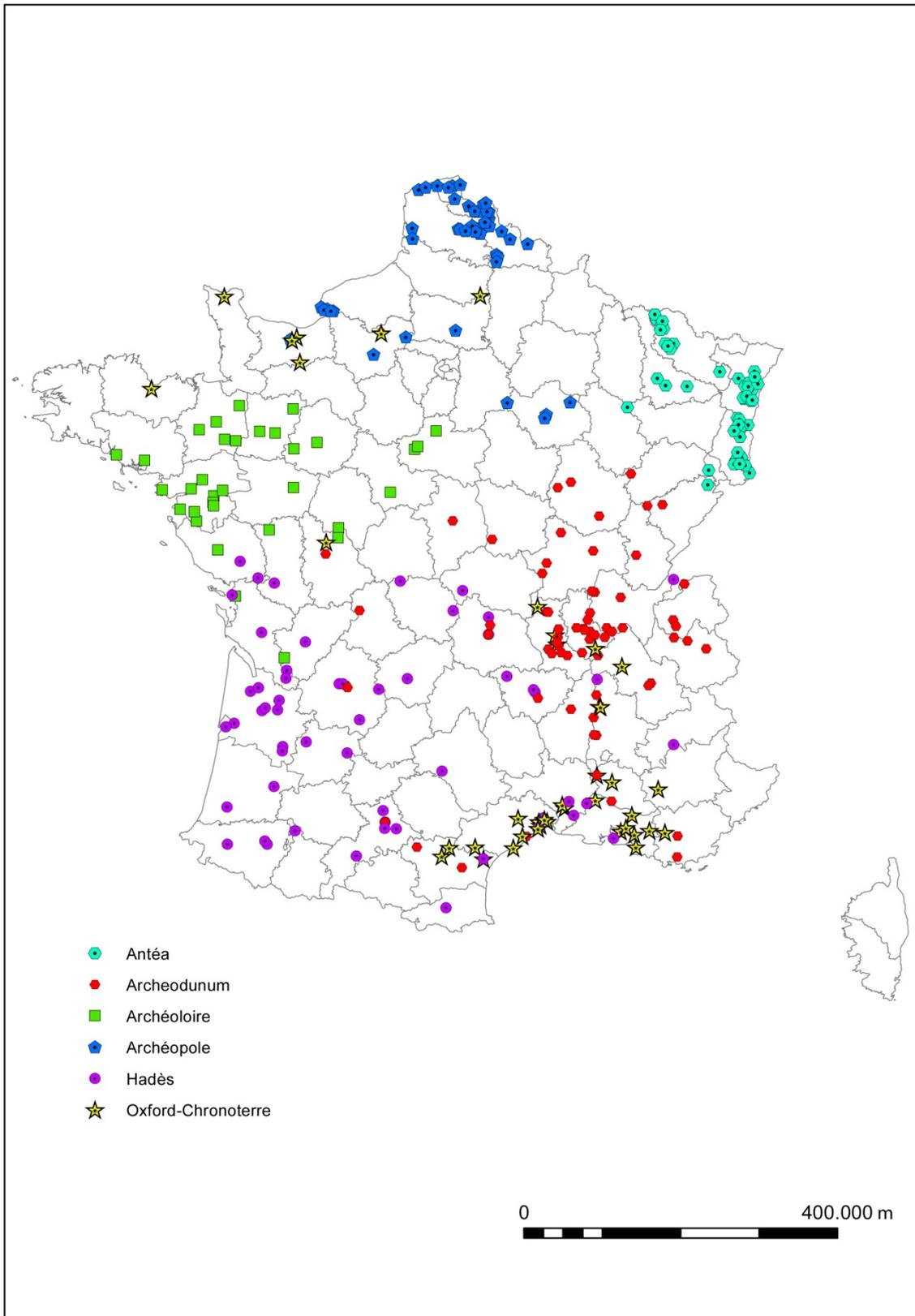


Figure 1 : Cartographie des opérations d'archéologie préventive (hors archéologie du bâti) réalisées par les entreprises privées membres du SNPA, hors Archéosphère (archéologie funéraire) et Paléotime (Préhistoire et Néolithique)

Par ailleurs, deux des adhérents du SNPA n'interviennent que sur des segments bien particuliers, l'archéologie funéraire pour Archéosphère, la Préhistoire et le Néolithique pour Paléotime, souvent en complément ou en sous-traitance pour les autres membres du SNPA. La carte de répartition des interventions réalisées par les cinq autres membres de ce syndicat (Figure 1) montre un « partage du territoire » qui semble encore plus évident si on écarte les opérations réalisées par Oxford Archéologie dans le nord-ouest de la France avant la création d'ArchéoLoire. De fait, seule la société Evéha, non membre du SNPA, se trouve réellement en concurrence avec les autres opérateurs privés (Figure 2). La possibilité d'une entente, formalisée ou implicite, pourrait attirer l'attention du conseil de la concurrence.

Plusieurs questions sont en outre soulevées si l'on se penche sur l'origine des commandes passées auprès des opérateurs privés. Ainsi, les lotissements à usage d'habitation prennent une part supérieure à 25 % dans le portefeuille d'opérations de certaines sociétés (Tableau 6). Selon les bilans d'activité de l'Inrap sur la période 2004-2009 pour laquelle la donnée est disponible, ce type d'aménagement ne correspond qu'à 14,5 % des opérations réalisées par l'établissement. Les lotisseurs étant éligibles de droit au FNAP sur la période considérée, on peut s'interroger sur cette particularité, d'autant que les lotisseurs privés ne sont pas assujettis aux règles de mise en concurrence et engagent ainsi une dépense fiscale qui n'est plafonnée que par le contrat passé avec l'opérateur. Les services gestionnaires du FNAP pourraient ainsi s'interroger sur la part de ce fonds qui abonde le chiffre d'affaires des entreprises privées.

Tableau 6 : Opérations d'archéologie préventive réalisées par Antéa, Archéopole et ArchéoLoire en fonction du type d'aménagement

	Antéa (2004-2012)		Archéopole (2005-2012)		ArchéoLoire (2009-2012)	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Carrières	2	3,5	5	9,3		
Lotissements	28	49,1	21	38,9	10	26,3
Immobilier habitation	5	8,8	6	11,1	4	10,5
Immobilier autre	5	8,8	2	3,7	2	5,3
LGV		0,0			1	2,6
Travaux routiers	3	5,3	2	3,7	6	15,8
Travaux MH		0,0			1	2,6
ZA	9	15,8	12	22,2	10	26,3
Aménagements autres	4	7,0	4	7,4	3	7,9
Type de projet non renseigné	1	1,8	2	3,7	1	2,6
Total	57	100	54	100	38	100

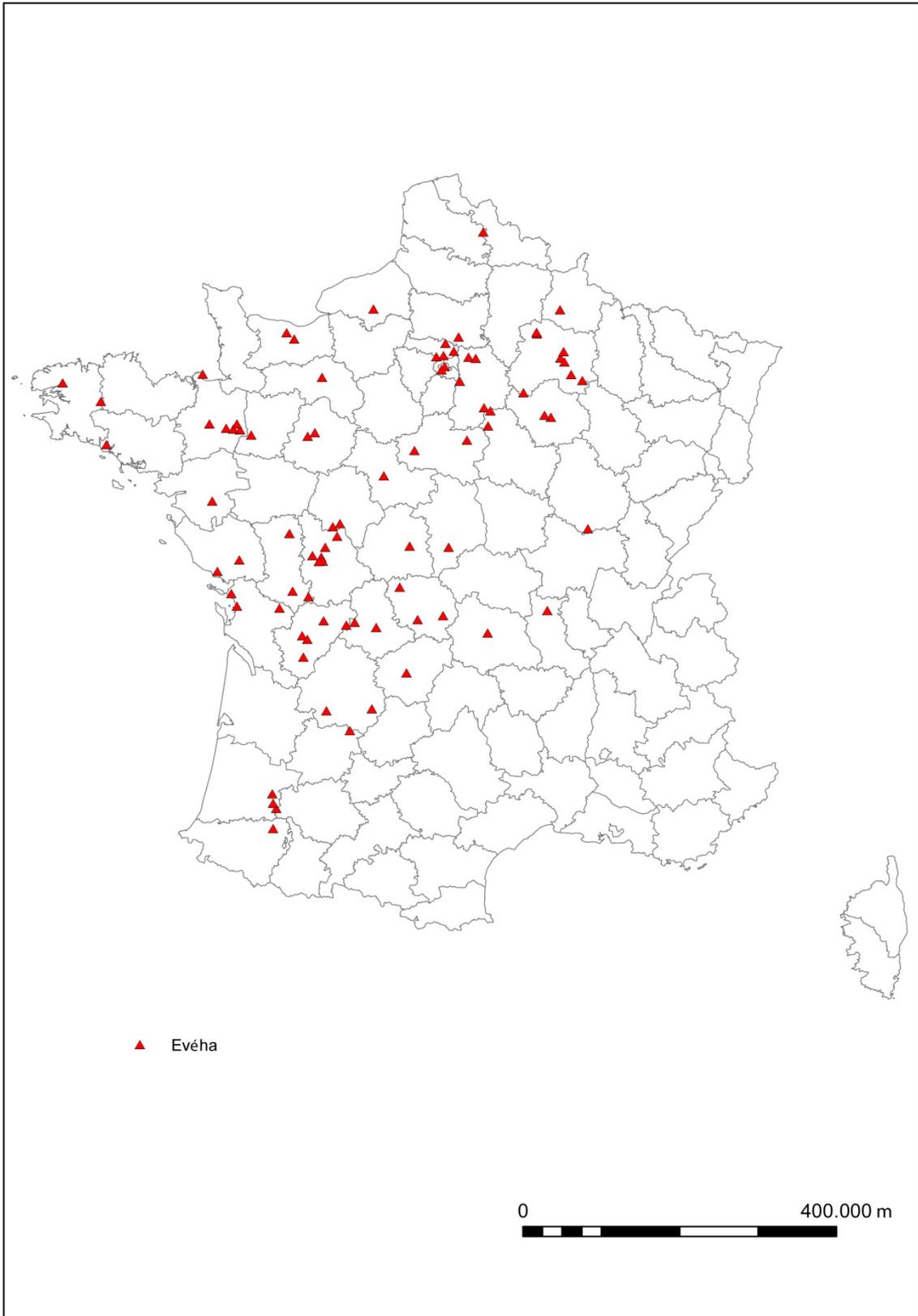


Figure 2 : Cartographie des opérations d'archéologie préventive réalisées par l'entreprise Evéha

Tableau 7 : Opérations d'archéologie préventive réalisées par Hadès et Archeodunum en fonction du type d'aménagement

	Hadès (2004-2012)		Archeodunum (2005-2012)	
	Nombre	%	Nombre	%
Carrières	1	1,1	4	3,3
Lotissements	7	7,7	6	4,9
Immobilier habitation	21	23,1	20	16,3
Immobilier autre	12	13,2	21	17,1
LGV	4	4,4		0,0
Travaux routiers	8	8,8	22	17,9
Travaux MH	19	20,9	21	17,1
ZA	3	3,3	12	9,8
Aménagements autres	14	15,4	14	11,4
Type de projet non renseigné	2	2,2	3	2,4
Total	91	100	123	100

Tableau 8 : Surfaces fouillées par le secteur privé et par l'Inrap, 2004-2012

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total
Secteur privé									
Nb opérations non renseignées			3	4	7	2	6	13	35
Nb opérations renseignées	3	11	29	51	77	110	87	80	448
Surface totale (ha)	0,5	4,9	18,4	33,2	64,9	106,4	64,0	89,6	381,8
Surface moyenne (ha)	0,2	0,4	0,6	0,7	0,8	1,0	0,7	1,1	0,9
Inrap									
Nb opérations	248	318	276	266	247	219	225	240	2039
Surface (ha)	321	315	210	253	256	319	295	299	2268
Surface moyenne (ha)	1,3	1,0	0,8	1,0	1,0	1,5	1,3	1,2	1,1
Total secteur privé + Inrap									
Nb opérations	251	329	305	317	324	328	312	320	2486
Surface (ha)	321	320	228	286	321	425	359	389	2650
Surface moyenne (ha)	1,3	1,0	0,7	0,9	1,0	1,3	1,2	1,2	1,1
Surface totale estimée	321	320	230	289	327	427	363	403	2680

De même, certaines sociétés ont une activité prépondérante dans le cadre de travaux sur monuments historiques, qui bénéficient de subventionnements du ministère de la Culture et de la Communication (Tableau 7). On recense également treize opérations, dont huit attribuées à la société Archeodunum, réalisées sur des monuments historiques propriétés du ministère de la Culture et de la Communication. Le MCC pouvant faire appel, en dehors des règles de la concurrence, à son opérateur qu'est l'Inrap, dans le cadre des dérogations communautaires (*in house*), on peut s'interroger sur les motifs ayant présidé au choix d'une entreprise privée pour ces opérations.

3.2. Les surfaces fouillées

L'analyse de l'évolution des surfaces fouillées constitue sans doute un meilleur indicateur de l'activité mais, dans l'état actuel de la donnée, cette information n'est renseignée que pour 448 fouilles sur les 483 attribuées aux opérateurs privés entre 2004 et 2011 (Tableau 8).

De 2004 à 2009, période pour laquelle la donnée est connue pour 95 % des interventions, on constate une augmentation constante des surfaces fouillées par ces opérateurs. Cette dynamique s'accompagne d'une augmentation régulière de la surface moyenne qui, à partir de 2009, devient proche de celle des opérations réalisées par l'Inrap. Pour 2010 et 2011, l'emprise des fouilles n'est documentée que pour 90 % des opérations inventoriées et, comme il a été signalé, il existe sans doute quelques manques dans les décomptes, notamment pour l'année 2011. Si l'on prend en compte ces lacunes, on peut constater, qu'après un tassement de l'activité en 2010, la surface totale des fouilles réalisées par les sociétés privées est revenue, en 2011, à son niveau de 2009. Les données disponibles pour 2012, 95,5 ha pour 85 opérations dont la surface est renseignée sur 106 inventoriées, confirment cette dynamique.

Si on considère que les fouilles réalisées par les collectivités territoriales sont d'une surface proportionnelle à la moyenne des opérations des autres opérateurs, le cumul des surfaces fouillées dans le cadre de l'archéologie préventive entre 2009 et 2011 avoisine les 1 450 ha, dont 19 % environ ont été réalisés par des sociétés privées. On observe par ailleurs de très grandes disparités sur le territoire (Cf. annexe 1), avec par exemple, en 2010, quatre régions (Bourgogne, Limousin, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes) et, en 2011, trois autres (Alsace, Haute Normandie et Poitou-Charente), où les surfaces traitées par les opérateurs privés sont au moins deux fois plus importantes que celles fouillées par l'Inrap. Plus problématiques encore pour cet établissement sont les variations régionales annuelles de l'activité des sociétés d'archéologie. Si, dans certaines régions, la part de marché des opérateurs privés présente une certaine stabilité, dans d'autres on observe des fluctuations très importantes d'une année sur l'autre. Ceci diminue les capacités de programmation de l'Inrap, qui doit assurer le service public en

Les collectivités territoriales et la concurrence du secteur privé

Même si elle est sensiblement moins importante qu'affichée par le SNPA, la montée en puissance des sociétés privées remet en cause l'équilibre économique de l'Inrap mais aussi des autres opérateurs publics. En effet, en fonction de la place prise dans certaines régions par les sociétés privées et des variations annuelles aléatoires de ces interventions, les services de collectivité territoriale²⁶ comme l'Inrap peuvent se trouver avec des personnels sous-employés²⁷. Ainsi, pour la région Alsace, qui s'est dotée d'un des services les plus importants de France, le Pôle archéologique interdépartemental rhénan (PAIR), on constate une dégradation au travers des bilans d'activité très détaillés que publie le PAIR (Tableaux 9a et 9b)²⁸.

La place grandissante des opérateurs privés en Alsace a généré une baisse de recettes des prestations concurrentielles du PAIR qui, en 2011, présente un déficit budgétaire de 363 626 euros, malgré l'apport d'une subvention d'équilibre de 1 472 000 euros représentant un tiers des recettes de l'établissement public. Comme exposé dans son bilan, le PAIR a dû, depuis 2010, modifier ses choix de diagnostics pour faire face à ces difficultés budgétaires. Cette sélection des opérations les moins coûteuses a, concomitamment, entraîné une baisse de la surface moyenne des diagnostics réalisés par l'Inrap, avec pour conséquence, pour ce dernier, un recul des rentrées fiscales, accompagné d'un renchérissement du coût moyen des opérations.

À travers cet exemple régional, on constate que le développement du secteur privé déstabilise financièrement tous les acteurs publics de l'archéologie française.

Tableau 9a : Nombres et surfaces des opérations de diagnostic par type d'opérateur en région Alsace (2009-2011)

	2009		2010		2011		Total	
	Nb	Surf.	Nb	Surf.	Nb	Surf.	Nb	Surf.
Inrap	40	475	46	114	60	104	146	693
PAIR	43	314	27	297	47	385	117	996
Total	83	789	73	411	107	489	263	1689

²⁶ Sur 101 départements, 36 se sont dotés d'un service agréé pour les diagnostics ou les fouilles (35,6 % des départements). En ce qui concerne les communes ou communautés de communes de plus de 100 000 habitants, on recense treize services agréés (31,7 %) et, pour les communes de 10 000 à 100 000 habitants, 21 services agréés, soit 3,5 % de cette catégorie de collectivités.

²⁷ Les collectivités disposent d'un peu plus de lisibilité puisqu'elles bénéficient de la priorité d'exécution des diagnostics et, pour les fouilles, elles disposent, dans le cadre de leur agrément, d'un monopole lorsqu'elles interviennent sur les aménagements dont elles sont maître d'ouvrage. Toutefois, là où ils existent, les services archéologiques de collectivité se trouvent confrontés aux mêmes difficultés que l'Inrap puisque, hors les cas qui viennent d'être cités, ce sont aujourd'hui les aménageurs qui sélectionnent l'opérateur de leur choix, contrairement à la situation antérieure à la loi de 2003 où, par convention avec l'Inrap, ils pouvaient disposer de l'exclusivité des fouilles sur un territoire et/ou une période donnée.

²⁸ <http://www.pair-archeologie.fr/fr/accueil/le-pair.html>.

**Tableau 9b : Nombres et surfaces des opérations de fouilles
par type d'opérateur en région Alsace (2009-2011)**

	2009		2010		2011		Total	
	Nb	Surf.	Nb	Surf.	Nb	Surf	Nb	Surf
Inrap	9	15	10	13	6	3	25	31
PAIR	9	9,3	8	9	6	7,6	23	25,9
Secteur privé	5	2,8	5	6	7	7,7	17	16,5
Total	23	27,1	23	28	19	18,3	65	73,4

Tableau 10 : chiffre d'affaires des entreprises privées d'archéologie préventive, 2006-2011²⁹

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total
Acter	376 000	842 000	665 566	767 056	963 130	854 615	4 468 367
Antéa Archéologie	806 920	1 242 868	1 801 630	1 753 795	1 817 507	1 903 554	9 326 274
Achéodunum CH	4 299 217	5 242 354	6 195 501	4 539 992	4 561 005	2 439 000	27 277 069
Archeodunum FR	142 000	1 321 000	2 784 851	3 285 915	5 605 800	5 575 721	18 715 287
ArchéoLoire	-	-	-	0	2 324 364	2 494 613	4 818 977
Archéopole	1 117 886	2 664 668	4 029 715	3 966 502	2 962 942	3 633 949	18 375 662
Archéosphère	118 332	225 756	928 860	1 821 005	1 120 506	999 451	5 213 910
Arkemine	363 800	220 000	580 000	578 901	514 979	914 627	3 172 307
Oxford Archéologie / Chronoterre	NC	NC	NC	2 918 134	457 030	1 681 204	5 056 368
Évéha Archéologie	-	542 532	2 070 184	2 752 531	NC	NC	5 365 247
Hades	1 038 571	1 657 719	2 701 551	2 973 074	4 066 745	3 550 973	15 988 633
Iker Archéologie	-	28 000	209 551	425 152	193 219	187 112	1 043 034
Mosaïque Archéologie				340 351	651 068	635 300	1 626 719
Paléotime	-	0	565 826	1 885 756	2 491 182	2 559 499	7 502 263
Total	8 262 726	13 986 897	22 533 235	28 008 164	27 729 477	27 429 618	127 950 117

²⁹ Sources des tableaux 10 et 16 : comptes annuels déposés auprès des tribunaux de commerce, sauf pour Archéodunum CH 2006-2010 (source SNPA, *Les opérateurs privés en archéologie préventive*, dossier réalisé pour la Commission du « Livre blanc », novembre 2012, p. 8.), Archéodunum CH 2011 (source : <http://www.moneyhouse.ch/fr/>) et Oxford Archéologie 2009 (source F. Rossi, « Pourquoi faut-il Madame, Monsieur, que nous ayons quelque chose à vous dire », *Les nouvelles de l'Archéologie*, 128, p. 59-61). Pour ACTER, Archéodunum FR, Archéopole, Arkémine, Hadès : les comptes annuels sont clos au 31/12 pour des exercices comptables de 12 mois. Pour Antéa Archéologie, les comptes annuels sont clos au 30/9 pour des exercices comptables de 12 mois. Pour Archéosphère, les comptes annuels sont clos au 31/12 pour des exercices comptables de 12 mois sauf 2006 (16 mois). Pour Archéo Loire, les comptes annuels 2011 sont clos au 30/09/11 pour un exercice comptable de 8 mois, les comptes 2010 au 31/01/11 pour un exercice comptable de 12 mois, les comptes 2009 au 31/01/10 pour un exercice comptable de 8 mois. Pour Évéha, les comptes sont arrêtés au 31/12, pour un exercice du 12/9 au 31/12 pour l'année 2007 et de 12 mois en 2008 et 2009. Pour Iker, les comptes sont arrêtés au 31/12 pour un exercice de 12 mois sauf 2007 (17 mois). Pour Paléotime, les comptes annuels sont clos au 30/9 pour un exercice comptable de 12 mois, sauf 2007 (13 mois).

dernier ressort et donc maintenir des équipes pluridisciplinaires sur l'ensemble du territoire.

3.3. Le chiffre d'affaires

La place prise par les entreprises privées dans l'archéologie préventive peut également être estimée à travers le chiffre d'affaires de ces sociétés comparé à la dépense consacrée chaque année en France aux fouilles préventives. Le SNPA évalue entre 35 et 40 millions d'euros, dont 30 millions pour ses membres, le chiffre d'affaires annuel moyen des entreprises privées d'archéologie. Il n'existe actuellement pas de bilan du ministère de la Culture et de la Communication sur le sujet mais les données du registre du commerce permettent de retracer l'évolution du chiffre d'affaires des sociétés qui publient leurs comptes annuels (Tableau 10).

En 2009, année pour laquelle les données sont les plus complètes, le chiffre d'affaires total des treize sociétés qui étaient alors agréées s'établit à 28 millions d'euros, dont 23,1 pour les membres du SNPA. Pour les années 2010 et 2011, il convient d'ajouter aux informations publiées le chiffre d'affaires de la société Evéha qui n'a toujours pas rendu ses comptes publics. Au regard de la croissance rapide de cette entreprise depuis 2007, le chiffre d'affaires total des sociétés privées d'archéologie préventive peut ainsi être estimé aux environs de 33 millions en 2010 et 35 millions d'euros en 2011, dont respectivement 25,4 et 24,8 millions d'euros pour le SNPA. Cette estimation, qui correspond à la fourchette basse du SNPA est naturellement surévaluée³⁰. En effet, le chiffre d'affaires de ces entreprises n'est pas exclusivement constitué par des fouilles préventives mais résulte aussi d'activités très diversifiées.

³⁰ On notera des différences plus ou moins importantes selon les opérateurs et/ou les années entre les données publiées par le SNPA et celles des tableaux 10 et 16. Pour ACTER et Arkémine, les données 2006-2009 diffèrent sensiblement puisque le SNPA donne les chiffres de la production et non le chiffre d'affaires. Pour Arkémine, les résultats nets des années 2009-2011 donnés par le SNPA ne correspondent pas aux données publiées alors qu'elles sont indiquées comme provenant de la même source. Pour Antéa Archéologie, les données issues des comptes annuels déposés sont cohérentes avec celles publiées par le SNPA pour le chiffre d'affaires, elles diffèrent sensiblement pour le résultat net pour les années 2006-2010 (par exemple 282 992 euros de résultat net en 2010 selon le SNPA, 111 755 selon les comptes annuels). Pour Archéosphère, les données issues des comptes annuels déposés sont cohérentes avec celles publiées par le SNPA sauf pour le résultat net de l'année 2008 (185 482 euros selon le SNPA, 130 578 pour les comptes déposés). Pour Archéodunum FR, les données issues des comptes annuels diffèrent avec celles publiées par le SNPA pour les chiffres d'affaires (légèrement surévalués par le SNPA) et pour le déficit de l'année 2009. Pour Archéo Loire, les données issues des comptes annuels déposés sont cohérentes avec celles publiées par le SNPA, sauf pour le résultat net de l'année 2009 (donné par le SNPA positif à 17 358 euros, alors qu'il est négatif de la même somme). Pour Archéopole, les données issues des comptes annuels déposés sont cohérentes avec celles publiées par le SNPA pour le résultat net (sauf pour l'année 2011 où il s'affiche à 120 489 euros dans les comptes déposés contre 100 367 donné par le SNPA). Elles diffèrent parfois légèrement pour le chiffre d'affaires puisque le SNPA donne le chiffre d'affaires pour les années 2007 et 2008 mais le total des produits d'exploitation pour les années suivantes. Pour Evéha, les résultats nets donnés par le SNPA pour les années 2007 et 2008 ne correspondent pas aux comptes publiés par l'entreprise ni aux informations publiées par la source indiquée comme à l'origine de ces données.

De la transparence financière des entreprises privées d'archéologie préventive

Le dépôt des comptes annuels est une obligation légale pour les sociétés par actions (SA, SAS, SASU – code du commerce, L232-23), les sociétés à responsabilité limitée (SARL, EURL, EURL - L232-21) et, selon les cas, les sociétés en nom collectif et en commandite simple (L232-21). Pour les sociétés par action, ce dépôt doit intervenir « *dans le mois suivant l'approbation des comptes annuels par l'assemblée générale des actionnaires ou dans les deux mois suivant cette approbation lorsque ce dépôt est effectué par voie électronique* » (L232-23). Ces obligations légales sont loin d'être toujours respectées par les opérateurs privés de l'archéologie préventive³¹. Au 31 décembre 2012, par exemple, « Evéha études et valorisations archéologiques » n'avait pas déposé ses comptes 2010 et 2011. Lorsque l'Etat renouvelle l'agrément d'une entreprise privée d'archéologie préventive sans un regard sur sa situation financière, il prend un risque important : en cas de faillite, l'Inrap aurait pour obligation de reprendre l'ensemble des données jusqu'à l'achèvement des rapports finaux, sans en avoir les moyens financiers.

Pour l'exercice 2011, le SNPA évalue à 91 % la part du préventif dans le chiffre d'affaires de ses adhérents³². Cette affirmation doit être relativisée. Ainsi, le groupe Archeodunum affiche, pour l'année 2011, une part de chiffre d'affaires consacrée au préventif de 99 % pour la société suisse et 98 % pour la branche française. Sur les exercices 2006-2011, le chiffre d'affaires cumulé de ces deux sociétés est de 45 millions d'euros mais la majorité (55,6 %) est réalisée par la maison mère établie en Suisse. Cette dernière continue d'exercer une activité régulière (22 fouilles sur la période considérée) dans le canton de Vaud ce qui, vu les tarifs pratiqués en Suisse, doit contribuer à une large part du chiffre d'affaires. Par ailleurs, pour les opérations françaises, le groupe affiche 9 fouilles programmées, dont certaines dotées d'un budget conséquent. Archeodunum France exerce également une activité d'édition avec la publication d'une revue mensuelle grand-public diffusée en kiosque. Pour ce qui concerne l'activité préventive, sur les 123 opérations recensées entre 2004 et 2012, 27 (22 %) sont des études préalables à des travaux sur des monuments historiques ou de bâti.

De la même façon, les fouilles programmées et la médiation culturelle (vente de maquettes et d'expositions, animations pédagogiques dans les écoles) représentent 15 % du chiffre d'affaires de la société Archéopole pour les exercices 2007-2008³³, 12 % en 2011³⁴. Pour Archéosphère, en 2010 (deuxième meilleure année en termes de chiffre d'affaires de cette société, avec 1,1 millions d'euros), les opérations préventives ne

³¹ <http://www.infogreffe.fr/>.

³² SNPA, *Les opérateurs privés en archéologie préventive : l'exemple des opérateurs membres du syndicat national des professionnels de l'archéologie (SNPA)*, dossier réalisé pour la Commission du « Livre blanc », 13 novembre 2012, p. 14.

³³ Archéopole, *Rapports de gestion de la gérance présenté à l'assemblée générale du 31 mars 2008*.

³⁴ Archéopole, *Rapport de gestion de la gérance présenté à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 19 juin 2012*.

représentent que 62,2 % du CA. Sur cet exercice, 19,2 % du CA ont été réalisés grâce à l'inventaire et au classement des collections du dépôt archéologique du service régional de Poitou-Charente, et 18,6 % par des opérations programmées et des prestations diverses³⁵. Par ailleurs, au sein des opérations préventives de cette entreprise, l'activité de sous-traitance pour le compte d'Hadès et Archeodunum a représenté près de 10 % de l'ETP total, les coûts correspondants entrant en double décompte dans le chiffre d'affaires total des entreprises privées.

La société Hadès affiche, quant à elle, en 2011, 73 % de son chiffre d'affaires réalisé sur du préventif et entre 2004 et 2012, 113 opérations préventives pour 214 non préventives³⁶. Sur la même période, les bilans des SRA recensent 91 opérations préventives réalisées par Hadès, dont 29 sont des études préalables ou des études de bâti. Enfin, pour prendre un dernier exemple, la société Evéha, qui est sans doute devenue la première entreprise du secteur en termes de chiffre d'affaires, présente sur son site internet un inventaire détaillé de ses interventions pour la période 2007-2011. Sur les 69 opérations, 51 sont des fouilles préventives, 2 des fouilles programmées, 3 des animations et 13 des diagnostics réalisés dans le cadre de travaux MH ou de réhabilitation du bâti.

Pour ces cinq sociétés, qui de 2006 à 2011 représentent plus de 70 % du chiffre d'affaires total des entreprises agréées, on constate que la structure de l'activité est très proche de celle de l'Inrap ou de celle consacrée par les services de collectivité à l'archéologie préventive. Toutefois, ce chiffre d'affaires est constitué pour une part importante, voire majoritaire dans le cas d'Hadès, par des études préalables à des travaux sur monuments historiques ou sur bâti non protégé. Comme il a été dit, les comparaisons incluant ce type d'opérations ne sont pas pertinentes. À partir de l'échantillonnage qui vient d'être présenté, si l'on écarte les fouilles réalisées hors de France et les opérations sur bâti, on peut estimer que, pour les entreprises privées, la part des fouilles préventives représente environ 80 % du chiffre d'affaires total.

Sur ces bases, en postulant que les coûts moyens des diagnostics et des fouilles réalisés par les collectivités territoriales sont proportionnels à ceux de l'Inrap, la ventilation entre les opérateurs du budget de l'archéologie préventive française peut être évaluée, pour les années 2009-2011, selon le Tableau 11.

³⁵ Archéosphère, *Rapport de gérance pour l'assemblée générale ordinaire du 21 mai 2011*.

³⁶ SNPA, *Les opérateurs privés en archéologie préventive : l'exemple des opérateurs membres du syndicat national des professionnels de l'archéologie (SNPA)*, dossier réalisé pour la Commission du « Livre blanc », 13 novembre 2012, p. 14 et 29.

Tableau 11 : Evaluation du budget de l'archéologie préventive française pour la période 2009-2011

	Inrap		Collectivités territoriales		Secteur privé		Total
	Millions €	%	Millions €	%	Millions €	%	Millions €
Activité non concurrentielle (millions d'euros)	232,4	83 %	47,2	17 %	0	0 %	279,6
Activité concurrentielle (millions d'euros)	245,8	62 %	71,9	18 %	76,8	19 %	394,5
Total (millions d'euros)	478,2		119,1		76,8		674,1
Moyenne annuelle (millions d'euros)	159,4	71 %	39,7	18 %	25,6	11 %	224,7

4. Emploi et rémunérations

4.1. L'emploi

En l'absence d'enquête exhaustive, le plus grand flou règne également en matière d'emploi. La commission du Livre Blanc constate cet état de fait et rappelle les différentes évaluations. Selon la sous-direction de l'archéologie, l'emploi total non temporaire (hors CDD de moins d'un an) en archéologie préventive se chiffre à 3 142, dont 1 944 pour l'Inrap, 727 pour les collectivités territoriales et 471 pour les autres opérateurs³⁷. En contradiction avec ces chiffres, le bilan social de l'Inrap recense, au 31 décembre 2011, 2 320 agents dont 1 747 équivalents temps plein (ETP) sous CDI et 327,3 sous CDD et CDA, la moyenne annuelle correspondant à 2 021,6 équivalents temps plein travaillés (ETPT). L'association nationale pour l'archéologie de collectivité territoriale (Anact) totalise quant à elle, pour les services de son champ, 924 ETP correspondant à 712 « agents permanents » et 212 ETP assurés par des CDD de moins d'un an³⁸. Selon cette association, les emplois permanents correspondent à ceux occupés par des fonctionnaires mais aussi par des contractuels à durée indéterminée et des CDD de un à trois ans³⁹. Le SNPA estime quant à lui que « *les collectivités et les opérateurs privés ont permis la création*

³⁷ Commission d'évaluation scientifique, économique et sociale du dispositif d'archéologie préventive, *Livre blanc de l'archéologie préventive*, p. 12.

³⁸ ANACT, *Le paysage de l'archéologie préventive en collectivité territoriale*, Contribution thématique n°3 à la Commission du Livre Blanc, décembre 2012 :

http://www.culture.gouv.fr/culture/dp/archeo/livre_blanc/pdf/contributions/lb_anact_paysage-archeo-collectivites.pdf.

³⁹ Cette notion a de quoi surprendre si on rappelle que la loi 84-53 du 26 janvier 1984 dispose que les emplois permanents des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à caractère administratifs doivent être pourvus par des fonctionnaires titulaires.

d'emplois pérennes estimés aujourd'hui à 1 400 salariés »⁴⁰ dont 500 pour les opérateurs privés.

L'imprécision qui règne dans ce domaine résulte de plusieurs facteurs. D'une part, les comparaisons ainsi réalisées ne concernent pas les mêmes périmètres d'activités, ambigüité bien illustrée par le cas des collectivités territoriales. Ces dernières interviennent, dans le domaine de l'archéologie, dans le cadre de la clause générale de compétence culture et non de celle de la recherche⁴¹. C'est en application de cette compétence que certaines collectivités ont, dès la fin des années 70, mené une importante activité de protection du patrimoine en finançant ou en conduisant elles-mêmes des opérations d'archéologie préventive. Dans le même temps, elles ont conduit des politiques, localement très ambitieuses, de valorisation du patrimoine archéologique par la création de musées de site ou d'archéosites et en développant la médiation culturelle auprès des publics⁴².

Le nombre d'ETP consacrés par les services de collectivité à l'archéologie préventive doit plutôt être évalué aux environs de 450⁴³. La même problématique se pose en ce qui concerne les entreprises privées qui, comme on l'a vu, exercent elles aussi des activités variées dans le domaine de l'archéologie.

Si la lettre de mission de la commission du Livre Blanc avait porté sur un bilan de l'ensemble de l'emploi archéologique en France, il eut fallu agréger les emplois des SRA, du CNRS et de l'Université mais aussi ceux des musées nationaux et du Centre des Monuments Nationaux consacrés à la muséographie ou à la valorisation du patrimoine archéologique. Dans cette hypothèse, le total de l'emploi archéologique en France se situerait sans doute aux alentours de 5 000. Pour les opérateurs privés, un autre biais méthodologique est introduit par la notion d'effectifs, qui diffère sensiblement de celle d'ETP ou d'ETPT⁴⁴. Malgré ces réserves, et en

⁴⁰ SNPA, *Position du Syndicat national des professionnels de l'archéologie sur les forces et faiblesses du dispositif d'archéologie préventive*, 29 novembre 2012, p. 3.

⁴¹ La recherche publique demeure, en application de la loi 82-610 du 15 juillet 1982 « d'orientation et de programmation sur la recherche et le développement technologique de la France », une compétence exclusive de l'Etat, ce qui se traduit notamment par l'absence de cadre d'emploi recherche dans la fonction publique territoriale. Ceci n'interdit cependant pas, dans le cadre du principe de libre administration des collectivités territoriales, que ces dernières puissent soutenir ou coopérer à des actions de recherche engagées par l'Etat.

⁴² Dans la majorité des cas, ces actions de valorisation constituent le cœur de mission des services archéologiques de collectivité. Ainsi, sur les 112 services de collectivité recensés fin 2012, 42 n'ont pas sollicité d'agrément pour l'archéologie préventive et, parmi ceux qui sont agréés, six le sont pour les seuls diagnostics. Les services agréés continuent eux aussi d'exercer, pour la plupart d'entre eux, une activité importante dans les domaines de la muséographie, de la valorisation du patrimoine et de l'archéologie programmée.

⁴³ Comme il a été dit, pour la période 2009-2011, la sous-direction de l'archéologie évalue la part des services de collectivité dans l'archéologie préventive à 16,9 % (13,4 % en surface) pour les diagnostics et à 16,8 % pour les fouilles. Il apparaîtrait surprenant que l'Inrap réalise 83,1 % des diagnostics et 55,2 % des fouilles avec à peine plus du double d'agents (2 022 ETP en 2011 contre 931 ETP pour les collectivités territoriales).

⁴⁴ Le SNPA recense, au sein de ses membres, 351 équivalents temps plein en 2011 et 341 en 2012. Cette donnée est à prendre avec précaution car, pour certaines de ces entités, il existe des distorsions entre les informations produites par les procès-verbaux d'assemblée générale (par exemple, Archéopole : 31 ETP en

l'absence de dépouillement des registres du personnel, ce sont les informations fournies par le SNPA⁴⁵, complétées par celles produites par trois autres entreprises sur leur site internet (Acter, Iker et Évéha), qui sont les seules disponibles. Ces décomptes regroupent l'ensemble des personnels : dirigeants, archéologues, administratifs, médiateurs culturels, techniciens logistiques. Le total déclaré est de 514 pour l'année 2011, sans que, comme il vient d'être rappelé, on puisse préciser s'il s'agit d'un nombre d'ETP ou de l'effectif moyen, ni apprécier la ventilation de ces emplois entre les différents types d'activité (Tableau 12).

Dans cette hypothèse, le total des moyens consacrés aujourd'hui à l'archéologie préventive nationale peut ainsi être évalué à 2900 ETP, dont 70 % pour l'Inrap, 15 % pour les collectivités territoriales et 15 % pour les opérateurs privés.

Tableau 12 : Effectifs moyens des entreprises privées d'archéologie préventive et de l'Inrap, 2006-2012
(Pour le secteur privé, effectif moyen annuel ou en ETP selon les entreprises. Pour l'Inrap, ETPT)⁴⁶

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne
Acter	NC	NC	24	32	12	12	NC	20,0
Antéa Archéologie	17	26	27	28	28	26	36	26,9
Archeodunum CH	53	51	34	28	31	30	26	36,1
Archeodunum FR	3	17	55	64	75	73	64	50,1
ArchéoLoire				4	23	34	27	22,0
Archéopole	21	46	73	61	44	53	55	50,4
Archéosphère	NC	NC	12	22	15	15	11	15,0
Arkemine	NC	NC	NC	8	8	NC	NC	8,0
Évéha Archéologie	NC	NC	27	43	NC	140	NC	70,0
Iker Archéologie		NC	NC	2	2	1	1	1,5
Hadès	18	21	33,5	40,5	52	55	61	40,1
Oxford-Chronoterre	NC	NC	NC	50	51	42	37	45,0
Paléotime			6	11	25	33	24	19,8
Total secteur privé	112	161	292	394	366	514	342	311,4
INRAP	1 803	1 896	1 953,4	2 018	2 113	2 022,3		1967,6

2007, 48 en 2010, 51 en 2011) ou avec les données produites par le Ministère du travail (<https://www.elections-professionnels.travail.gouv.fr>) pour les élections professionnelles (Paléotime : 20 salariés en 2010 ; Hadès : 48 salariés en 2010 ; Archéopole : 49 salariés en 2011 ; Archéodunum FR : 60 salariés en 2011), alors même que la notion d'effectif prise en compte pour les listes électorales, tous les salariés présents depuis trois mois à l'exception des cadres représentant l'employeur, est sensiblement plus large.

⁴⁵ SNPA, *Les opérateurs privés en archéologie préventive : l'exemple des opérateurs membres du syndicat national des professionnels de l'archéologie (SNPA)*, dossier réalisé pour la Commission du « Livre blanc », 13 novembre 2012 p. 21.

⁴⁶ Sources : *Id.*, p.21 et sites internet des entreprises. Pour l'Inrap, bilan sociaux.

4.2. La précarité

La structure de l'emploi est extrêmement variable selon les opérateurs et en matière de précarité, l'Inrap est loin d'être un modèle. En 2006, les CDD y représentaient 393 ETPT, soit 22 % de l'emploi total. Suite à une forte mobilisation syndicale, Renaud Donnedieu de Vabres a concédé un plan de résorption de la précarité qui a permis de ramener le taux de CDD à 12,8 % en 2008. Sous le ministère de Frédéric Mitterrand, l'instauration du contrat d'activité (CDA), seulement applicable à l'Inrap, a fait remonter ce taux à 17 % en 2010. On peut espérer qu'avec la loi Sauvadet, adoptée début 2012, l'abrogation de ce dispositif scandaleux et un nouveau plan de CDIisation permettront, dès 2013, de faire retomber ce taux en dessous de 10 %.

Sur la question de la précarité, on ne dispose d'aucune information globale en ce qui concerne les services archéologiques de collectivité territoriale. Si l'on reprend l'exemple déjà cité du PAIR, seul service à publier un bilan social, on constate que la part de non titulaires est de 75 %, avec 89 % de contractuels pour la filière culturelle⁴⁷. Dans la plupart des autres services archéologiques de collectivité les emplois de la filière culturelle sont pourvus essentiellement (voir exclusivement dans plusieurs cas) par des CDD. Cette situation est contraire au développement d'une archéologie de qualité du fait de la forte rotation des équipes et constitue une infraction au statut général des fonctionnaires.

Tableau 13 : Répartition des agents du PAIR par catégorie d'emploi et par filière en 2011 (effectif total hors saisonnier)

	Filière administrative				Filière technique				Filière culturelle				Total			
	A	B	C	Total	A	B	C	Total	A	B	C	Total	A	B	C	Total
Titulaire	1	1	6	8	3		1	4	5	1		6	9	2	7	18
Non titulaire		2	1	3	2			2	28	21		49	30	23	1	54
Total	1	3	7	11	5		1	6	33	22		55	39	25	8	72

Source : Bilan d'activité du PAIR 2011

⁴⁷ Vu qu'il existe des cadres d'emplois pour les 3 filières concernées, cette situation est manifestement contraire à la loi 84-53 du 26 janvier 1984, qui dispose que tous les emplois correspondant à des missions permanentes des collectivités ou de leurs établissements publics à caractère administratif doivent être pourvus par des fonctionnaires titulaires. Dans le cas du PAIR il est possible que cette situation résulte pour partie des dispositions de l'article L 523-6 du code du patrimoine, qui ouvre la possibilité pour les collectivités de recrutement sous CDI lorsqu'il s'agit d'agent de l'INRAP. Le PAIR est un des rares services qui a réellement utilisé cette possibilité mais, au sein de cet établissement, les CDD représentent néanmoins 21 % de l'ETP total en 2011.

Tableau 14a : Effectifs CDI des sociétés privées d'archéologie préventive, 2006-2012

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*	ETP CDI annuel moyen
Antéa Archéologie	7	11	23	26	26	24	21	19,7
Archeodunum CH	46	46	30	26	28	28	24	32,6
Archeodunum FR	3	6	17	32	44,5	49,5	55	29,6
Archéopole	12	17	34	37	39	33	36	29,7
Archéosphère			5	8	11	9	9	8,4
Hadès	8	10,5	15,5	22,5	39	44	52	27,4
Oxford-Chronoterre	NC	NC	NC	23	37	33	28	30,3
Paléotime			6	9	13	15	15	11,6
Total	76	91	131	184	238	236	240	170,5

* Pour 2012, données arrêtées en octobre 2012

Tableau 14b : Effectifs ETP CDD et taux de précarité à l'Inrap, 2006-2011

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Moyenne	ETP CDD annuel moyen
Taux de précarité	22 %	19 %	13 %	15 %	17 %	14 %	16 %	
Total ETP CDD	393	353,7	251,9	309,3	361,1	273,5		323,8

Tableau 14c : Taux de précarité dans les entreprises privées d'archéologie préventive, 2006-2012

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*	Moyenne	ETP CDD annuel moyen
Antéa Archéologie	59 %	58 %	15 %	7 %	7 %	8 %	42 %	27 %	7,1
Archeodunum CH	13 %	10 %	12 %	7 %	10 %	7 %	8 %	10 %	3,6
Archeodunum FR	0 %	65 %	69 %	50 %	41 %	32 %	14 %	41 %	20,6
Archéopole	43 %	63 %	53 %	39 %	11 %	38 %	35 %	41 %	20,7
Archéosphère	NC	NC	58 %	64 %	27 %	40 %	18 %	44 %	6,6
Hadès	56 %	50 %	54 %	44 %	25 %	20 %	15 %	32 %	12,8
Oxford-Chronoterre				54 %	27 %	21 %	24 %	33 %	14,8
Paléotime			0 %	18 %	48 %	55 %	38 %	41 %	8,2
Total	32 %	44 %	46 %	40 %	26 %	28 %	24 %	33 %	
Total ETP CDD	36	71	110	121	84	92	74		83,8

* Pour 2012, données arrêtées en octobre 2012

Pour ce qui concerne les entreprises privées, là encore on ne dispose que des éléments fournis par le SNPA⁴⁸. Bien que ces informations soient partielles et sujettes à caution, on constate (Tableau 14c), pour les huit entreprises qui totalisent, sur la période 2006-2012, 75 % du chiffre d'affaires du secteur privé, un taux moyen de précarité, en ETP de 33,6 %. Si l'on écarte les emplois atypiques de la branche suisse d'Archeodunum (cf. encadré « La Suisse toujours en avance sur son temps »), ce taux est, sur la période de référence, en moyenne de 36,9 %. Entre 2009 et 2011, dernières années pour lesquelles les données sur l'emploi sont stabilisées, le taux de précarité de ces entreprises (43 % en 2009, 30 % en 2011) n'a baissé que de 13 points, alors même que leur chiffre d'affaires total progressait. L'examen de détail confirme qu'outre une adaptation aux fluctuations occasionnelles du marché, le CDD est utilisé pour pourvoir à des besoins permanents de ces entreprises, en infraction à l'article L1242-1 du code du travail.

Par ailleurs, le volume des CDD est sous-évalué pour les entreprises qui externalisent la précarité en faisant régulièrement appel à la sous-traitance. Dans certains cas, ce contrat se limite à la mise à disposition, pour la durée d'une opération, de salariés qui se trouvent en position de subordination auprès de l'utilisateur. Il existe au moins une société qui effectue explicitement des opérations de portage salarial alors que, légalement, ce type d'opération ne peut être pratiqué que par des entreprises exclusivement dédiées à cette activité. Ces deux types de contrat (prêt de main d'œuvre lucratif et portage salarial) contreviennent manifestement aux dispositions de l'article L1242-5 du code du travail qui répriment le délit de marchandage.

Dans la pratique, on constate qu'aujourd'hui plusieurs sociétés ne procèdent au recrutement de leurs équipes de fouille qu'une fois les commandes enregistrées. La consultation d'internet montre qu'il s'est ainsi développé un marché du CDD archéologue, les mêmes salariés passant plusieurs fois, au cours de l'année, d'une entreprise ou d'un opérateur à l'autre. D'une manière générale, la mise en concurrence retire une grande part de la prévisibilité de l'activité, notamment pour les services de collectivité qui interviennent dans des bassins d'activité correspondant normalement au territoire où s'exerce leur compétence. Il apparaît ainsi qu'une des principales conséquences de la loi de 2003 a été la généralisation de la précarité à tous les opérateurs de l'archéologie préventive.

⁴⁸ SNPA, *Les opérateurs privés en archéologie préventive : l'exemple des opérateurs membres du syndicat national des professionnels de l'archéologie (SNPA)*, dossier réalisé pour la Commission du « Livre blanc », 13 novembre 2012, p. 21 ; F. Rossi 2012, *op. cit.*, p. 61.

La Suisse, toujours en avance sur son temps

La notion de CDI est, selon le code des obligations suisse, sensiblement différente de celle du code du travail français, puisqu'elle permet le licenciement, sans motif ni indemnité, de tout salarié présentant moins de neuf ans d'ancienneté, dans le cadre d'un simple préavis de deux mois. Jusqu'en 2003, la société Archeodunum CH n'employait que de très rares CDI, l'essentiel de ses personnels étant « *recrutés sur contrat tacite* », les salariés étant rémunérés à l'heure. « *Cette précarisation généralisée ne donne pas l'assurance d'un salaire mensuel fixe* », d'autant que cette société « *n'a pas aligné ses salaires sur ceux de l'état* » et « *ne pratique pas de salaire minimum* »⁴⁹. Ce mode de rémunération à l'heure est celui qui continue d'être pratiqué en Suisse par Archeodunum pour ses salariés recrutés sous CDD.

Au milieu des années 2000, suite à des actions des personnels, Archeodunum CH a dû requalifier les contrats de ses salariés, l'effectif sous CDI étant, en 2006, porté à 46 pour 53 ETP. Entre 2008 et 2010, Archeodunum CH a procédé à 22 suppressions d'emplois, les effectifs sous CDI s'établissant à 24 en 2012. Dans le même temps, la filiale française procédait à 49 recrutements sous CDI sous droit français, nettement plus protecteur mais dont la rémunération est d'environ 50 % inférieure à celle pratiquée en Suisse.

Sur le cours et moyen terme, les tensions sur le marché qui s'exercent actuellement du fait de la crise économique et qui vont s'accroître avec le recul de la commande publique, conséquence de l'austérité imposée au budget de l'état et des collectivités, ne manqueront pas d'exacerber ce phénomène⁵⁰. Outre ces aspects sociaux insupportables, cette précarité institutionnalisée a d'ores et déjà des conséquences sur la qualité scientifique des opérations et sur les qualifications des archéologues.

4.3. Les rémunérations

La part des charges de personnel dans le chiffre d'affaires et le niveau de rémunération des salariés peuvent être évalués au travers des comptes de résultat et des effectifs déclarés par les entreprises privées.

Pour les onze sociétés pour lesquelles la donnée est disponible sur la période 2008-2011, les coûts salariaux (salaires, traitements, indemnités et charges sociales) représentent 58,3 % du chiffre d'affaires (Tableau 15). Cette part ne cesse de progresser (53 % en 2008, 60 % en 2011), en relation avec le recul des bénéfices de certaines sociétés (cf. *infra*), mais on observe de fortes disparités selon les années et les entreprises (en 2011, Chronoterre : 96 % ; en 2010, Paléotime : 44 %).

⁴⁹ Coordination suisse romande des personnels de l'archéologie du Syndicat suisse des services publics, « Les services publics de l'archéologie en Suisse : quelles perspectives pour la recherche, le personnel et les administrations ? », *Les Nouvelles de l'Archéologie*, 89, p. 5-20.

⁵⁰ La sous-direction de l'archéologie prévoit, en 2013, une nouvelle baisse de 20 % pour les diagnostics (Budget prévisionnel de l'Inrap, 2013).

Tableau 15 : coûts salariaux des entreprises privées d'archéologie préventive et de l'Inrap, 2008-2010

	2008	2009	2010	2011	Moyenne
Entreprises privées (voir détail par entreprise annexe 1, tableaux 21a à 21k)					
Salaires/traitements (brut)	5 074 620	7 924 212	9 706 549	10 001 874	8 176 814
Charges sociales	1 790 391	3 024 811	3 839 729	4 093 222	3 187 038
Total coût salarial	6 865 011	10 949 023	13 546 278	14 095 096	11 363 852
Chiffre d'affaires	12 841 141	19 631 716	22 003 425	23 440 722	19 479 251
ETP total	224	304	326	344	299,4
Part du coût salarial dans le CA	53,5%	55,8%	61,6%	60,1%	58,3%
Charges sociales / total coût salarial	26,1%	27,6%	28,3%	29,0%	28,0%
Coût salarial moyen	30 647	36 076	41 553	40 974	37 959
Salaire brut moyen	22 655	26 109	29 775	29 075	27 313
Inrap					
Salaires et traitements (brut)	53 773 008	56 948 637	60 283 815	61 085 410	58 022 718
Charges sociales et prévoyance	22 484 614	22 186 780	25 311 929	24 207 998	23 547 830
Total coût salarial	76 257 622	79 135 417	85 595 744	85 293 408	81 570 548
Budget total (recettes)	137 817 711	146 598 429	153 726 295	164 269 729	150 603 041
ETPT total (moyenne annuelle)	1953,4	2018,0	2113,1	2021,6	2 026,5
Part du coût salarial dans le budget	55,3%	54,0%	55,7%	51,9%	54,2%
Charges sociales / total coût salarial	29,5%	28,0%	29,6%	28,4%	28,9%
Coût salarial moyen	39 038	39 215	40 507	42 191	40 238
Salaire brut moyen	27 528	28 220	28 529	30 216	28 623

Sur les mêmes exercices, le coût salarial moyen est de 37 959 euros, soit 2 288 euros de moins qu'à l'Inrap, alors que la part des charges sociales dans le coût salarial (28,0 %) est quasi équivalente à celle de l'Inrap (28,9 %).

Si l'on considère que les données sur les effectifs fournies par les employeurs privés sont fiables, ceci traduit un niveau de rémunération brut moyen (29 075 euros en 2011) inférieur de 1 111 euros à celui de l'Inrap (en 2011 : 30 206 euros). Cette moyenne recouvre des réalités diverses avec, pour 2011, un plancher de 27 260 euros par salarié pour Antéa et des maxima de 31 000 euros pour Archeodunum et Hadès. Ces chiffres moyens masquent également de fortes disparités au sein même des entreprises. Par exemple, en 2010, pour Oxford-Chronoterre, les cinq meilleurs salaires représentaient 14,75 % des rémunérations brutes⁵¹, dont 6,8 % pour les deux cadres dirigeants, propriétaires de l'entreprise. La rémunération moyenne annuelle brute des 46 autres salariés s'établissaient ainsi à 18 622 euros, soit 1 552 euros bruts par mois. Ces niveaux de

⁵¹ Oxford Archeology Ltd, *Comptes annexés au protocole de cession de titres*, 2 août 2011.

rémunérations se traduisent dans les coûts unitaires de main-d'œuvre pratiqués par ces entreprises. Selon les informations fournies par le SNPA⁵², ces derniers sont inférieurs de 20 % à 30 % à ceux de l'Inrap⁵³.

En matière d'avantages sociaux, il faudrait pouvoir également comparer le niveau d'indemnisation des déplacements qui, dans le domaine de l'archéologie préventive, sont la règle hors période de traitement des données et qui ne sont pas compris dans les dépenses de personnel. Dans la fonction publique, les frais de mission sont indemnisés sur la base d'un barème fixé par le décret 2006-781 et les textes qui y affèrent, soit, en 2011, 91 euros par jour pour une mission comprenant un découché. Dans le secteur privé, ce type d'indemnité est confondu dans les charges externes, qui ne font pas l'objet d'une publication détaillée. Toutefois, quelques études de cas⁵⁴ montrent que, pour certaines entreprises privées, les indemnités de déplacement des archéologues sont nettement inférieures à celles de la fonction publique.

Cette politique salariale au rabais par rapport aux qualifications permet par ailleurs d'optimiser les exonérations sociales attachées aux bas salaires. Elle n'est rendue possible que par la faible implantation syndicale dans ces entreprises. Si les dix sociétés qui dépassent le seuil prévu pour une représentation des personnels ont satisfait à l'obligation légale d'organisation d'élections professionnelles, seules la SCOOP Archéopole et la société ArchéoLoire ont vu la candidature d'une liste syndicale. La société Antéa a, quant à elle, produit en 2012 un constat de carence à l'inspection du travail. Cet état de fait traduit les difficultés d'implantation syndicale dans ce type de société.

5. L'archéologie préventive peut-elle être rentable ?

Lorsque la loi de 2003 a été adoptée, nombreux étaient les observateurs qui affichaient leur scepticisme sur la rentabilité potentielle des entreprises privées d'archéologie préventive. Force est de constater qu'ils avaient tort : sur la période 2006-2011, le bénéfice net cumulé après impôt du secteur privé s'affiche à plus de 6,7 millions d'euros pour les entreprises publiant leurs comptes (Tableau 16).

⁵² SNPA, *Les opérateurs privés en archéologie préventive : l'exemple des opérateurs membres du syndicat national des professionnels de l'archéologie (SNPA)*, p. 14.

⁵³ En 2011, 496 euros/jour pour un responsable d'opération et 317 euros/jour pour un archéologue, en procédant à un abattement de 15 % correspondant aux frais de missions et de cantonnement, qui ne sont pas pris en compte dans les prix unitaires des sociétés privées.

⁵⁴ En 2011, la société Archéosphère, dont le siège est à Bordeaux et qui dispose d'une antenne à Reims, a réalisé trois fouilles préventives dans les départements de la Marne (une fouille, cinq semaines), la Vienne (une fouille, six semaines) et les Charentes (une fouille, seize semaines). Ces opérations ont mobilisé 2 284 journées-hommes sur le terrain. Sur l'exercice budgétaire 2011, Archéosphère a consacré 82 995 euros à la nourriture et à l'hébergement de ses salariés et leur a versé 9 675 euros de frais de déplacement et primes de transport, soit une moyenne de 40,60 euros par jour de terrain et par personne.

Tableau 16 : Résultats nets des entreprises privées d'archéologie préventive, 2006-2011⁵⁵

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total
Acter	3 000	47 000	53 556	-14 063	-39 889	13 154	62 758
Antéa Archéologie	88 000	68 000	36 796	107 597	111 755	136 189	548 337
Archeodunum CH	47 694	49 412	-104 982	38 475	281 525	NC	312 124
Archeodunum FR	22 204	34 940	54 629	-60 819	205 585	177 327	433 866
ArchéoLoire	-	-	-	-17 358	263 863	442 323	688 828
Archéopole	296 157	617 478	477 259	-176 548	-161 631	120 489	1 173 204
Archéosphère	-19 611	51 639	130 578	278 220	130 392	97 112	668 330
Arkemine	32 100	48 000	19 000	11 313	373	842	111 628
Évéha Archéologie	-	90 903	297 790	446 126	NC	NC	834 819
Hades	142 636	216 732	360 457	203 904	282 992	-279 118	927 603
Iker Archéologie	-	0	8 158	68 794	43 435	2 084	122 471
Oxford Archéologie / Chronoterre	-	-	-	-	-17 195	33 899	16 704
Mosaïque Archéologie	-	-	-	58 725	38 100	60 400	157 225
Paléotime	-	-1 300	38 110	356 881	221 156	78 401	693 248
Total	612 180	1 222 804	1 371 351	1 301 247	1 360 461	883 102	6 751 145

Tableau 17 : Taux de rentabilité des entreprises privées d'archéologie préventive (RN/CA), 2006-2011

RN/CA	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Moyenne
Acter	0,8 %	5,6 %	8,0 %	-1,8 %	-4,1 %	1,5 %	1,4 %
Antéa Archéologie	10,9 %	5,5 %	2,0 %	6,1 %	6,1 %	7,2 %	5,9 %
Achéodunum CH	1,1 %	0,9 %	-1,7 %	0,8 %	6,2 %	NC	1,1 %
Archeodunum FR	15,6 %	2,6 %	2,0 %	-1,9 %	3,7 %	3,2 %	2,3 %
ArchéoLoire	-	-	-	-	11,4 %	17,7 %	14,3 %
Archéopole	26,5 %	23,2 %	11,8 %	-4,5 %	-5,5 %	3,3 %	6,4 %
Archéosphère	-16,6 %	22,9 %	14,1 %	15,3 %	11,6 %	9,7 %	12,8 %
Arkemine	8,8 %	21,8 %	3,3 %	2,0 %	0,1 %	0,1 %	3,5 %
Évéha Archéologie	-	16,8 %	14,4 %	16,2 %	NC	NC	15,6 %
Oxford Archéologie / Chronoterre	NC	NC	NC	NC	-3,8 %	2,0 %	0,3 %
Hades	13,7 %	13,1 %	13,3 %	6,9 %	7,0 %	-7,9 %	5,8 %
Iker Archéologie	-	0,0 %	3,9 %	16,2 %	22,5 %	1,1 %	11,7 %
Mosaïque Archéologie	-	-	-	17,3 %	5,9 %	9,5 %	9,7 %
Paléotime	-	-	6,7 %	18,9 %	8,9 %	3,1 %	9,2 %
Moyenne	7,4 %	8,7 %	6,1 %	4,6 %	4,9 %	3,2 %	5,3 %

⁵⁵ Sources : voir tableau 10.

Les chiffres sont plus significatifs encore lorsqu'on rapporte ces résultats nets aux chiffres d'affaires des entreprises (tableau 17). Le taux moyen de rentabilité (résultat net/chiffre d'affaires) s'établit alors en moyenne à 5,3 % sur la période 2006-2011, tous opérateurs privés confondus. C'est 1,5 point de mieux que le taux de rentabilité moyen des entreprises du CAC 40 en 2012.

Ces bénéfices record n'empêchent pas ces sociétés d'émarger à des aides publiques. Outre les exonérations de charges sur les bas salaires et les prêts publics d'aide à la création d'entreprise, certaines d'entre elles bénéficient de crédits d'impôt recherche (par exemple, Evéha : 33 600 euros en 2009 ; Archeodunum : 21 783 euros pour 2010 et 2011), de subventions à l'installation d'entreprise, comme Evéha qui a reçu 40 000 euros du Conseil général du Calvados pour l'ouverture de son agence caennaise⁵⁶, voire même de subventions du MCC, comme Archéosphère.

Derrière ces chiffres globaux se cachent naturellement de grandes disparités : Archéosphère, Iker Archéologie ou ArchéoLoire affichent des taux de rentabilité moyens supérieurs à 10 % (cf. encadré « ArchéoLoire, une rentabilité insolente »). La palme revient à Evéha Archéologie, pour laquelle le ratio BN/CA entre 2007 et 2009 s'établit à plus de 15 % (les comptes 2010 et 2011 n'ont pas été publiés). Archéopole détient le record pour les années 2006 et 2007, avec des taux de rentabilité (respectivement de 26,5 % et 23,2 %) que même le secteur du luxe ne parvient pas à atteindre...

Par ailleurs, le résultat net des entreprises ne prend pas en compte la totalité des bénéfices réalisés dans le cadre de l'archéologie préventive par les groupes auxquels elles appartiennent. En effet, les résultats des holdings financières ne sont pas agrégés et les comptes des sociétés civiles immobilières ne font pas l'objet d'obligation de publication (cf. *infra*). À titre d'exemple, dans les comptes déposés par la société Antéa pour les exercices 2006 à 2010, le résultat net cumulé est de 412 455 euros. Pour ces mêmes exercices, le bénéfice total affiché pour Antéa par le SNPA⁵⁷ est de 1 206 721 euros, soit 793 966 euros de mieux. D'où provient une telle différence ?

Les années 2006-2008 furent des années particulièrement fastes pour ces entreprises, avec un taux de rentabilité moyen, tous opérateurs confondus, compris entre 6 et 9 %. L'absence de concurrence véritable garantissait alors aux sociétés privées une véritable rente, avec un « partage du territoire » entre les entreprises « historiques », pour la plupart membres du SNPA (cf. *supra*), et un établissement public national (l'Inrap), contraint par son plafond d'emplois et donc bien souvent incapable de répondre à la demande. Les choses changent quelque peu à partir de 2009, avec le

⁵⁶ Eric Aupoix, « Evéha, un nouveau labo caennais pour l'archéologie », *Ouest-France*, 10 avril 2012 : <http://www.entreprises.ouest-france.fr/node/51574>.

⁵⁷ SNPA, *Les opérateurs privés en archéologie préventive : l'exemple des opérateurs membres du syndicat national des professionnels de l'archéologie (SNPA)*, dossier réalisé pour la Commission du « Livre blanc », 13 novembre 2012, p. 8.

relèvement du plafond d'emplois de l'Inrap, le développement des services de collectivité et surtout la montée en puissance de « nouveaux entrants » dans le jeu concurrentiel : les marges s'érodent quelque peu et passent, en moyenne, en dessous des 5 % du chiffre d'affaire. Elles restent cependant très confortables, avec plus de 2,2 millions de bénéfices cumulés sur 2010 et 2011, hors Evéha Archéologie.

Ces résultats, qui permettent à certaines sociétés de rémunérer grassement leurs actionnaires (cf. *infra*), ne garantissent pourtant pas la solidité financière des entreprises ou la pérennité des emplois de leurs salariés. En 2009, par exemple, Archéopole voit son résultat net s'effondrer (la SCOP passe d'un bénéfice de 477 000 euros en 2008 à un déficit de 180 000 euros en 2009) suite à une sous-estimation des moyens nécessaires à la réalisation des travaux de post-fouille accumulés les années précédentes⁵⁸. Son effectif, qui atteignait 73 salariés en 2008, chute à 44 en 2010. Par ailleurs, les comptes de résultats de certaines entreprises interrogent quant à leur capacité à remplir leurs engagements de rendus de rapports en cas de retournement de la conjoncture et de réduction de leur activité de « terrain ». Les pouvoirs publics, qui ont encouragé le développement du secteur privé depuis 2003, ne semblent pas s'en inquiéter...

ArchéoLoire : une rentabilité insolente

ArchéoLoire, société privée agréée en mars 2009, est une « petite nouvelle » dans le paysage privé de l'archéologie préventive. Elle a été fondée par un entrepreneur, gérant de diverses sociétés (immobilier, hypermarchés, restaurations, commerces, etc.), « confronté plusieurs fois à des fouilles importantes menées par l'Institut national de recherches archéologiques préventives »⁵⁹. Avec un chiffre d'affaires (CA) annuel d'environ 2,5 millions d'euros et une trentaine de salariés, elle affiche des résultats financiers insolents. Sur 20 mois d'exercice, entre le 1^{er} février 2010 et le 30 septembre 2011, ArchéoLoire réalise un résultat net après impôts (BN) de 706 186 euros, soit un ratio RN/CA de 14,3 %. Sur la même période, elle a reversé à son « associé unique », la holding « Guérande Invest », 392 000 euros de dividendes⁶⁰. Soit un ratio dividendes/CA de 8,15 %, pour un investissement initial de seulement 2 000 euros⁶¹. Des résultats à faire pâlir tous les boursicoteurs : en 2011, le ratio moyen dividendes/CA des entreprises du CAC 40 ne dépassait pas 2,8 %...

⁵⁸ Archéopole, Rapport de gestion de la gérance sur l'exercice clos le 31/12/2009 présenté à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 30 juin 2010.

⁵⁹ « ArchéoLoire fouille Guérande et le Grand Ouest », *Guérande-info.net*, 17 août 2011.

⁶⁰ ArchéoLoire, *Rapport de gestion de la gérance, approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2011*.

⁶¹ Le capital initial de 2 000 euros a, depuis, été porté à 50 000 euros par prélèvement sur les réserves de l'entreprise (ArchéoLoire, *Procès-verbal des décisions de l'actionnaire unique du 6 décembre 2011*).

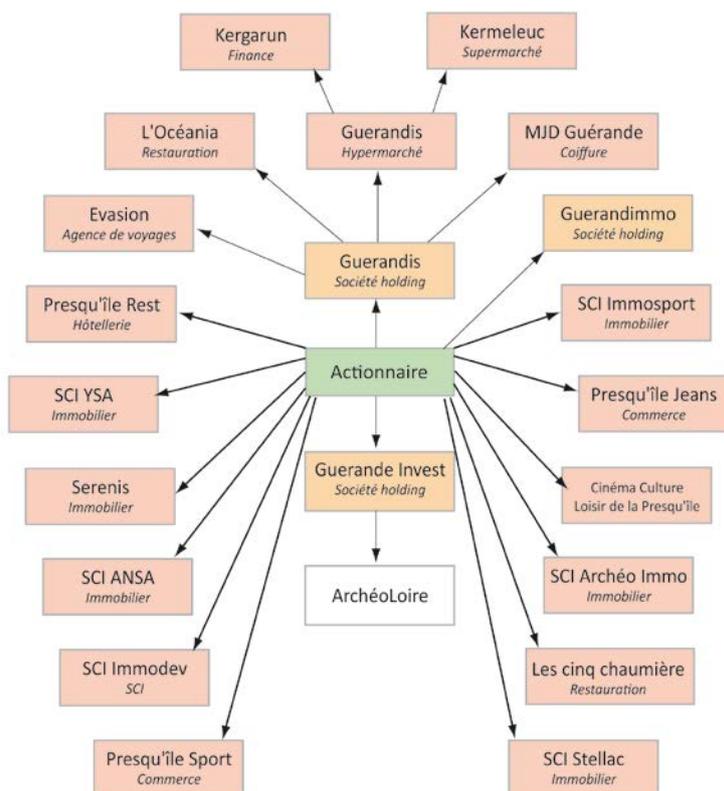


Figure 3 : Sociétés dont l'actionnaire d'ArchéoLoire assure la gérance, la co-gérance, la présidence et/ou dont il est propriétaire ou co-propriétaire⁶²

6. Bénéfices, rémunération des actionnaires, dividendes et capital

On l'a vu, les opérateurs privés de l'archéologie préventive dégagent des bénéfices considérables d'une activité d'intérêt général. Les six entreprises les plus importantes (Archeodunum, Evéha, Hadès, Antéa Archéologie, Paléotime et Archéopole), qui totalisent à elles-seules près de 75 % du chiffre d'affaire total du secteur privé (en 2009, sans doute plus aujourd'hui), sont contrôlées par une quinzaine de personnes, actionnaires ou associés. La plupart du temps cadres dirigeants de leur entreprise, ces actionnaires ou associés sont d'abord rémunérés comme salariés, sans contrôle sur le niveau de leurs émoluments. Ces revenus salariés sont ensuite « complétés », pour la plupart de ces entreprises, par le versement de dividendes. C'est ainsi que la société Antéa Archéologie a versé 40 000 euros de dividendes à ses deux actionnaires au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2011⁶³. Les trois actionnaires de la société « Evéha études et valorisations archéologiques » se sont octroyés 110 057 euros de

⁶² Source : <http://www.societe.com>.

⁶³ Antéa Archéologie, *Procès-verbal des délibérations de l'assemblée générale annuelle ordinaire du 9 février 2012*.

dividendes au titre des exercices 2007-2009⁶⁴ (les chiffres ne sont pas disponibles pour les années 2010 et 2011) et les trois actionnaires/cadres dirigeants de la société Archéosphère 126 431 euros sur les exercices 2009-2011. Pour les années 2006-2008, les cinq « associés-employés » de la SCOP Archéopole se sont partagé 198 180 euros de dividendes⁶⁵. La société Hadès fait mieux puisqu'elle a distribué 461 000 euros de dividendes sur la période 2005-2010⁶⁶ à ses actionnaires.

Naturellement, la totalité des bénéfices n'est pas distribuée en dividendes. Les entreprises ont l'obligation d'affecter une partie du résultat aux réserves légales. La faible capitalisation initiale des sociétés privées d'archéologie préventive nécessite en général d'affecter une large part des bénéfices à la constitution de fonds propres, une partie de ceux-ci pouvant être transformée en capital social sans nouvel apport des actionnaires. L'augmentation de ses capitaux propres (capital social + réserves + reports à nouveau) fait cependant croître la « valeur » de l'entreprise... et donc les profits que sont susceptibles de retirer les actionnaires en cas de revente de leur parts. De 7 600 euros lors de sa création en septembre 2006 (apport en numéraire des actionnaires pour constituer le capital social initial), la valeur « d'Evéha études et valorisations archéologiques » a ainsi progressé en quatre années d'exercice pour atteindre un millions d'euros, selon l'estimation faite par un expert-comptable en décembre 2010⁶⁷. Cette valeur de l'entreprise Evéha ne tient pas compte du patrimoine immobilier puisque la propriété de celui-ci est « localisée » et « sécurisée » dans une Société civile immobilière SCI indépendante (voir ci-dessous). Autre exemple de cette valorisation du capital : en février 2011, la société Paléotime a racheté les parts détenues par l'un des cinq actionnaires fondateurs de l'entreprise pour un montant de 125 000 euros⁶⁸. Une confortable « plus-value de cession de titres » pour l'intéressé puisque l'investissement initial par actionnaire s'élevait, lors de la création de la société en septembre 2006, à 1 500 euros.

Pour les sociétés privées d'archéologie préventive les plus importantes, on est loin de la petite entreprise « militante », créée par quelques archéologues passionnés. Au fil des années, les montages financiers se sont complexifiés, avec création de holdings, de filiales ou de sociétés civiles immobilières (SCI). Finalement, des scénarios très classiques pour le monde de l'entreprise privée, avec les mêmes objectifs d'optimisation fiscale, de sécurisation du capital accumulé par les actionnaires et d'organisation du rachat ou de la transmission de ce capital.

⁶⁴ Evéha études et valorisations archéologiques, *Procès-verbaux des assemblées générales ordinaires des 17 juin 2010, 19 juin 2009 et 28 juin 2008*.

⁶⁵ Archéopole, *Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 30 juin 2010*. Suite à des difficultés financières, Archéopole n'a pas distribué de dividendes à ses associés pour les années 2009-2011.

⁶⁶ HADES, *Procès-verbaux des délibérations des assemblées générales ordinaires annuelles du 30 juin 2008 et du 16 juin 2011*.

⁶⁷ Evéha Services-Administration, *Rapport du commissaire aux apports*, décembre 2010.

⁶⁸ Paléotime, *Statuts mis à jour suivant décisions unanimes du 9 février 2011 et procès-verbal de la gérance du 17 mars 2011*.

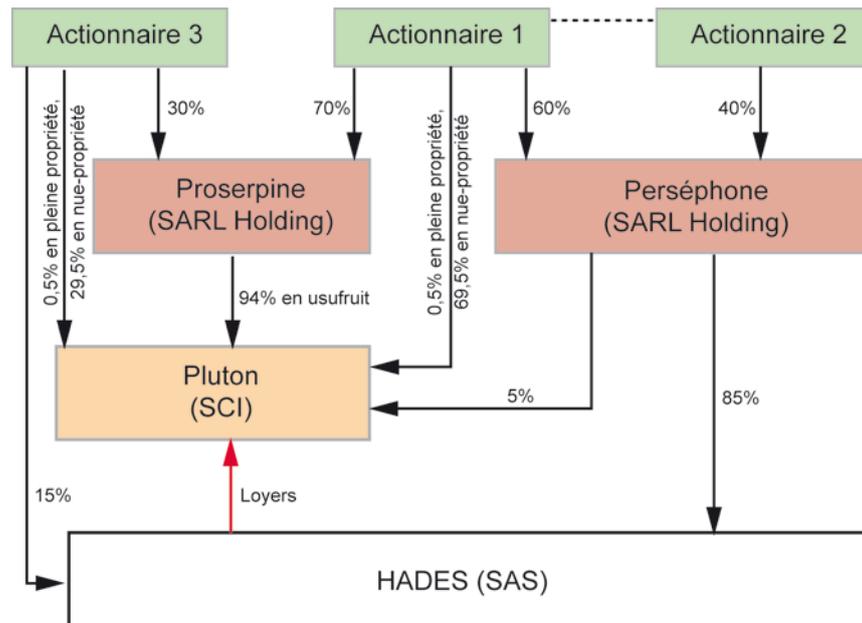


Figure 4 : Actionariat du « groupe » Hadès tel qu'il peut être restitué à partir des actes déposés auprès du tribunal du commerce (septembre 2012)

« Evéha études et valorisations archéologiques » est, de ce point de vue, un bon exemple des montages ainsi réalisés (cf. encadré « Le groupe Evéha »). C'est loin d'être un cas unique. La société Hadès (Figure 4) est ainsi majoritairement contrôlée par une holding financière (SARL Perséphone), elle-même détenue par les deux actionnaires « historiques » de la société. Une seconde holding financière (SARL Proserpine), détenue à 70 % par le principal actionnaire historique, par ailleurs président d'Hadès, et à 30 % par le directeur général d'Hadès, détient 94 % de la SCI, Pluton, propriétaire des locaux du siège social d'Hadès⁶⁹.

La création d'une SCI distincte pour acquérir les locaux d'une entreprise est une démarche classique de « sécurisation » du capital. C'est la SCI qui est propriétaire des locaux pour l'occupation desquels l'entreprise lui verse un loyer. Les avantages sont multiples : c'est la SCI qui emprunte pour l'achat des locaux, ce qui ne gonfle pas le niveau d'endettement de l'entreprise ; ce sont les loyers versés par l'entreprise qui permettent de rembourser l'emprunt ; en cas de liquidation de l'entreprise, les locaux ne font pas partie de ses actifs, les actionnaires se constituent donc progressivement un patrimoine immobilier qui leur est propre ; une fois l'emprunt remboursé grâce aux versements des loyers, ces mêmes loyers constituent un revenu supplémentaire pour les actionnaires.

Ces stratégies fiscales ou patrimoniales sont, naturellement, parfaitement légales. Mais on est très loin de la défense de l'intérêt général...

⁶⁹ La SARL Proserpine détient 94 % des parts de la SCI Pluton en usufruit pour une durée de 15 ans. La nue-propriété, ainsi que les 6 % restant en pleine propriété, sont détenus par la SARL Perséphone et ses actionnaires. Proserpine, *Procès-verbal de l'assemblée générale du 19 septembre 2012*.

Le « groupe » Evéha

« Evéha études et valorisations archéologiques » a été créée le 1er septembre 2006 sous la forme d'une société à risque limité (SARL) avec un capital social initial de 7 600 euros, détenu par trois actionnaires avec respectivement 51, 38 et 11 % des parts. Les deux principaux actionnaires sont par ailleurs directeur scientifique et directeur administratif de la société. En décembre 2010, les trois mêmes actionnaires créent une holding financière, la SARL « Evéha Services-Administration », avec pour objet :

« - la prise de participation au capital de toutes sociétés existantes ou nouvelles et la gestion de ces participations ;

- le regroupement, l'organisation et la gestion pour le compte de toutes sociétés de tous services communs en matière administrative, juridique, financière, comptable, informatique, commerciale et technique ;

- l'acquisition et la gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières et autres titres de placements. »

Les contributions initiales des actionnaires sont exclusivement en nature par apports des parts dont chacun dispose dans « Evéha études et valorisations archéologiques ». La création de cette « société mère » entraîne un changement de statut « d'Evéha études et valorisations archéologiques » qui devient, en décembre 2010, une société par action simplifiée à associé unique (SASU), dont « Evéha Services-Administration » assure la présidence. Toujours en décembre 2010, « Evéha Services-Administration » crée une filiale « Evéha international », une SARL au capital de 10 000 euros.

Dans la même « nébuleuse » Evéha, on retrouve la société civile immobilière (SCI) « Douze septembre », créée en octobre 2007 avec un capital social de 1 000 euros. La SCI est sans lien capitalistique avec le « groupe » Evéha, mais les associés propriétaires sont les mêmes et les parts réparties dans les mêmes proportions. Le gérant de la SCI, directeur administratif « d'Evéha études et valorisations archéologiques » se voit confier le mandat d'acheter l'immeuble du siège social « d'Evéha études et valorisations archéologiques » et, plus tard, des sociétés du groupe « Evéha Services-Administration » comme de la SCI « Douze septembre ». Enfin, depuis février 2013, « Evéha Services-Administration » possède 10 % des parts d'une seconde société civile immobilière, la « SCI Groupement foncier des coteaux de la Vienne », aux côtés du directeur scientifique « d'Evéha études et valorisations archéologiques » (30 %) et de deux membres de sa famille (30 % chacun).

Conclusion

Selon les promoteurs de la loi de 2003, notamment le directeur de cabinet de Jean-Jacques Aillagon⁷⁰, le contrôle des opérateurs d'archéologie préventive par les services de l'Etat devait garantir la qualité scientifique des opérations. En termes courtois, la commission du livre blanc relève aujourd'hui la faillite de ce système. Pour ce qui concerne les attributions d'agrément, censées assurer un contrôle *a priori*, le dispositif adopté en 2003, qui confie cette responsabilité au CNRA, montre toutes ses limites. Cette commission, conseil du ministre pour les questions scientifiques, ne dispose pas de compétences pour évaluer la viabilité économique et la réalité sociale des entreprises. Elle se contente, dans la plupart des cas, d'examiner le *curriculum vitae* des salariés présentés par les sociétés candidates, alors même qu'une fois l'agrément obtenu pour quatre ans, on assiste à d'importants mouvements de personnel. Par ailleurs, le retrait ou le non-renouvellement d'agrément, synonyme de cessation d'activité dans l'archéologie préventive, constitue une responsabilité lourde à assumer et explique le faible nombre de cas pour lesquels cette procédure a été activée⁷¹.

Le contrôle effectif des interventions repose quant à lui entièrement sur les agents des SRA chargés de vérifier la conformité des projets scientifiques et techniques (PST) avec les prescriptions, de mener des inspections de chantier et de réceptionner les travaux de terrain et de post-fouille. Dans ces fonctions, ces derniers subissent d'énormes pressions, venant notamment des opérateurs qui les accusent de favoritisme (délit réprimé par l'article L 432-14 du code pénal) dès lors que leurs défaillances sont mises en évidence, mais aussi de pressions des aménageurs, des préfets et des élus locaux pour qui la qualité est secondaire par rapport aux coûts et délais. Par département, les SRA disposent aujourd'hui, en moyenne, de moins d'un agent de la filière scientifique et technique affecté à ces missions, parmi d'autres tâches. La situation de l'emploi dans les SRA, produit de la RGPP et qui risque de s'aggraver si l'on confronte la pyramide des âges avec les récentes orientations budgétaires, génère une « *insuffisance des capacités de contrôle et d'évaluation scientifique des DRAC/SRA* » qui se traduit notamment par « *la raréfaction des visites de chantier* »⁷². Dans ce contexte, les moyens consacrés réellement aux

⁷⁰ Nommé par la suite directeur de la concurrence par Nicolas Sarkozy, alors ministre du budget, Guillaume Cerutti est aujourd'hui président directeur général de Sotheby's France, numéro deux du marché de l'art.

⁷¹ Seules une société en liquidation, IFREAP, et une association loi 1901, Arkéosite, se sont vu retirer leur agrément. Arkéosite, présentée par son fondateur comme la préfiguration d'une société anonyme, s'était d'abord vu refuser l'agrément en 2010 en raison de ses liaisons étroites avec de groupe « Minier » (BTP et Carrière), dont le PDG de l'entreprise assurait la présidence de l'association. Bien que cette situation de dépendance n'ait pas évoluée, Arkéosite a été agréée pour l'Antiquité le 8 mars 2012. Cet agrément lui a été retiré le 21 février 2013 sans que l'association n'ait réalisé de fouille, son directeur scientifique et technique l'ayant quitté pour fonder sa propre entreprise (ArcheoExpertise).

⁷² Commission d'évaluation scientifique, économique et sociale du dispositif d'archéologie préventive, *Livre blanc de l'archéologie préventive*, p. 21-22.

opérations archéologiques sont parfois sensiblement inférieurs à ceux prévus par les PST.

L'évaluation scientifique de l'archéologie préventive repose quant à elle sur un triptyque constitué par les SRA, les CIRA et le CNRA. Là aussi, la commission du livre blanc fait le constat des carences du système. Pour les SRA, « *certaines missions régaliennes (... , bilans scientifiques, contrôle scientifique, gestion des archives de fouille et des collections) ne peuvent plus être assurées dans certaines régions* »⁷³.

Pour ce qui concerne l'évaluation réalisée par les CIRA, le constat est tout aussi préoccupant. Pour les années 2007-2010, seule la CIRA Est a établi un bilan pluriannuel⁷⁴. Selon ce bilan, elle a instruit 180 fouilles préventives (138 pour l'Inrap, 30 pour les sociétés privées, 12 pour les services de collectivités) et évalué 187 rapports correspondant à ce type d'opérations. Sur la même période, l'Inrap (233 opérations) et les sociétés privées (91 opérations) ont réalisé à eux seuls 324 fouilles préventives dans les cinq régions qui relèvent de la compétence de cette commission.

Pour ce qui concerne l'évaluation *a posteriori*, le SNPA reconnaît lui-même que, sur les 482 opérations préventives réalisées par ses membres entre 2004 et 2012, moins de 30 % ont fait l'objet d'un avis des CIRA⁷⁵, soit parce que les rapports n'ont pas encore été rendus (173, soit 35,8 %), soit parce que les commissions ne les ont pas encore examinés.

Le CNRA, contrairement aux dispositions de l'article R 545-3 du code du patrimoine, n'a pas dressé de « *rapport détaillé sur l'état de la recherche archéologique effectuée sur le territoire national* » à l'issue de ses trois dernières mandatures et la dernière programmation nationale date de 2002. Son activité a « *été très largement dominée par l'examen des dossiers de demande d'agrément d'opérateurs en archéologie préventive, parfois au détriment de ses missions de prospective scientifique* »⁷⁶.

Si l'évaluation des résultats scientifiques des fouilles réalisées sous le régime de la loi de 2003 reste à faire, il apparaît ainsi d'ores et déjà que l'ensemble de la chaîne de contrôle connaît des points de faiblesse et ne peut ni prévenir des tentatives de fraude, ni garantir la qualité scientifique des opérations. Cette question est pourtant centrale dans une logique de concurrence économique, puisqu'on assiste aujourd'hui à un dumping scientifique généralisé, tous les opérateurs, publics ou privés, étant engagés dans une compétition au moins-disant pour gagner ou préserver des parts de marché.

⁷³ *Id.*, p. 53.

⁷⁴ Bilan de la Commission interrégionale de la recherche archéologique, CIRA Est, 2007-2010.
<http://www.archeologie.culture.gouv.fr>.

⁷⁵ SNPA, *Les opérateurs privés en archéologie préventive : l'exemple des opérateurs membres du syndicat national des professionnels de l'archéologie (SNPA)*, dossier réalisé pour la Commission du « Livre blanc », 13 novembre 2012, p. 29.

⁷⁶ Commission d'évaluation scientifique, économique et sociale du dispositif d'archéologie préventive, *Livre blanc de l'archéologie préventive*, p. 21.

Comme l'ont montré les scandales récents du Médiateur ou de la viande de cheval, la solution à ce type de question ne peut se trouver dans le développement de l'autocontrôle, type charte de qualité, ni dans la privatisation d'une partie du contrôle, comme envisagé dans la proposition d'un nouvel agrément pour assistance à maîtrise d'ouvrage. En cette période d'austérité, le nécessaire renforcement des SRA ne pourra vraisemblablement pas se faire à hauteur des besoins de contrôle générés par le développement anarchique de la concurrence auquel on assiste sous la pression de la crise.

Pour l'ensemble de la chaîne opératoire de l'archéologie préventive, le retour à un monopole public, déjà validé juridiquement en avril 2003 par le conseil d'état dans son avis 244 139, est aujourd'hui la solution la mieux à même de concilier les exigences d'une réelle protection du patrimoine avec les souhaits d'économie budgétaire et de simplification administrative affichés par le gouvernement. Ce retour à un réel service public permettrait la mise en place d'un pôle public de l'archéologie préventive associant les services et établissements publics du ministère de la Culture, les collectivités territoriales, le CNRS et l'Université. Une telle réforme mettrait fin aux profits indécents dégagés par quelques actionnaires sur l'archéologie préventive, les salariés de ces sociétés pouvant trouver des possibilités de reclassement ou d'intégration dans les différentes institutions publiques.

Annexe 1

Tableau 18 : Nombre de fouilles préventives par région, Inrap et sociétés privés, 2004-2011

Nombre	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011		Total		
	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	général
Alsace	11	2	5	3	11	4	8	3	8	5	9	5	10	5	6	7	68	34	102
Aquitaine	14	1	19	2	7	5	7	7	17	12	15	21	3	2	8	6	90	56	146
Auvergne	1		7		8	1	8	1	3	5	4	4	8	4	7	3	46	18	64
Basse-Normandie	10		4		3		7	1	11	2	4	1	6	3	9	1	54	8	62
Bourgogne	12		12	1	5	1	5	2	7	1	3	6	7	6	7	2	58	19	77
Bretagne	5		10		8		8		7		7	1	8	6	12	3	65	10	75
Centre	25		34		29		27		18	1	20	3	25	5	37	5	215	14	229
Champagne-Ardenne	17		29		23		20		8	3	15	12	16	9	18	5	146	29	175
Corse			1		1				5		2		2		1		12		12
DOM	2		3		5		2		3		3		9		2		29		29
Franche-Comté	4		7		9		8	1	3	1	3	2	3	1	7	1	44	6	50
Haute-Normandie	9		10		6		5	2	10	1	9	2	10	3	3	2	62	10	72
Île-de-France	40		33		37		29		35	3	26	2	27	3	20	4	247	12	259
Languedoc-Roussillon	15		22	1	17	9	19	14	15	15	5	13	13	4	20	9	126	65	191
Limousin	4	1	8		7		2	1	2	2	4	1		3	3	1	30	9	39
Lorraine	10		13		15	2	9	4	14	4	21	3	20	2	12	1	114	16	130
Midi-Pyrénées	11		12	2	13	2	10		13	1	6	1	1	6	3		69	12	81
Nord-Pas-de-Calais	10		20	1	12	5	15	5	9	9	8	11	10	3	8	7	92	41	133
PACA	6		16		8		15	5	7	7	4	7	9	14	12	5	77	38	115
Pays-de-la-Loire	10		10		13		10		17		15	7	10	7	8	8	93	22	115
Picardie	15		15		15	1	25		17		21		35	1	25	1	168	3	171
Poitou-Charente	9		16		12		21	4	10	5	11	8	16	7	6	17	101	41	142
Rhône-Alpes	14		15	1	18	4	17	6	15	12	13	12	15	17	13	16	120	68	188
Total	254	4	321	11	282	34	277	56	254	89	228	122	263	111	247	104	2126	531	2657

**Tableau 19 : Part respective de l'Inrap et des sociétés privés dans le total des fouilles préventives par région, 2004-2011
(en % du total annuel par région, hors opérations des collectivités territoriales)**

Nombre	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011		Total	
	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé
Aquitaine	93,3	6,7	90,5	9,5	58,3	41,7	50,0	50,0	58,6	41,4	41,7	58,3	60,0	40,0	57,1	42,86	61,6	38,4
Auvergne	100		100		88,9	11,1	88,9	11,1	37,5	62,5	50,0	50,0	66,7	33,3	70,0	30	71,9	28,1
Basse-Normandie	100		100		100		87,5	12,5	84,6	15,4	80,0	20,0	66,7	33,3	90,0	10	87,1	12,9
Bourgogne	100		92,3	7,7	83,3	16,7	71,4	28,6	87,5	12,5	33,3	66,7	53,8	46,2	77,8	22,22	75,3	24,7
Bretagne	100		100		100		100		100		87,5	12,5	57,1	42,9	80,0	20	86,7	13,3
Centre	100		100		100		100		94,7	5,3	87,0	13,0	83,3	16,7	88,1	11,9	93,9	6,1
Champagne-Ardenne	100		100		100		100		72,7	27,3	55,6	44,4	64,0	36,0	78,3	21,74	83,4	16,6
Corse			100		100				100		100		100		100		100,0	
DOM	100		100		100		100		100		100		100		100		100,0	
Franche-Comté	100		100		100		88,9	11,1	75,0	25,0	60,0	40,0	75,0	25,0	87,5	12,5	88,0	12,0
Haute-Normandie	100		100		100		71,4	28,6	90,9	9,1	81,8	18,2	76,9	23,1	60,0	40	86,1	13,9
Île-de-France	100		100		100		100		92,1	7,9	92,9	7,1	90,0	10,0	83,3	16,67	95,4	4,6
Languedoc-Roussillon	100		95,7	4,3	65,4	34,6	57,6	42,4	50,0	50,0	27,8	72,2	76,5	23,5	69,0	31,03	66,0	34,0
Limousin	80	20,0	100		100		66,7	33,3	50,0	50,0	80,0	20,0		100,0	75,0	25	76,9	23,1
Lorraine	100		100		88,2	11,8	69,2	30,8	77,8	22,2	87,5	12,5	90,9	9,1	92,3	7,692	87,7	12,3
Midi-Pyrénées	100		85,7	14,3	86,7	13,3	100		92,9	7,1	85,7	14,3	14,3	85,7	100,0		85,2	14,8
Nord-Pas-de-Calais	100		95,2	4,8	70,6	29,4	75,0	25,0	50,0	50,0	42,1	57,9	76,9	23,1	53,3	46,67	69,2	30,8
PACA	100		100		100		75,0	25,0	50,0	50,0	36,4	63,6	39,1	60,9	70,6	29,41	67,0	33,0
Pays-de-la-Loire	100		100		100		100		100		68,2	31,8	58,8	41,2	50,0	50	80,9	19,1
Picardie	100		100		93,8	6,3	100		100		100		97,2	2,8	96,2	3,846	98,2	1,8
Poitou-Charente	100		100		100		84,0	16,0	66,7	33,3	57,9	42,1	69,6	30,4	26,1	73,91	71,1	28,9
Rhône-Alpes	100		93,8	6,3	81,8	18,2	73,9	26,1	55,6	44,4	52,0	48,0	46,9	53,1	44,8	55,17	63,8	36,2
Total	98,4	1,6	96,7	3,3	89,2	10,8	83,2	16,8	74,1	25,9	65,1	34,9	70,3	29,7	70,4	29,63	80,0	20,0

Tableau 20 : Surfaces fouillées par région, Inrap et sociétés privés, 2004-2011

Nombre	2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011		Total		Non rens.	
	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé	Inrap	privé		Général
Alsace	6,0	0,5	3,5	1,3	3,0	2,6	13,0	1,8	2,9	13,0	15,0	2,8	13,0	6,0	3,0	7,7	59,4	35,6	95	1
Aquitaine	2,0		3,7	0,0	2,6	0,5	2,6	1,2	7,5	6,7	7,0	4,9	1,0	0,5	4,0	0,9	30,4	14,8	45	2
Auvergne	2,5		5,0		5,0	0,2	6,0		11,0	2,5	10,6	0,1	15,0	7,4	22,0	0,0	77,1	10,4	87	2
Basse-Normandie	4,0		3,0		4,0		5,0	0,5	12,0	0,9	7,0	1,6	8,0	1,0	13,0	1,6	56,0	5,5	61	
Bourgogne	17,5		13,5	0,3	5,0		10,0	2,8	4,0	0,9	2,0	5,1	2,0	4,3	1,0	0,1	55,0	13,3	68	2
Bretagne	2,0		6,0		4,0		13,0		12,0		21,0	7,5	17,0	2,8	21,0	3,1	96,0	13,4	109	1
Centre	27,0		55,0		21,0		42,0		32,0	0,3	34,0	3,7	29,0	4,2	39,0	4,5	279,0	12,8	292	1
Champagne-Ardenne	17,0		34,0		32,0		31,8		16,0	2,1	11,0	13,6	25,0	2,8	19,0	8,9	185,8	27,4	213	
Corse			0,1		0,1				1,2		1,0						2,4		2	
DOM	0,2		3,7		1,5		0,9		1,0		3,0		5,0		1,0		16,3		16	
Franche-Comté	0,8		3,5		1,0		5,0	0,4	2,9	0,0	1,0	1,6	3,0	0,5	6,0	1,0	23,2	3,5	27	
Haute-Normandie	5,0		12,0		8,0		2,0	2,0	7,0	1,6	33,0	2,5	13,0	1,8	3,0	5,7	83,0	13,5	97	1
Île-de-France	81,0		38,0		28,0		52,0		47,0	3,5	30,0	2,7	40,0	0,6	41,0	9,7	357,0	16,5	374	
Languedoc-Roussillon	11,0		10,0	0,0	10,2	3,0	5,0	3,7	12,1	3,1	5,0	5,8	11,0	3,5	11,0	2,9	75,3	22,0	97	5
Limousin	1,0	0,0	1,8		5,0		3,0	0,0	3,0	0,0	1,0	0,0		2,1	8,0	0,4	22,8	2,5	25	1
Lorraine	21,0		16,0		9,0	3,9	8,4	1,2	17,0	3,7	13,0	0,9	17,0	0,7	9,0	1,1	110,4	11,4	122	
Midi-Pyrénées	51,5		5,6	0,9	5,1	3,0	5,0		10,0		18,0	2,0	1,0	3,6	1,0		97,2	9,4	107	2
Nord-Pas-de-Calais	23,0		41,1	0,3	8,0	3,6	5,7	12,4	13,0	16,0	22,8	21,8	11,0	4,1	37,0	10,7	161,6	68,8	230	1
PACA	2,0		4,0		3,7		1,0	5,9	0,7	2,2		12,2	2,0	0,8	7,0	0,9	20,4	22,0	42	2
Pays-de-la-Loire	7,0		11,0		9,0		14,0		9,0		27,0	11,6	11,0	1,9	20,0	5,6	108,0	19,1	127	5
Picardie	24,0		30,9		26,0	0,3	4,7		14,0		37,2		53,0	0,1	18,0	4,6	207,8	5,0	213	
Poitou-Charente	9,5		9,5		8,4		15,8	0,7	7,5	0,9	8,0	1,3	12,0	7,2	5,0	15,2	75,7	25,3	101	3
Rhône-Alpes	6,0		4,0	2,1	10,0	1,5	7,0	0,7	13,0	7,5	11,4	4,6	6,0	8,3	10,0	4,9	67,4	29,6	97	6
Total	321	0	315	5	210	18	253	33	256	65	319	106	295	64	299	90	2267	382	2649	
<i>Nombre d'opération non renseignée</i>						3		4		7		2		6		13				35

Tableaux 21a à 21K : Tableau 15 : coûts salariaux des entreprises privées d'archéologie préventive, par entreprise 2008-2010

Oxford-Chronoterre	2008	2009	2010	2011	Moyenne
Salaires/traitements (brut)			1 409 504	1 169 819	1 289 662
Charges sociales			549 278	442 528	495 903
Total coût salarial			1 958 782	1 612 347	1 785 565
Part du coût salarial dans le CA			428,6%	95,9%	167,0%
Charges sociales / total coût salarial			28,0%	27,4%	27,8%
Coût salarial moyen			38 407	38 389	38 399
Salaire brut moyen			27 637	27 853	27 735

Archeodunum FR	2008	2009	2010	2011	Moyenne
Salaires/traitements (brut)	1 271 936	1 475 365	2 168 772	2 264 908	1 795 245
Charges sociales	437 085	559 302	853 177	960 998	702 641
Total coût salarial	1 709 021	2 034 667	3 021 949	3 225 906	2 497 886
Part du coût salarial dans le CA	61,4%	61,9%	53,9%	57,9%	57,9%
Charges sociales / total coût salarial	25,6%	27,5%	28,2%	29,8%	28,1%
Coût salarial moyen	31 073	31 792	40 293	44 190	37 422
Salaire brut moyen	23 126	23 053	28 917	31 026	26 895

Hadès	2008	2009	2010	2011	Moyenne	
Salaires/traitements (brut)			1 103 920	1 521 306	1 705 484	1 443 570
Charges sociales			470 717	615 540	730 917	605 725
Total coût salarial			1 574 637	2 136 846	2 436 401	2 049 295
Part du coût salarial dans le CA			53,0%	52,5%	68,6%	58,0%
Charges sociales / total coût salarial			29,9%	28,8%	30,0%	29,6%
Coût salarial moyen			38 880	41 093	44 298	41 681
Salaire brut moyen			27 257	29 256	31 009	29 361

Antéa	2008	2009	2010	2011	Moyenne
Salaires/traitements (brut)	697 019	650 462	680 889	708 677	684 262
Charges sociales	229 655	229 318	261 457	291 032	252 866
Total coût salarial	926 674	879 780	942 346	999 709	937 127
Part du coût salarial dans le CA	51,4%	50,2%	51,8%	52,5%	51,5%
Charges sociales / total coût salarial	24,8%	26,1%	27,7%	29,1%	27,0%
Coût salarial moyen	34 321	31 421	33 655	38 450	34 390
Salaire brut moyen	25 816	23 231	24 317	27 257	25 111

Evéha	2008	2009	2010*	2011*	Moyenne
Salaires/traitements (brut)	667 303	1 157 222			912 263
Charges sociales	233 097	415 717			324 407
Total coût salarial	900 400	1 572 939			1 236 670
Part du coût salarial dans le CA	43,5%	57,1%			51,3%
Charges sociales / total coût salarial	25,9%	26,4%			26,2%
Coût salarial moyen	33 348	36 580			35 333
Salaire brut moyen	24 715	26 912			26 065

* comptes non publiés

Paléotime	2008	2009	2010	2011	Moyenne
Salaires/traitements (brut)	206 843	675 510	781 334	959 137	655 706
Charges sociales	76 748	251 942	323 284	399 784	262 940
Total coût salarial	283 591	927 452	1 104 618	1 358 921	918 646
Part du coût salarial dans le CA	50,6%	49,2%	44,3%	53,1%	49,0%
Charges sociales / total coût salarial	27,1%	27,2%	29,3%	29,4%	28,6%
Coût salarial moyen	47 265	84 314	44 185	41 179	48 994
Salaire brut moyen	34 474	61 410	31 253	29 065	34 971

Archéoloire	2008	2009	2010	2011	Moyenne
Salaires/traitements (brut)			850 957	910 405	880 681
Charges sociales			329 983	343 824	336 904
Total coût salarial			1 180 940	1 254 229	1 217 585
Part du coût salarial dans le CA			50,8%	50,3%	50,5%
Charges sociales / total coût salarial			27,9%	27,4%	27,7%
Coût salarial moyen			51 345	36 889	42 722
Salaire brut moyen			36 998	26 777	30 901

Archéopole	2008	2009	2010	2011	Moyenne
Salaires/traitements (brut)	1 550 614	1 603 940	1 339 412	1 379 883	1 468 462
Charges sociales	576 102	642 236	551 572	577 965	586 969
Total coût salarial	2 126 716	2 246 176	1 890 984	1 957 848	2 055 431
Part du coût salarial dans le CA	52,8%	56,6%	63,8%	53,9%	56,3%
Charges sociales / total coût salarial	27,1%	28,6%	29,2%	29,5%	28,6%
Coût salarial moyen	29 133	36 823	42 977	36 941	35 592
Salaire brut moyen	21 241	26 294	30 441	26 036	25 428

Iker	2008	2009	2010	2011	Moyenne
Salaires/traitements (brut)		137 652	79 592	70 069	95 771
Charges sociales		57 464	26 017	25 667	36 383
Total coût salarial		195 116	105 609	95 736	132 154
Part du coût salarial dans le CA		45,9%	54,7%	51,2%	49,2%
Charges sociales / total coût salarial		29,5%	24,6%	26,8%	27,5%
Coût salarial moyen		97 558	105 609	95 736	99 115
Salaire brut moyen		68 826	79 592	70 069	71 828

Acter	2008	2009	2010	2011	Moyenne
Salaires/traitements (brut)	329 075	414 154	442 272	411 021	399 131
Charges sociales	129 311	165 399	178 267	161 749	158 682
Total coût salarial	458 386	579 553	620 539	572 770	557 812
Part du coût salarial dans le CA	68,9%	75,6%	64,4%	67,0%	68,6%
Charges sociales / total coût salarial	28,2%	28,5%	28,7%	28,2%	28,4%
Coût salarial moyen	19 099	18 111	51 712	47 731	27 891
Salaire brut moyen	13 711	12 942	36 856	34 252	19 957

Archéosphère	2008	2009	2010	2011	Moyenne
Salaires/traitements (brut)	351 830	705 987	432 511	422 471	478 200
Charges sociales	108 393	232 716	151 154	158 758	162 755
Total coût salarial	460 223	938 703	583 665	581 229	640 955
Part du coût salarial dans le CA	49,5%	51,5%	52,1%	58,2%	52,6%
Charges sociales / total coût salarial	23,6%	24,8%	25,9%	27,3%	25,4%
Coût salarial moyen	38 352	42 668	38 911	38 749	40 060
Salaire brut moyen	29 319	32 090	28 834	28 165	29 887

Annexe 2 : Extrait de la base de données des opérations archéologiques réalisées par le secteur privé

Commune	Région	Dpt	Lieudit	Type projet	Aménageur	Type opération	Surface (m2)	Année début terrain	Opérateur
Hégenheim	Alsace	68	Rue de Hessingue	immobilier autre	privé	fouille rurale	1700	2004	Antéa
Illfurth	Alsace	68	Naegelberg	lotissement	privé	fouille rurale	3252	2004	Antéa
Bourgheim	Alsace	67	Le Clos du Bourg	immobilier habitation	public CT	fouille rurale	1564	2005	Antéa
Illfurth	Alsace	68	Les Hauts de Buergele	lotissement	privé	fouille rurale	10000	2005	Antéa
Sainte-Marie-aux-Mines	Alsace	68	Mines Saint Jean, Tellure	aménagement autre	Etat Culture	fouille rurale	1000	2005	Arkémine SARL
Le Bonhomme	Alsace	68	Hintergrass	lotissement	privé	fouille rurale	1200	2006	Arkémine SARL
Rixheim	Alsace	68	ZAC du Petit Prince	immobilier habitation	privé	fouille rurale	15000	2006	Antéa
Sierentz	Alsace	68	ZAC Hoell	ZA	SEM	fouille rurale	8400	2006	Antéa
Vendenheim	Alsace	67	Maison de retraite	immobilier autre	privé	fouille rurale	1232	2006	Antéa
Colmar	Alsace	68	Jardins des Aubépinés	lotissement		fouille rurale	10000	2007	Antéa
Ittenheim	Alsace	67	Lotissement du Stade	lotissement	public CT	fouille rurale	1250	2007	Antéa
Matzenheim	Alsace	67	Lotissement le Lavoir	lotissement	public CT	fouille rurale	6700	2007	Antéa
Colmar	Alsace	68	Houssen - Base de loisirs	aménagement autre	public CT	fouille rurale	60000	2008	Antéa
Crastatt	Alsace	67	Lotissement Falby	lotissement	privé	fouille rurale	11000	2008	Antéa
Didenheim	Alsace	68	ZAC des Collines - Zone 2	ZA	SEM	fouille rurale	55000	2008	Antéa
Houssen	Alsace	68	Le Château d'Eau	aménagement autre	public CT	fouille rurale	4000	2008	Antéa
Steinbrunn-le-Bas	Alsace	68	Château	lotissement	privé	fouille rurale		2008	Antéa
Didenheim	Alsace	68	ZAC Espace Kahlberg	ZA	public CT	fouille rurale	9500	2009	Antéa
Meistratzheim	Alsace	67	Station d'épuration	aménagement autre	public CT	fouille rurale	6800	2009	Antéa
Sarre-Union	Alsace	67	Rue de Bitche	lotissement	public CT	fouille rurale	6000	2009	Iker
Strasbourg	Alsace	67	Koenigshoffen, 42 rue des Capucins	immobilier autre		fouille urbaine	700	2009	Antéa
Wittenheim	Alsace	68	Le Moulin	lotissement	privé	fouille rurale	5000	2009	Antéa
Geispolsheim	Alsace	67	Schlossgarten	lotissement	privé	fouille rurale	9300	2010	Antéa
Guémar	Alsace	68	Rotenberger	ZA	public CT	fouille rurale	8000	2010	Antéa
Horbourg-Wihr	Alsace	68	Parc des Césars	lotissement	privé	fouille rurale	10000	2010	Antéa
Houssen	Alsace	68	Le Cèdre Bleu	lotissement	privé	fouille rurale	2500	2010	Antéa
Kolbsheim	Alsace	67	Vogeseblick	lotissement	public CT	fouille rurale	30000	2010	Antéa
Bischwihr	Alsace	68	Muelhaecker	lotissement	privé	fouille rurale	15000	2011	Antéa
Brumath	Alsace	68	Quartier Potiers des Tilleuls et Rue des Romains	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	3180	2011	Antéa
Colmar	Alsace	68	Magasin à Fourrage			fouille urbaine	500	2011	Antéa
Ergersheim	Alsace	68	Abbaye	aménagement autre	public CT	fouille rurale	4000	2011	Antéa
Goxwiller	Alsace	67	Goxwiller-Valff ZAC Paei	ZA	public CT	fouille rurale	38000	2011	Antéa

Sierentz	Alsace	68	Les Villas d'Aurèle	lotissement	privé	fouille rurale	10000	2011	Antéa
Vendenheim	Alsace	67	Atlas Fly	ZA	privé	fouille rurale	6500	2011	Antéa
Artzenheim	Alsace	68	Les Violettes	lotissement	privé	fouille rurale	2000	2012	Antéa
Bergheim	Alsace	68	Saulager	ZA	public CT	fouille rurale	5500	2012	Antéa
Houssen	Alsace	68	Les Accacias	lotissement	privé	fouille rurale	14800	2012	Antéa
Niederhergheim	Alsace	68	Innere Allmende	ZA	privé	fouille rurale	53000	2012	Antéa
Osthouse	Alsace	67	Domaine de Wasserburg	lotissement	privé	fouille rurale	10000	2012	Antéa
Strasbourg	Alsace	67	Hôpitaux civils	immobilier autre	public CT	fouille urbaine	3850	2012	Antéa
Wettolsheim	Alsace	68	10 rue de la 5e Division Blindée, lotissement 'Le Clos Driesbach'	lotissement	privé	fouille rurale	1600	2012	Antéa
Bayonne	Aquitaine	64	Tour du Bourreau	aménagement autre	public CT	étude bâti	0	2004	Hadès
Belvès	Aquitaine	24	Extension de l'Hôpital	immobilier autre	public CT	fouille urbaine	370	2005	Hadès
Bordeaux	Aquitaine	33	Place Dom Bedos	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	50	2005	Hadès
Creysse	Aquitaine	24	La Riberie	routier	Etat DDE	fouille rurale	2300	2006	Arkémine SARL
Lormont	Aquitaine	33	La Gardette	immobilier autre	public CT	fouille urbaine	1200	2006	Hadès
Moulis-en-Médoc	Aquitaine	33	Centre Bourg	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	200	2006	Hadès
Penne-d'Agenais	Aquitaine	47	Extension de l'Hôpital	immobilier autre	public CT	fouille urbaine	650	2006	Hadès
Villegouge	Aquitaine	33	Centre Bourg	immobilier autre	public CT	fouille urbaine	241	2006	Hadès
Bergerac	Aquitaine	24	Rue du Pont Saint Jean	immobilier habitation		fouille urbaine	200	2007	Evéha
Billère	Aquitaine	64	Lacaou	lotissement		fouille rurale	6000	2007	Hadès
Biron 24	Aquitaine	24	Château	travaux MH	public CT	fouille MH	45	2007	Evéha
Bordeaux	Aquitaine	33	Rue du Ha	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	3000	2007	Hadès
Dax	Aquitaine	40	Lycée Saint Joseph	immobilier autre	privé	fouille urbaine	2750	2007	Hadès
Marsac-sur-l'Isle	Aquitaine	24	Domaine de Saltgourde	lotissement	privé	fouille rurale		2007	Hadès
Mérignac 33	Aquitaine	33	Eglise Saint Vincent	immobilier autre	privé	fouille urbaine	300	2007	Archéosphère
Asson	Aquitaine	64	ZAC de la Bastide	ZA	public CT	fouille rurale	11000	2008	Iker
Bazas	Aquitaine	33	Saint Hippolyte	routier	privé	fouille rurale	10000	2008	Hadès
Bordeaux	Aquitaine	33	Place Puy Paulin	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	50	2008	Hadès
Coimères	Aquitaine	33	Le Pèhau A65	routier	privé	fouille rurale	476	2008	Paléotime
Cudos	Aquitaine	33	Au Dron-Piteq	routier	privé	fouille rurale	25000	2008	Hadès
La Teste-de-Buch	Aquitaine	33	Allée Clémenceau, école	immobilier autre	public CT	fouille rurale	3000	2008	Hadès
Lescar	Aquitaine	64	Foyer le Bialé	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	1000	2008	Hadès
Marmande	Aquitaine	47	D933 Déviation Nord-Est Lot 1	routier	public CT	fouille rurale	3500	2008	Archeodunum
Marmande	Aquitaine	47	D933 Déviation Nord-Est Lot 2	routier	public CT	fouille rurale	11800	2008	Hadès
Ordarp	Aquitaine	64	Maison Forte Gentein	travaux MH	privé	étude bâti	0	2008	Hadès
Roquefort 40	Aquitaine	40	Barbiegne	routier	privé	fouille rurale	1000	2008	Paléotime
Saint-Germain-du-Puch	Aquitaine	33	Le Bourg, Place de l'Eglise	routier	public CT	fouille rurale		2008	Hadès
Aire-sur-l'Adour	Aquitaine	40	Peyran	routier	privé	fouille rurale	2000	2009	Evéha

Argelos 64	Aquitaine	64	Labarthe	routier	privé	fouille rurale	2200	2009	Paléotime
Bordeaux	Aquitaine	33	Espace P. Berland	travaux MH	public CT	fouille MH	420	2009	Hadès
Bordeaux	Aquitaine	33	Cours du Maréchal Juin	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	1000	2009	Hadès
Cazères-sur-l'Adour	Aquitaine	40	La Gioule	routier	privé	fouille rurale	3146	2009	Evéha
Cazères-sur-l'Adour	Aquitaine	40	Benazit	routier	privé	fouille rurale	3380	2009	Paléotime
Dax	Aquitaine	40	Place de la Course	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2009	Hadès
Lescar	Aquitaine	64	15 bis Rue du Bialé	immobilier habitation	particulier	fouille urbaine	1400	2009	Hadès
Marcenais	Aquitaine	33	Eglise	travaux MH	public CT	fouille MH	60	2009	Archéosphère
Miossens-Lanusse	Aquitaine	64	Pouquet	routier	privé	fouille rurale	2500	2009	Evéha
Périgueux	Aquitaine	24	Centre Ville, Clinique Francheville	immobilier autre	privé	fouille urbaine	800	2009	Hadès
Plassac 33	Aquitaine	33	Clos du Chardonneret	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	20	2009	Hadès
Pouydesseaux	Aquitaine	40	Corbleu	routier	privé	fouille rurale	15000	2009	Hadès
Pujo-le-Plan	Aquitaine	40	A Larcheron	routier	privé	fouille rurale	5780	2009	Evéha
Pujo-le-Plan	Aquitaine	40	A Jouandet	routier	privé	fouille rurale	1000	2009	Evéha
Pujo-le-Plan	Aquitaine	40	Hin de Dion	routier	privé	fouille rurale	1000	2009	Paléotime
Roquefort 40	Aquitaine	40	Pipat	routier	privé	fouille rurale	4600	2009	Arkémine SARL
Saint-Gein	Aquitaine	40	Latrote	routier	privé	fouille rurale	5000	2009	Paléotime
Sarlat-la-Canéda	Aquitaine	24	Rue Magnanat	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	40	2009	Evéha
Terrasson-Lavilledieu	Aquitaine	24	Abbaye Saint Sour	travaux MH	public CT	fouille MH	70	2009	Hadès
Uhart-Mixe	Aquitaine	64	Le Château	travaux MH	privé	fouille MH	40	2009	Hadès
Bayonne	Aquitaine	64	Chemin de Jupiter	immobilier autre	privé	fouille urbaine	5450	2010	Iker
Périgueux	Aquitaine	24	9 Rue de la Miséricorde	immobilier habitation	privé	étude bâti	0	2010	Evéha
Arancou	Aquitaine	64	Les Courrèges	carrière	privé	fouille rurale	3100	2011	Iker
Biron 24	Aquitaine	24	Château	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2011	Evéha
Bordeaux	Aquitaine	33	Espace Saint-Michel	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	1373	2011	Hadès
Boulazac	Aquitaine	24	Giratoire M221	routier	public CT	fouille rurale	1975	2011	Archeodunum
Saint-Laurent-sur-Manoire	Aquitaine	24	N221, Grand Fond	routier	public CT	fouille rurale	1975	2011	Archeodunum
Villeneuve-sur-Lot	Aquitaine	47	Brignot	immobilier autre	public CT	fouille rurale	400	2011	Paléotime
Audenge	Aquitaine	33	Pré du Mil	immobilier habitation		fouille rurale	10000	2012	Hadès
Creysse	Aquitaine	24	Saint Lizier	ZA	public CT	fouille rurale	3800	2012	Paléotime
Clermont-Ferrand	Auvergne	63	Place Marcel Sembat	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	2000	2006	Hadès
Le Puy-en-Velay	Auvergne	43	Hôtel Dieu	immobilier autre	public CT	étude bâti	0	2007	Hadès
Clermont-Ferrand	Auvergne	63	Puy Long	aménagement autre	public CT	fouille rurale	9000	2008	Paléotime
Le Puy-en-Velay	Auvergne	43	Hôtel Dieu	immobilier autre	public CT	étude bâti	0	2008	Hadès
Riom	Auvergne	63	Lycée du Bâtiment	immobilier autre	public CT	fouille rurale		2008	Archeodunum
Riom	Auvergne	63	ZA de Layat	ZA	public CT	fouille rurale	15000	2008	Archeodunum
Saint-Flour	Auvergne	15	La Varenne Nord	routier	public CT	fouille rurale	1325	2008	Arkémine SARL
Clermont-Ferrand	Auvergne	63	Rue Sous les Augustins	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	250	2009	Archeodunum
Clermont-Ferrand	Auvergne	63	15 Rue Gabriel Péri	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	580	2009	Evéha
Domeyrat	Auvergne	43	Château	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2009	Hadès

Le Puy-en-Velay	Auvergne	43	8 Rue Saulnerie	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	580	2009	Archeodunum
Clermont-Ferrand	Auvergne	63	Sainte Marie	immobilier autre	privé	fouille urbaine	6000	2010	Archeodunum
Clermont-Ferrand	Auvergne	63	16, 26 Rue de l'Oratoire	immobilier habitation	public CT	fouille urbaine	750	2010	Hadès
Clermont-Ferrand	Auvergne	63	Centre de traitement, Petit Beaulieu	aménagement autre	privé	fouille rurale	64000	2010	Archeodunum
Combronde	Auvergne	63	ZAC de l'Aize Phase 3	ZA	public CT	fouille rurale	3700	2010	Hadès
Langeac	Auvergne	43	11 Rue Molière	immobilier autre	public CT	étude bâti	0	2011	Archeodunum
Néris-les-Bains	Auvergne	3	Place des Thermes	aménagement autre	SEM	fouille urbaine		2011	Hadès
Saint-Paulien	Auvergne	43	Chemin de la Naute	immobilier habitation	particulier	fouille urbaine	400	2011	Hadès
Brioude	Auvergne	43	Place Saint-Jean	aménagement autre	public CT	fouille urbaine		2012	Hadès
Clermont-Ferrand	Auvergne	63	Rue Fontgiène	immobilier habitation	SEM	fouille urbaine	2000	2012	Hadès
Espalem	Auvergne	43		carrière	privé	fouille rurale		2012	Mosaïque Archéologie
Le Puy-en-Velay	Auvergne	43	Les Reliades	routier	Etat Medtl	fouille rurale	36000	2012	Archeodunum
Clermont-Ferrand	Auvergne	63	Gare routière	immobilier autre	public CT	fouille rurale	7200	2013	Hadès
Livarot	Basse-Normandie	14	ZAC Nord	ZA	public CT	fouille rurale	4500	2007	Arkémine SARL
Falaise 14	Basse-Normandie	14	Bastion du Château	travaux MH	public CT	fouille MH	500	2008	Oxford-Chronoterre
Fleury-sur-Orne	Basse-Normandie	14	Parc d'Activités	ZA	SEM	fouille rurale	8000	2008	Archéopole
La Glacerie	Basse-Normandie	50	La Motterie	lotissement	public CT	fouille rurale	16000	2009	Oxford-Chronoterre
Démouville	Basse-Normandie	14	Clos Neuf	ZA	SEM	fouille rurale	6400	2010	Oxford-Chronoterre
Iffs	Basse-Normandie	14	Le Hoguet	immobilier autre	public CT	fouille rurale	2323	2010	Oxford-Chronoterre
Soliers	Basse-Normandie	14	Pac d'Activités Eole	ZA	SEM	fouille rurale	1000	2010	Evéha
Authie	Basse-Normandie	14	Résidence Saint-Louet II	lotissement	privé	fouille rurale	16000	2011	Evéha
Nonant-le-Pin	Basse-Normandie	61	Plessus	ZA	privé	fouille rurale	18000	2012	Evéha
Nuits-Saint-Georges	Bourgogne	21	Pré de Nuits	ZA	public CT	fouille rurale	3200	2005	Archeodunum
Tournus	Bourgogne	71	6 et 12 Rue Greuze	immobilier autre	privé	étude bâti	0	2006	Archeodunum
Sevrey	Bourgogne	71	Rue Georges Brusson	immobilier autre	public CT	fouille urbaine	600	2007	Archeodunum
Vic-de-Chassenay	Bourgogne	21	La Grande Chassaigne	aménagement autre	privé	fouille rurale	27000	2007	Archeodunum
Magny-Cours	Bourgogne	58	Seneuil et Pré-de-Seneuil	routier	Etat Medtl	fouille rurale	8500	2008	Archeodunum
Alise-Sainte-Reine	Bourgogne	21	Plaine des Laumes, Pré Haut	aménagement autre	public CT	fouille rurale	3450	2009	Archeodunum
Digoin	Bourgogne	71	Pont Canal	lotissement	privé	fouille rurale	2100	2009	Archeodunum
Magny-Cours	Bourgogne	58	Champ Rabatin	routier	Etat Medtl	fouille rurale	20000	2009	Archeodunum
Saint-Valérien 89	Bourgogne	89	Le Chemin de César	lotissement	privé	fouille rurale	17000	2009	Evéha
Sens	Bourgogne	89	Petit Hameau	immobilier habitation	public CT	fouille urbaine		2009	CEMA
Varennes-lès-Mâcon	Bourgogne	71	Pré Rémond	routier	privé	fouille rurale	8000	2009	Archeodunum
Auxerre	Bourgogne	89	Place des Véens	immobilier habitation	public CT	fouille urbaine	1400	2010	CEMA
Gueugnon	Bourgogne	71	Les Gavroches	carrière	privé	fouille rurale		2010	Archeodunum
La Charité-sur-Loire	Bourgogne	58	Cloître du Prieuré	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2010	CEMA
Meursault	Bourgogne	21	En Maison-Dieu Phase 1	immobilier habitation	public CT	fouille urbaine	700	2010	Evéha
Saint-Valérien 89	Bourgogne	89	27 Rue du Gâtinais	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	500	2010	Evéha
Vic-de-Chassenay	Bourgogne	21	La Grande Chassaigne	aménagement autre	privé	fouille rurale	40000	2010	Archeodunum

Autun	Bourgogne	71	11 avenue du deuxième Dragon	immobilier habitation	particulier	fouille urbaine	600	2011	Archeodunum
Meursault	Bourgogne	21	En Maison-Dieu Phase 2	immobilier habitation	public CT	fouille urbaine	30	2011	Evéha
Vinneuf	Bourgogne	89	Le Châtelo	carrière	privé	fouille rurale	47000	2012	Evéha
Arnay-le-Duc	Bourgogne	21	Eglise Saint Laurent	aménagement autre	public CT	fouille urbaine		2013	CEMA
Savigny-lès-Beaune	Bourgogne	21	Eglise Saint Cassien	aménagement autre	public CT	fouille urbaine		2013	CEMA
Trégueux	Bretagne	22	La Porte Allain	routier	public CT	fouille rurale	75000	2009	Oxford-Chronoterre
Essé	Bretagne	35	La Basse Coudre	routier	public CT	fouille rurale		2010	Archéoloire
Landerneau	Bretagne	29	ZAE de Kergonidec	ZA	public CT	fouille rurale	10000	2010	Evéha
Quéven	Bretagne	56	ZAC de Croizamus	ZA	public CT	fouille rurale	12000	2010	Evéha
Rennes	Bretagne	35	3 Rue des Carmes	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	200	2010	Evéha
Thorigné-Fouillard	Bretagne	35	ZAC la Vigne	ZA	public CT	fouille rurale	3500	2010	Archéoloire
Vitré	Bretagne	35	Place du Château	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	2400	2010	Evéha
Argentré-du-Plessis	Bretagne	35	La Blancharderie	LGV	privé	fouille rurale	6000	2011	Evéha
Fougères	Bretagne	35	Plaisance 2	ZA	public CT	fouille rurale	9000	2011	Archéoloire
Vannes	Bretagne	56	Campen Bernus	lotissement	privé	fouille rurale	16000	2011	Archéoloire
Bréal-sous-Montfort	Bretagne	35	Parc d'Activités du Hindré	ZA	public CT	fouille rurale	15000	2012	Archéoloire
Cancale	Bretagne	35	Les Prés Bosgers	ZA	public CT	fouille rurale		2012	Evéha
Carhaix-Plouguez	Bretagne	29	ZAC de Kergorvo	ZA	SEM	fouille rurale	6500	2012	Evéha
Domagné	Bretagne	35	La Lande Barbot	LGV	privé	fouille rurale	10000	2012	Evéha
La Guerche-de-Bretagne	Bretagne	35	Route de la Huandière, Touchebelle	routier	public CT	fouille rurale	7500	2012	Archéoloire
Plouhinec 56	Bretagne	56	Les Hauts de Bénaldo	lotissement	privé	fouille rurale	20000	2012	Archéoloire
Torcé	Bretagne	35	La Grande Maçonais 2	LGV	privé	fouille rurale		2012	Evéha
Châlette-sur-Loing	Centre	45	La Pontonnerie	lotissement	public CT	fouille rurale	3300	2008	Evéha
Blois	Centre	41	Les Misagroux	ZA	public CT	fouille rurale	6500	2009	Paléotime
La Celle-Saint-Avant	Centre	37	Les Belounes Carrière du « Carroi Potet »	carrière	privé	fouille rurale	5500	2009	Evéha
La Chapelle-Saint-Mesmin	Centre	45	Les Chesnats Tranche 2	lotissement	privé	fouille rurale	25000	2009	Evéha
Blois	Centre	41	La croupe, Rue de la Motte	lotissement	privé	fouille rurale	15000	2010	Evéha
Contres 41	Centre	41	La Côte Rotie	routier	public CT	fouille rurale	6250	2010	Archéoloire
Escrennes	Centre	45	Le Chemin de Laas	ZA	public CT	fouille rurale	10700	2010	Archéoloire
Saran	Centre	45	Les Montaubans	immobilier autre	Etat Justice	fouille rurale	10000	2010	Archéoloire
Thiron-Gardais	Centre	28	Ancienne Eglise Abbatiale	aménagement autre	public CT	étude bâti	0	2010	Oxford-Chronoterre
Bruère-Allichamps	Centre	18	Abbaye Cistercienne de Noirlac	travaux MH	public CT	fouille MH	100	2011	Evéha
Bruère-Allichamps	Centre	18	Abbaye Cistercienne de Noirlac	travaux MH	public CT	fouille MH	150	2011	Evéha

Ingré	Centre	45	Le Pré	lotissement	privé	fouille rurale		2011	Archéoloire
La Chapelle-Saint-Mesmin	Centre	45	Les Chesnats Tranche 3	lotissement	privé	fouille rurale	25000	2011	Evéha
Saint-Germain-du-Puy	Centre	18	Aux Boubards	routier	public CT	fouille rurale	20000	2011	Archeodunum
Étrechet	Centre	36	Zac Ozans tranche 5 Lot 1	ZA	public CT	fouille rurale	9200	2012	Evéha
Étrechet	Centre	36	Zac Ozans tranche 5 Lot 2	ZA	public CT	fouille rurale	10030	2012	Evéha
Marigny-Marmande	Centre	37	Le Toucheau protohistorique	LGV	privé	fouille rurale		2012	Evéha
Marigny-Marmande	Centre	37	Le Toucheau bâti	LGV	privé	étude bâti	0	2012	Evéha
Pussigny	Centre	37	Le Vigneau	LGV	privé	fouille rurale	23000	2012	Archéoloire
Reims	Champagne-Ardenne	51	Rue de Sébastopol	immobilier autre	privé	fouille urbaine	4432	2008	Archéosphère
Reims	Champagne-Ardenne	51	La Croix Blandin	ZA	SEM	fouille rurale	12338	2008	Archéosphère
Trois-Puits	Champagne-Ardenne	51	Petite Vigne	routier	privé	fouille rurale	4055	2008	Archéosphère
Buchères	Champagne-Ardenne	50	Le Clos 2	lotissement	public CT	fouille rurale	4800	2009	Archéosphère
Châtres	Champagne-Ardenne	10	Le Champ Potet	lotissement	public CT	fouille rurale	11000	2009	Archéosphère
Esclavolles-Lurey	Champagne-Ardenne	51	Pièces de Bécheret	lotissement	public CT	fouille rurale	1800	2009	Archéosphère
Lavau	Champagne-Ardenne	10	Les Dames Blanches	immobilier autre	privé	fouille rurale	2723	2009	Archéopole
Le Chêne	Champagne-Ardenne	10	Chemin de l'Huître	lotissement	public CT	fouille rurale	3000	2009	Archéosphère
Loisy-sur-Marne	Champagne-Ardenne	51	ZAC de la Haute Voie Zone A	ZA	public CT	fouille rurale	12000	2009	Evéha
Loisy-sur-Marne	Champagne-Ardenne	51	ZAC de la Haute Voie Zone B	ZA	public CT	fouille rurale	30000	2009	Evéha
Ormes 51	Champagne-Ardenne	51	Les Sintiniers	routier	privé	fouille rurale	1948	2009	Archéosphère
Ormes 51	Champagne-Ardenne	51	Les Perches	routier	privé	fouille rurale	5300	2009	Evéha
Pringy	Champagne-Ardenne	51	La Tortue			fouille rurale	600	2009	Archéosphère
Rosnay-l'Hôpital	Champagne-Ardenne	10	Les Galérandes	carrière	privé	fouille rurale	60000	2009	Archéopole
Thillois	Champagne-Ardenne	51	Les Terres Soudées	ZA	privé	fouille rurale	3200	2009	Evéha
Mesnil-Saint-Loup	Champagne-Ardenne	10	Les Vieilles Vignes	lotissement	public CT	fouille rurale	7944	2010	Paléotime
Moncetz-Longevas	Champagne-Ardenne	51	Giratoire RN44	routier	Etat Medtl	fouille rurale	1000	2010	Evéha
Ruvigny	Champagne-Ardenne	10	Le Pré aux Chevaux	lotissement	privé	fouille rurale	1000	2010	Evéha
Saint-André-les-Vergers	Champagne-Ardenne	10	ZAC d'Echenilly Tranche 1	lotissement	public CT	fouille rurale	6400	2010	Archéopole
Saint-André-les-Vergers	Champagne-Ardenne	10	Echenilly	lotissement	public CT	fouille rurale	2594	2010	Archéosphère
Saint-Étienne-au-Temple	Champagne-Ardenne	51	Chantraine	lotissement	privé	fouille rurale	1800	2010	Evéha
Sarry	Champagne-Ardenne	51	Le Pont Pillard	lotissement	privé	fouille rurale	600	2010	Archéosphère
Thiéblemont-Farémont	Champagne-Ardenne	51	RN4 Echangeur	routier	Etat Medtl	fouille rurale	5000	2010	Evéha
Troyes	Champagne-Ardenne	10	4 Rue Jeanne d'Arc	immobilier habitation	public CT	fouille rurale	1500	2010	Evéha
Courceroy	Champagne-Ardenne	10	Les Dizaines	carrière	privé	fouille rurale	67000	2011	Archéopole
Loisy-sur-Marne	Champagne-Ardenne	51	La Haute Voie Zone C1	ZA	public CT	fouille rurale	7000	2011	Evéha
Loisy-sur-Marne	Champagne-Ardenne	51	La Haute Voie Zone D1	ZA	public CT	fouille rurale	8300	2011	Evéha

Ruvigny	Champagne-Ardenne	10	Le Pré aux Chevaux II	lotissement	privé	fouille rurale	1000	2011	Evéha
Witry-lès-Reims	Champagne-Ardenne	51	Le Haut Chemin	lotissement	privé	fouille rurale	6000	2011	Archéosphère
Châlons-en-Champagne	Champagne-Ardenne	51	Résidence du 7e Art	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	790	2012	Evéha
Courceroy	Champagne-Ardenne	10	Les Dizaines	carrière	privé	fouille rurale	50000	2012	Archéopole
Marcilly-sur-Seine	Champagne-Ardenne	51	La Pièce des Lièvres Zone B	carrière	privé	fouille rurale	25000	2012	Evéha
Rethel	Champagne-Ardenne	8	Le Mort de Fau	ZA	public CT	fouille rurale	17000	2012	Evéha
Ruvigny	Champagne-Ardenne	10	Le Pré aux Chevaux II	lotissement	privé	fouille rurale	12000	2012	Evéha
Warcq	Champagne-Ardenne	8	A34	routier	état medtl	fouille rurale	10000	2012	France Archéologie
Saint-Pierre 972	DOM	972	Rue Clovis Marius	immobilier autre	Etat	fouille urbaine	160	2012	Evéha
Mandeure	Franche-Comté	25	Lotissement des Mallots	lotissement	public CT	fouille rurale	3672	2007	Antéa
Besançon	Franche-Comté	25	Hôtel de Rosières	immobilier autre	SEM	fouille urbaine	265	2008	Archeodunum
Besançon	Franche-Comté	25	6 Rue Pasteur	travaux MH	privé	étude bâti	0	2009	Archeodunum
Lantenne-Vertière	Franche-Comté	25	Carrière Migeon	carrière	privé	fouille rurale	16300	2009	Archeodunum
Bavilliers	Franche-Comté	90		lotissement	privé	fouille rurale	5000	2010	Antéa
Champlitte	Franche-Comté	70		ZA	privé	fouille rurale	10000	2011	Archeodunum
Lons-le-Saunier	Franche-Comté	39	Jardin de la Préfercture	aménagement autre	Etat Intérieur	fouille urbaine	955	2012	Archeodunum
Mandeure	Franche-Comté	25	Lotissement la Fontenotte	lotissement	public CT	fouille rurale		2012	Antéa
Gainneville	Haute-Normandie	76	Maison d'Arrêt	immobilier autre	Etat Justice	fouille rurale	10500	2007	Archéopole
Saint-Sébastien-de-Morsent	Haute-Normandie	27	Rue Lucie Aubrac			fouille rurale	9500	2007	Archéopole
Athevernes	Haute-Normandie	27	Les Mureaux	carrière	privé	fouille rurale	16000	2008	Archéopole
Saint-Vigor-d'Ymonville	Haute-Normandie	76	La Mare des Mares	carrière	privé	fouille rurale	15000	2009	Archéopole
Sandouville	Haute-Normandie	76	Le Vachat			fouille rurale	9500	2009	Archéopole
Fontaine-la-Mallet	Haute-Normandie	76	Les Monts Trottings	routier	privé	fouille rurale		2010	Archéopole
Val-de-Reuil	Haute-Normandie	27	Le Chemin aux errants	carrière	privé	fouille rurale	13000	2010	Archeodunum
Val-de-Reuil	Haute-Normandie	27	ZAC des Portes	ZA	public CT	fouille rurale	5250	2010	Oxford-Chronoterre
Harfleur	Haute-Normandie	76	ZAC des Côteaux du Calvaire	immobilier habitation	privé	fouille rurale	54000	2011	Archéopole
Houpeville	Haute-Normandie	76	Rue Paul Langevin	lotissement	privé	fouille rurale	2500	2011	Evéha
Brie-Comte-Robert	Ile-de-France	77	ZAC du Midi de la Plaine	ZA	SEM	fouille rurale	32000	2008	Evéha
Darvault	Ile-de-France	77	La Pierre Levée	ZA	SEM	fouille rurale	2000	2008	Archéosphère
Meaux	Ile-de-France	77	Rue du Tan	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	500	2008	Evéha
Quincy-Voisins	Ile-de-France	77	ZAC du Termois	ZA	SEM	fouille rurale	21300	2009	Paléotime
Vert-Saint-Denis	Ile-de-France	77	ZAE Jean Monnet	ZA	public CT	fouille rurale	6000	2009	Iker
Louvres	Ile-de-France	95	ZAC du Parc	immobilier habitation	public CT	fouille rurale	4000	2010	Evéha
Montmorency	Ile-de-France	95	Vieux Château	immobilier autre	public CT	fouille rurale	1600	2010	Evéha
Vanves	Ile-de-France	92	20 Rue de la République	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	478	2010	Evéha
Beynes 78	Ile-de-France	78	Le Plantin 2	aménagement autre	public CT	fouille rurale	6000	2011	Paléotime
Charny 77	Ile-de-France	77	Les Vieilles Fourches	aménagement autre	privé	fouille rurale	41800	2011	Evéha
Cormeilles-en-Parisis	Ile-de-France	95	ZAC des Bois Rochefort	ZA	public CT	fouille rurale	45637	2011	Evéha

Paris	Ile-de-France	75	Carreau du Temple	immobilier autre	public CT	fouille urbaine	4000	2011	Evéha
Asnières-sur-Oise	Ile-de-France	95	Abbaye de Royaumont	aménagement autre	privé	fouille urbaine		2012	Evéha
Citry	Ile-de-France	77	La Grande Pièce	carrière	privé	fouille rurale	29500	2012	Paléotime
Marolles-sur-Seine	Ile-de-France	77	La Ferme de la Muette	carrière	privé	fouille rurale	47000	2012	Evéha
Montpellier	Languedoc-Roussillon	34	Dominium Providence	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	160	2005	Hadès
Le Boulou	Languedoc-Roussillon	66	4 Place du Parvis	travaux MH		étude bâti	0	2006	Acter
Le Crès	Languedoc-Roussillon	34	Maumarin II			fouille rurale		2006	Hadès
Mauguio	Languedoc-Roussillon	34	Aéroport de Montpellier Zone 2	aménagement autre	public CT	fouille rurale	21700	2006	Oxford-Chronoterre
Narbonne	Languedoc-Roussillon	11	Rue des Colonnes	immobilier autre		fouille urbaine	399	2006	Amicale laïque de Carcassonne (ALC archéologie)
Nîmes	Languedoc-Roussillon	30	Rue Godin Porte de France			fouille urbaine	500	2006	Hadès
Palau-del-Vidre	Languedoc-Roussillon	66	Eglise	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	500	2006	Acter
Perpignan	Languedoc-Roussillon	66	Ilot Berton Dagobert	immobilier autre	public CT	fouille urbaine	3045	2006	Acter
Perpignan	Languedoc-Roussillon	66	Couvent des Minimes	aménagement autre	public CT	fouille urbaine		2006	Acter
Villeneuve-lès-Maguelone	Languedoc-Roussillon	34	Domenoves V	immobilier autre		fouille rurale	4000	2006	Hadès
Agde	Languedoc-Roussillon	34	Le Capiscol	immobilier habitation	privé	fouille rurale	3200	2007	Oxford-Chronoterre
Balaruc-les-Bains	Languedoc-Roussillon	34	Rue Mongolfier	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	823	2007	Archeodunum
Béziers	Languedoc-Roussillon	34	La Courondelle	immobilier autre	privé	fouille rurale	1400	2007	Acter
Canet-en-Roussillon	Languedoc-Roussillon	66	Place Cassanyes	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	1425	2007	Acter
Corneilhan	Languedoc-Roussillon	34	Saint Cernin	immobilier autre	privé	fouille rurale	2000	2007	Acter
Corneilhan	Languedoc-Roussillon	34	La Mouline	lotissement	privé	fouille rurale		2007	Acter
Gignac	Languedoc-Roussillon	34	Le Mas d'Ahlen	routier	privé	fouille rurale	6500	2007	Oxford-Chronoterre
Langlade	Languedoc-Roussillon	30	Le Vignaud 3			fouille rurale	8000	2007	Oxford-Chronoterre
Montolieu	Languedoc-Roussillon	11	Les Jardins de Valsiguiet	lotissement	privé	fouille urbaine	300	2007	Amicale laïque de Carcassonne (ALC archéologie)
Saint-Gilles	Languedoc-Roussillon	30	Saint Pierre	immobilier habitation	public CT	fouille rurale	3000	2007	Hadès
Saint-Jean-de-Védas	Languedoc-Roussillon	34	La Peyrières	routier	public CT	fouille rurale	3100	2007	Arkémine SARL
Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse	Languedoc-Roussillon	11	Les Jardins de Saint Benoît	lotissement	privé	fouille rurale	3000	2007	Acter
Villeneuve-lès-Béziers	Languedoc-Roussillon	34	Les Clapies	lotissement		fouille rurale	500	2007	Acter
Villeneuve-lès-Maguelone	Languedoc-Roussillon	34	Fort Major II	lotissement		fouille rurale	3911	2007	Oxford-Chronoterre
Beucaire	Languedoc-Roussillon	30	Collège E. Vigne	aménagement autre	public CT	fouille rurale	2000	2008	Hadès
Carcassonne	Languedoc-Roussillon	11	Place Marcou	aménagement autre	Etat EDF	fouille urbaine	20	2008	Amicale laïque de Carcassonne (ALC archéologie)
Carcassonne	Languedoc-Roussillon	11	Pôle Santé Christole 1	immobilier autre	public CT	fouille rurale	600	2008	Oxford-Chronoterre

Carcassonne	Languedoc-Roussillon	11	Pôle Santé Christole 3	immobilier autre	public CT	fouille rurale	7376	2008	Oxford-Chronoterre
Laroque-des-Albères	Languedoc-Roussillon	66	Le Château	aménagement autre	Etat Culture	étude bâti	0	2008	Acter
Lattes	Languedoc-Roussillon	34	Mas de Causse	aménagement autre	public CT	fouille rurale	3500	2008	Oxford-Chronoterre
Narbonne	Languedoc-Roussillon	11	La Coupe III	lotissement	SEM	fouille rurale		2008	Acter
Narbonne	Languedoc-Roussillon	11	Résidence Roca	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	300	2008	Amicale laïque de Carcassonne (ALC archéologie)
Narbonne	Languedoc-Roussillon	11	Boulevard du Général de Gaulle	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	267	2008	Amicale laïque de Carcassonne (ALC archéologie)
Narbonne	Languedoc-Roussillon	11	La Coupe III	lotissement	SEM	fouille rurale	2771	2008	Archeodunum
Narbonne	Languedoc-Roussillon	11	Quai d'Alsace	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	4000	2008	Archeodunum
Narbonne	Languedoc-Roussillon	11	Les Abrassous Bas	lotissement	privé	fouille rurale	1600	2008	Oxford-Chronoterre
Narbonne	Languedoc-Roussillon	11	Réveillon	lotissement		fouille rurale	5000	2008	Oxford-Chronoterre
Tournissan	Languedoc-Roussillon	11	Le Castillet	lotissement		fouille rurale	500	2008	Archeodunum
Villeneuve-Minervois	Languedoc-Roussillon	11	La Cardamine	lotissement		fouille rurale	2949	2008	Oxford-Chronoterre
Bernis	Languedoc-Roussillon	30	Les Figuierrasse 3	lotissement	privé	fouille rurale	20000	2009	Oxford-Chronoterre
Carcassonne	Languedoc-Roussillon	11	Le Plateau de Grèzes	immobilier habitation	privé	fouille rurale	400	2009	Acter
Elné	Languedoc-Roussillon	66	Rue des Corbières	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	700	2009	Acter
Fontpédrouse	Languedoc-Roussillon	66	San Rouma	routier	public CT	fouille rurale	165	2009	Acter
La Digne-d'Aval	Languedoc-Roussillon	11	Eglise Saint Jacques	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	10	2009	Amicale laïque de Carcassonne (ALC archéologie)
Loupian	Languedoc-Roussillon	34	Lot 1 et Lot 2	aménagement autre	public CT	fouille rurale	3500	2009	Oxford-Chronoterre
Montolieu	Languedoc-Roussillon	11	Les Jardins de Valsiguiet Tranche 2	lotissement	privé	fouille rurale	5193	2009	Amicale laïque de Carcassonne (ALC archéologie)
Narbonne	Languedoc-Roussillon	11	Lotissement Emeraude	lotissement	privé	fouille rurale	1000	2009	Acter
Perpignan	Languedoc-Roussillon	66	Boulevard Kennedy	immobilier autre	privé	fouille urbaine	1200	2009	Acter
Saint-Aunès	Languedoc-Roussillon	34	ZAC Saint Antoine 3	ZA		fouille rurale	20000	2009	Oxford-Chronoterre
Saint-Martin-des-Puits	Languedoc-Roussillon	11	Eglise	travaux MH	public CT	fouille MH	30	2009	Acter
Torreilles	Languedoc-Roussillon	66	La Madraguère	aménagement autre	public CT	fouille rurale	2000	2009	Acter
Vinassan	Languedoc-Roussillon	11	La Grangette	immobilier habitation	privé	fouille rurale	3600	2009	Mosaïque Archéologie
Bize-Minervois	Languedoc-Roussillon	11	Pontile	immobilier habitation	particulier	fouille rurale	1000	2010	Oxford-Chronoterre
Montpellier	Languedoc-Roussillon	34	Tramway Ligne 3	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	700	2010	Oxford-Chronoterre
Perpignan	Languedoc-Roussillon	66	Coste Rouge	immobilier autre	privé	fouille rurale	20000	2010	Acter
Vinassan	Languedoc-Roussillon	11	Pech de Tardieu	routier	public CT	fouille rurale	13000	2010	Acter
Argelès-sur-Mer	Languedoc-Roussillon	66	Taxo d'Avall	immobilier autre	public CT	fouille rurale	25000	2011	Acter
Lespignan	Languedoc-Roussillon	34	Saint Pierre ès Liens	travaux MH	public CT	fouille MH	28	2011	Acter
Montblanc	Languedoc-Roussillon	34	Eglise Sainte Eulalie	travaux MH		fouille MH	25	2011	Amicale laïque de Carcassonne (ALC archéologie)

									archéologie)
Montpellier	Languedoc-Roussillon	34	Rue de la Saunerie	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	1000	2011	Oxford-Chronoterre
Narbonne	Languedoc-Roussillon	11	Rue Valentin	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	300	2011	Hadès
Nîmes	Languedoc-Roussillon	30	Rue du Mail, Rue de l'Abbattoir	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	325	2011	Hadès
Perpignan	Languedoc-Roussillon	66	Mas Delfau			fouille urbaine		2011	Mosaïque Archéologie
Pezens	Languedoc-Roussillon	11	Giratoire de la Madeleine	routier	public CT	fouille rurale	1600	2011	Acter
Prades 66	Languedoc-Roussillon	66	Rue des Marchands	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	400	2011	Hadès
Castelnaudary	Languedoc-Roussillon	11	Quinquiris	ZA	public CT	fouille rurale	50000	2012	Archeodunum
Narbonne	Languedoc-Roussillon	11	Rocade	routier	public CT	fouille rurale	10000	2012	Hadès
Palaja	Languedoc-Roussillon	11	Bassin de rétention	aménagement autre	public CT	fouille rurale	15000	2012	Amicale laïque de Carcassonne (ALC archéologie)
Tulle	Limousin	19	Place Gambetta	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	30	2004	Hadès
Crozant	Limousin	23	Le Château	travaux MH	Etat Culture	fouille MH	15	2007	Hadès
Limoges	Limousin	87	2, Place Saint Etienne	aménagement autre	public CT	fouille urbaine		2008	Evéha
Lupersat	Limousin	23	Eglise Saint Oradoux	travaux MH	public CT	fouille MH	35	2008	Evéha
Sagnat	Limousin	23	Eglise Saint Pierre-ès-Lien	travaux MH	public CT	fouille MH	10	2009	Evéha
Guéret	Limousin	23	Cherdon et Pisseratte	immobilier autre	public CT	fouille rurale	20000	2010	Arkémine SARL
Mortemart	Limousin	87	Place des Ducs	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	450	2010	Archeodunum
Saint-Junien	Limousin	87	Place Lénine	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	1000	2010	Evéha
Rougnat	Limousin	23	Les Crouzets	lotissement	public CT	fouille rurale	3800	2011	Hadès
Le Monteil-au-Vicomte	Limousin	23	Le Château	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	500	2012	Evéha
Limoges	Limousin	87	36 Rue du Pont Saint Etienne	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	20	2012	Evéha
Limoges	Limousin	87	La Courtine	immobilier autre	privé	fouille urbaine	1000	2012	Evéha
Naves 19	Limousin	19	ZA la Geneste	aménagement autre	public CT	fouille rurale	8000	2013	Evéha
Mécleuves	Lorraine	57	La Haie aux Angles	routier	public CT	fouille rurale	18575	2006	Antéa
Peltre	Lorraine	57	RD955	routier	public CT	fouille rurale	20016	2006	Antéa
Grand	Lorraine	88	Rue Houillon	immobilier habitation	particulier	fouille rurale	191	2007	Antéa
Ludres	Lorraine	54	Le Franc Clos III	lotissement	privé	fouille rurale	3153	2007	Antéa
Metz	Lorraine	57	Avenue André Malraux	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	3164	2007	Antéa
Réding	Lorraine	57	Lotissement les Terrasses du Château	lotissement	public CT	fouille rurale	5000	2007	Antéa
Angevillers	Lorraine	57	La Justice	routier	public CT	fouille rurale	3860	2008	Antéa
Chanteheux	Lorraine	54	Les Basses Gouttes	lotissement	privé	fouille rurale	8000	2008	Antéa
Florange	Lorraine	57	Avenue de Lorraine	lotissement	privé	fouille rurale	9400	2008	Antéa
Ottange	Lorraine	57	Bois Billert	carrière	privé	fouille rurale	16000	2008	Antéa
Colligny	Lorraine	57	Le Domaine de Pange	lotissement	privé	fouille rurale	2600	2009	Antéa

Thionville	Lorraine	57	La Milliaire	immobilier autre	privé	fouille rurale	3050	2009	Antéa
Velaine-en-Haye	Lorraine	54	Herbue Chalie	ZA	privé	fouille rurale	3000	2009	Antéa
Florange	Lorraine	57	La Grande Fin	lotissement	privé	fouille rurale	4000	2010	Antéa
Vitry-sur-Orne	Lorraine	57	Vallange	lotissement	privé	fouille rurale	2700	2010	Antéa
Richemont	Lorraine	57	Devant le Pont	carrière	privé	fouille rurale	11080	2011	Antéa
Richemont	Lorraine	57	Devant le Pont	carrière	privé	fouille rurale	69000	2013	Antéa
Bruguières	Midi-Pyrénées	31	La Mouline	lotissement		fouille rurale	4500	2005	Hadès
Préserville	Midi-Pyrénées	31	L'Oustalou	lotissement	public CT	fouille rurale	4200	2005	Hadès
Maubourguet	Midi-Pyrénées	65	Saint Girons	routier	public CT	fouille rurale		2006	Hadès
Vieille-Toulouse	Midi-Pyrénées	31	Clos Montplaisir	lotissement	privé	fouille rurale	30000	2006	Hadès
Toulouse	Midi-Pyrénées	31	Enseeiht	immobilier autre	public CT	fouille urbaine		2008	Hadès
Toulouse	Midi-Pyrénées	31	ZAC Niel Saint-Roch	immobilier autre	SEM	fouille urbaine	20000	2009	Archeodunum
Albi	Midi-Pyrénées	81	Palais de la Berbie	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2010	Hadès
Labruguière	Midi-Pyrénées	81	Le Causse de Labruguière	ZA	public CT	fouille rurale	23000	2010	Mosaïque Archéologie
Martres-Tolosane	Midi-Pyrénées	31	Pentens 2	carrière	privé	fouille rurale	8000	2010	Hadès
Naucelle	Midi-Pyrénées	12	L'Issart	routier	public CT	fouille rurale	3000	2010	Hadès
Penne	Midi-Pyrénées	81	Penne-d'Albigeois, Château	travaux MH		étude bâti	0	2010	Hadès
Toulouse	Midi-Pyrénées	31	16, 18 Rue des Pénitents Blancs	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	1736	2010	Hadès
Marquette-lez-Lille	Nord-Pas-de-Calais	59	Haut-Touquet 1	lotissement	privé	fouille rurale	2500	2005	Archéopole
Bruay-la-Buissière	Nord-Pas-de-Calais	62	Sentier Wargnier	lotissement	privé	fouille rurale	2600	2006	Archéopole
Cambrai	Nord-Pas-de-Calais	59	Le Nouveau Monde 1	immobilier habitation	privé	fouille rurale	2500	2006	Archéopole
Haisnes	Nord-Pas-de-Calais	62	Haisnes-lèz-la Bassée, La Porte des Flandres	ZA	public CT	fouille rurale	4750	2006	Archéopole
La Sentinelle	Nord-Pas-de-Calais	59	ZAC de l'Aérodrome	ZA	public CT	fouille rurale	12000	2006	Archéopole
Loison-sous-Lens	Nord-Pas-de-Calais	62	Les Oiseaux	ZA	public CT	fouille rurale	14000	2006	Archéopole
Bailleul	Nord-Pas-de-Calais	59	ZA des Collines	lotissement	public CT	fouille rurale	25000	2007	Archéopole
Comines	Nord-Pas-de-Calais	59	La Gale Perchée	immobilier habitation	Etat CCI	fouille rurale	33000	2007	Archéopole
Mérignies	Nord-Pas-de-Calais	59	Domaine du Golf 1	lotissement	privé	fouille rurale	23000	2007	Archéopole
Mérignies	Nord-Pas-de-Calais	59	Domaine du Golf 2	lotissement	privé	fouille rurale	28000	2007	Archéopole
Sains-en-Gohelle	Nord-Pas-de-Calais	62	Rue Lamartine Tranche 1 et 2	lotissement	privé	fouille rurale	15300	2007	Archéopole
Bruay-la-Buissière	Nord-Pas-de-Calais	62	Parc de Falande	ZA	public CT	fouille rurale	5000	2008	Archéopole
Les Rues-des-Vignes	Nord-Pas-de-Calais	59	Cimetière	lotissement	privé	fouille rurale	30000	2008	Archéopole
Lesquin	Nord-Pas-de-Calais	59	Plan d'Eau	aménagement autre	public CT	fouille rurale	16000	2008	Archéopole
Marcq-en-Baroeul	Nord-Pas-de-Calais	59	Cheval Blanc	lotissement	privé	fouille rurale	47000	2008	Archéopole
Marquette-lez-Lille	Nord-Pas-de-Calais	59	Haut-Touquet 2	lotissement	privé	fouille rurale	12000	2008	Archéopole
Marquette-lez-Lille	Nord-Pas-de-Calais	59	La Becquerelle	lotissement	privé	fouille rurale	30000	2008	Archéopole
Mérignies	Nord-Pas-de-Calais	59	Domaine du Golf 3	lotissement	privé	fouille rurale	10000	2008	Archéopole
Niergnies	Nord-Pas-de-Calais	59	Eglise	lotissement	privé	fouille rurale	9200	2008	Archéopole

Sains-en-Gohelle	Nord-Pas-de-Calais	62	227 rue Lamartine	lotissement	privé	fouille rurale	600	2008	Archéosphère
Bruay-la-Buissière	Nord-Pas-de-Calais	62	Porte Nord	ZA	public CT	fouille rurale	15000	2009	Archéopole
Cambrai	Nord-Pas-de-Calais	59	Le Nouveau Monde 2	immobilier habitation	privé	fouille rurale	30400	2009	Archéopole
Camphin-en-Carembault	Nord-Pas-de-Calais	59	Parc d'Activités	ZA	public CT	fouille rurale	25000	2009	Archéopole
Hénin-Beaumont	Nord-Pas-de-Calais	62	Chemin d'Hénin	lotissement	privé	fouille rurale	10500	2009	Archéopole
La Calotterie	Nord-Pas-de-Calais	62	Chemin de Visemarais	lotissement	privé	fouille rurale	15000	2009	Archéopole
La Chapelle-d'Armentières	Nord-Pas-de-Calais	59	Route nationale, RD03	immobilier habitation	public CT	fouille rurale	16000	2009	Archéopole
Marck	Nord-Pas-de-Calais	62	Marck-en-Calais Transmarck	ZA	privé	fouille rurale	20000	2009	Archéopole
Marck	Nord-Pas-de-Calais	62	La Haute Maison	lotissement	privé	fouille rurale	8000	2009	Archéopole
Nempont-Saint-Firmin	Nord-Pas-de-Calais	62	Sentier Warnier Tranche 1 et 2	lotissement	privé	fouille rurale	31150	2009	Archéopole
Sars-et-Rosières	Nord-Pas-de-Calais	59	Lot 1	ZA	Etat CCI	fouille rurale	22000	2009	Archéopole
Wervicq-Sud	Nord-Pas-de-Calais	59	Les Prés de Lys	immobilier habitation	privé	fouille rurale	25000	2009	Archéopole
Fréthun	Nord-Pas-de-Calais	62	Rue Parenty	lotissement	privé	fouille rurale	8000	2010	Archéopole
Hardifort	Nord-Pas-de-Calais	59	Meulen Ved	ZA	public CT	fouille rurale	24500	2010	Archéopole
Ruitz	Nord-Pas-de-Calais	62	Les Meurets	ZA	SEM	fouille rurale	8110	2010	Archéopole
Bavay	Nord-Pas-de-Calais	59	EPAHD	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	2000	2011	Archéopole
Bergues	Nord-Pas-de-Calais	59	ZAC 2 du Bierendyck	ZA	public CT	fouille rurale	52000	2011	Archéopole
Erquinghem-Lys	Nord-Pas-de-Calais	59	La Porte des Anglais	lotissement	privé	fouille rurale	15000	2011	Archéopole
Hondschoote	Nord-Pas-de-Calais	59	Rue Coppens	lotissement	privé	fouille rurale	33000	2011	Archéopole
Saint-Georges-sur-l'Aa	Nord-Pas-de-Calais	59	L'Enfer	aménagement autre	public CT	fouille rurale	3800	2011	Archéopole
Seclin	Nord-Pas-de-Calais	59	La Collégiale Saint Piat	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	1400	2011	Archéopole
Steene	Nord-Pas-de-Calais	59	Le Château II	lotissement	public CT	fouille rurale		2011	Archéopole
Courcelles-lès-Lens	Nord-Pas-de-Calais	62	La Marlière Tranche 6	ZA	privé	fouille rurale	33000	2012	Evéha
Besn�	Pays-de-la-Loire	44	Les Hameaux du Parc	lotissement	privé	fouille rurale	20000	2009	Paléotime
Le Mans	Pays-de-la-Loire	72	La Tour du Tunnel	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2009	Atemporelle
Machecoul	Pays-de-la-Loire	44	ZAC de Richebourg Sainte Croix	ZA	SEM	fouille rurale	40000	2009	Archéoloire
Maillezais	Pays-de-la-Loire	85	Abbaye Saint-Pierre	travaux MH	public CT	fouille MH	260	2009	Hadès
Nantes	Pays-de-la-Loire	44	ZAC Erdre Porterie 1	immobilier habitation	public CT	fouille rurale	36000	2009	Archéoloire
Nantes	Pays-de-la-Loire	44	Place Dumoustier	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	225	2009	Ev�ha
Sainte-Hermine	Pays-de-la-Loire	85	Les Aubrais	ZA	public CT	fouille rurale	20000	2009	Hadès
Allonnes 72	Pays-de-la-Loire	72	Le Mail	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	1000	2010	Archéoloire
Guérande	Pays-de-la-Loire	44	Ker Rivaud	immobilier autre	public CT	fouille rurale	5000	2010	Archéoloire
Nantes	Pays-de-la-Loire	44	ZAC Erdre Porterie 2	immobilier habitation	public CT	fouille rurale		2010	Archéoloire
Nantes	Pays-de-la-Loire	44	Rue Paul Dubois	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	500	2010	Archéoloire
Rez�	Pays-de-la-Loire	44	ZAC de la Brosse 1	ZA	SEM	fouille rurale	4000	2010	Archéoloire
Rez�	Pays-de-la-Loire	44	ZAC de la Brosse 2	ZA	SEM	fouille rurale	2500	2010	Archéoloire
Sainte-Hermine	Pays-de-la-Loire	85	L'Angl�e	aménagement autre	public CT	fouille rurale	6000	2010	Ev�ha
Angles 85	Pays-de-la-Loire	85	Z.A. Les Motettes Lot 1	ZA	public CT	fouille rurale	2800	2011	Ev�ha

Beaufort-en-Vallée	Pays-de-la-Loire	49	Les Hauts Champs	lotissement	privé	fouille rurale	10000	2011	Archéoloire
La Chapelle-sur-Erdre	Pays-de-la-Loire	44	La Barbinière	aménagement autre	public CT	fouille rurale		2011	Archéoloire
La Milesse	Pays-de-la-Loire	72	Les Coteaux du Chêne	lotissement	privé	fouille rurale	3000	2011	Evéha
Nantes	Pays-de-la-Loire	44	ZAC Erdre Le Bois Hue			fouille rurale		2011	Archéoloire
Nantes	Pays-de-la-Loire	44	Manoir de la Touche, Musée Dobrée	aménagement autre	public CT	fouille urbaine		2011	Archéoloire
Pornic	Pays-de-la-Loire	44	Sainte-Marie-sur-Mer, Le Clos du Bocage	lotissement	privé	fouille rurale	40000	2011	Archéoloire
Savenay	Pays-de-la-Loire	44	ZAC de la Colleraye	ZA	SEM	fouille rurale		2011	Archéoloire
Asnières-sur-Vègre	Pays-de-la-Loire	72	Manoir de la Cour	travaux MH	public CT	fouille MH	500	2012	Archéoloire
Auvers-le-Hamon	Pays-de-la-Loire	72	Les Bois Sirion	LGV	privé	fouille rurale	4700	2012	Paléotime
Blain	Pays-de-la-Loire	44	La Garenne Rohan	lotissement	privé	fouille rurale	20000	2012	Archéoloire
Châteaubriant	Pays-de-la-Loire	44	Château, restauration donjon	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2012	Hadès
Coulans-sur-Gée	Pays-de-la-Loire	72	Les Brochardières	LGV	privé	fouille rurale	3200	2012	Evéha
La Roche-sur-Yon	Pays-de-la-Loire	85	Maison Neuve des Landes 3	lotissement	privé	fouille rurale		2012	Archéoloire
Montjean 53	Pays-de-la-Loire	53	La Douairie	LGV	privé	fouille rurale		2012	Evéha
Rezé	Pays-de-la-Loire	44	ZAC de la Jaguère	lotissement	SEM	fouille rurale	30120	2012	Archéoloire
Saint-Hilaire-de-Chaléons	Pays-de-la-Loire	44	Parc d'Activités	immobilier habitation	public CT	fouille rurale	26620	2012	Archéoloire
Saint-Mars-du-Désert	Pays-de-la-Loire	44	La Jacopière	routier	public CT	fouille rurale		2012	Archéoloire
Soulgé-sur-Ouette	Pays-de-la-Loire	53	RD20	routier	public CT	fouille rurale		2012	Archéoloire
Saint-Berthevin	Pays-de-la-Loire	53	Auditorium	immobilier autre	public CT	fouille rurale	1500	2013	Archéoloire
Villaines-la-Juhel	Pays-de-la-Loire	53	Rd20-Rd113	routier	public CT	fouille rurale	8200	2013	Archéoloire
Rieux 60	Picardie	60	RD200	routier	public CT	fouille rurale	2500	2006	Archéopole
Senlis	Picardie	60	Rue Bellon	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	1120	2010	Evéha
Ercheu	Picardie	80	Ercheu-Libremont, Pointe de l'Épinette	aménagement autre	Etat VNF	fouille rurale	46000	2011	Oxford-Chronoterre
Chassenon	Poitou-Charente	16	Hameau de Longeas	aménagement autre	public CT	fouille rurale		2007	Evéha
Poitiers	Poitou-Charente	86	Nécropole des Dunes	ZA		fouille rurale	2400	2007	Evéha
Saint-Varent	Poitou-Charente	79	La Noubleau	carrière	privé	fouille rurale	4400	2007	Evéha
Saint-Yrieix-sur-Charente	Poitou-Charente	16	Villesèche	ZA	public CT	fouille rurale		2007	Evéha
La Rochelle	Poitou-Charente	17	Rue du Duc	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	1600	2008	Evéha
La Rochelle	Poitou-Charente	17	La Motte Rouge	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	550	2008	Evéha
La Rochelle	Poitou-Charente	17	Le Jardin du Carmel	immobilier habitation		fouille urbaine	1600	2008	Hadès
Poitiers	Poitou-Charente	86	Hôpital Pasteur	immobilier autre	public CT	fouille urbaine	1500	2008	Evéha
Yves	Poitou-Charente	17	Villeneuve	lotissement	privé	fouille rurale	4000	2008	Evéha
Airvault	Poitou-Charente	79	Rue du vieux Château	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	50	2009	Atemporelle
Bors (Canton de Baignes-Sainte-Radegonde)	Poitou-Charente	16	Eglise Sainte Marie Madeleine	travaux MH	public CT	fouille MH	10	2009	Hadès
La Rochelle	Poitou-Charente	17	14-16 Rue Delayant	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	1280	2009	Evéha

Melle	Poitou-Charente	79	Le Prieuré	immobilier autre	privé	fouille rurale	4900	2009	Arkémine SARL
Melle	Poitou-Charente	79	Place Bujault	aménagement autre	public CT	fouille rurale	1000	2009	Evéha
Saint-André-sur-Sèvre	Poitou-Charente	79	Château de Saint Mesmin	travaux MH	privé	étude bâti	0	2009	Hadès
Saint-Martin-lès-Melle	Poitou-Charente	79	Le Prieuré	immobilier autre	privé	fouille rurale	4900	2009	Arkémine SARL
Vouillé 86	Poitou-Charente	86	Beauregard	ZA	public CT	fouille rurale	1023	2009	Evéha
Cellefrouin	Poitou-Charente	16	Eglise Saint Nicolas	travaux MH	public CT	fouille MH	800	2010	Evéha
Châteaubernard	Poitou-Charente	16	Bellevue	ZA	SEM	fouille rurale	13000	2010	Archéosphère
Guimps	Poitou-Charente	16	Le Poteau	lotissement	public CT	fouille rurale	20000	2010	Archéoloire
Niort	Poitou-Charente	79	18 Rue de Fontenay	aménagement autre		fouille urbaine	1400	2010	indéterminé
Périgny 17	Poitou-Charente	17	Rue des Aigrettes	lotissement	public CT	fouille rurale	25000	2010	Archéoloire
Rouillet-Saint-Estèphe	Poitou-Charente	16	La Cabirotte	LGV	privé	fouille rurale	1300	2010	Archéosphère
Saintes	Poitou-Charente	17	Le Vallon	lotissement	privé	fouille rurale	10000	2010	Hadès
Barbezieux-Saint-Hilaire	Poitou-Charente	16	Le Château	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2011	Hadès
Blanzac	Poitou-Charente	16	Molle	LGV	privé	fouille rurale	22000	2011	Hadès
Blanzac	Poitou-Charente	16	Porcheresse	LGV	privé	fouille rurale	10000	2011	Hadès
Ingrandes 86	Poitou-Charente	86	La Garenne	ZA	public CT	fouille rurale	7075	2011	Archéoloire
Ingrandes 86	Poitou-Charente	86	La Saulaie Nord Secteur 2	ZA	public CT	fouille rurale	5000	2011	Evéha
Ingrandes 86	Poitou-Charente	86	ZAC des Terres Rouges	ZA	public CT	fouille rurale	6000	2011	Archéoloire
Loudun	Poitou-Charente	86	Porte du Martray	travaux MH	public CT	fouille MH	350	2011	Atemporelle
Luxé	Poitou-Charente	16	Les Sablons	LGV	privé	fouille rurale	17000	2011	Archéosphère
Migné-Auxances	Poitou-Charente	86	La Garde	LGV	privé	fouille rurale	1500	2011	Archéosphère
Migné-Auxances	Poitou-Charente	86	Malaguet	LGV	privé	fouille rurale	45000	2011	Evéha
Mouterre-Silly	Poitou-Charente	86	Chasseignes Rue de l'Eglise	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2011	Hadès
Pérignac	Poitou-Charente	16	Le Puy du Rat	LGV	privé	fouille rurale	3200	2011	Evéha
Pliboux	Poitou-Charente	79	Les Noëlés	LGV	privé	fouille rurale	7600	2011	Evéha
Poitiers	Poitou-Charente	86	Eglise Saint Jean de Montierneuf	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2011	Evéha
Sablonceaux	Poitou-Charente	17	Abbaye	travaux MH	privé	fouille MH	300	2011	Atemporelle
Saint-Genest-d'Ambière	Poitou-Charente	86	L'Ecuseau et autres	LGV	privé	fouille rurale	27000	2011	Oxford-Chronoterre
Saint-Martin-d'Ary	Poitou-Charente	17	Noret	LGV	privé	fouille rurale		2011	Hadès
Asnières-sur-Nouère	Poitou-Charente	16		LGV	privé	fouille rurale	40000	2012	Evéha
Aulnay 17	Poitou-Charente	17	Aulnay-de-Saintonge, L'Hôpiteau	lotissement	public CT	fouille rurale	5700	2012	Evéha
Dirac	Poitou-Charente	16	Le Chêne Vert	aménagement autre	Etat Défense	fouille rurale	1000	2012	Paléotime
Jaunay-Clan	Poitou-Charente	86	Sous Clan	ZA	public CT	fouille rurale	9000	2012	Archeodunum
Linars	Poitou-Charente	16	La Fouillère	LGV	privé	fouille rurale		2012	Hadès
Marigny-Brizay	Poitou-Charente	86	Les Champs de la Grenouille	LGV	privé	fouille rurale	2054	2012	Evéha
Montguyon	Poitou-Charente	17	Bois Clair	LGV	privé	fouille rurale	5200	2012	Paléotime

Niort	Poitou-Charente	79	Le Donjon	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	1600	2012	Hadès
Nueil-les-Aubiers	Poitou-Charente	79	Les Aubiers	routier	public CT	fouille rurale	2350	2012	Archéoloire
Poitiers	Poitou-Charente	86	Cloître de l'abbaye Saint-Jean-de-Montierneuf	aménagement autre	Etat Education nationale	fouille urbaine	1500	2012	Evéha
Villiers-le-Roux	Poitou-Charente	16	La Cave à Pintevin	LGV	privé	fouille rurale	3500	2012	Iker
Vouneuil-sous-Biard	Poitou-Charente	86	Le Bois de la Queue du Renard	LGV	privé	fouille rurale	3000	2012	Evéha
Cabriès	PACA	13	Calas Champfleury	lotissement	privé	fouille rurale	50000	2007	Oxford-Chronoterre
Cavaillon	PACA	84	Les Vignières	immobilier habitation	privé	fouille rurale	825	2007	Archeodunum
Orange	PACA	84	Arc de Triomphe	immobilier habitation	public CT	fouille rurale	6500	2007	Archeodunum
Saint-Maximin-la-Sainte-Baume	PACA	83	Les Puits de Marine	lotissement		fouille rurale	780	2007	Centre Archéologique du Var
Saint-Paul-lès-Durance	PACA	13	Cadarache	aménagement autre	Etat CEA	fouille rurale	400	2007	Arkémine SARL
Carpentras	PACA	84	La Quintine	aménagement autre	public CT	fouille rurale	2000	2008	Oxford-Chronoterre
Lazer	PACA	5	Village Déserté	carrière	privé	fouille rurale	700	2008	Arkémine SARL
Les Arcs	PACA	83	Saint Pierre	lotissement	privé	fouille rurale	22	2008	Paléotime
Rousset 13	PACA	13	Le Plan	routier	privé	fouille rurale		2008	Oxford-Chronoterre
Saint-Maximin-la-Sainte-Baume	PACA	83	a8	routier	privé	fouille rurale	2820	2008	Oxford-Chronoterre
Saint-Maximin-la-Sainte-Baume	PACA	83	Clos de Roque	routier	privé	fouille rurale	11200	2008	Paléotime
Vernègues	PACA	13	L'héritière	ZA	public CT	fouille rurale	5600	2008	Paléotime
Berre-l'Étang	PACA	13	La Garanne	routier	public CT	fouille rurale	12000	2009	Oxford-Chronoterre
Brignoles	PACA	83	Rue du Palais et Rue de l'Hôpital Vieux	immobilier habitation		fouille urbaine	150	2009	Centre Archéologique du Var
Hyères	PACA	83	Porquerolles, Hôtel de la Poste	immobilier autre		fouille urbaine	200	2009	Centre Archéologique du Var
La Farlède	PACA	83	La Font des Fabres	immobilier autre	public CT	fouille rurale	13525	2009	Archeodunum
Manosque	PACA	4	Rue Sans Nom	immobilier habitation	privé	fouille rurale	250	2009	Paléotime
Monteux	PACA	84	Beaulieu	ZA	public CT	fouille rurale	84000	2009	Mosaïque Archéologie
Velaux	PACA	13	Bastide Neuve 1 à 4	routier	public CT	fouille rurale	12000	2009	Oxford-Chronoterre
Arles	PACA	13	Cloître Sainte Trophime	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2010	Archeodunum
Brignoles	PACA	83	La Gavotte	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	400	2010	Archeodunum
Brignoles	PACA	83	Cabasse	aménagement autre	privé	fouille rurale	200	2010	Centre Archéologique du Var
Grasse	PACA	6	Ilôt four de l'oratoire	immobilier habitation	SEM	étude bâti	0	2010	Hadès
Grasse	PACA	6	Ilôt Sainte Marthe	immobilier habitation	SEM	étude bâti	0	2010	Hadès

Grasse	PACA	6	Ilôt Rêve-Vieille	immobilier habitation	SEM	étude bâti	0	2010	Hadès
Grasse	PACA	6	Ilôt des moulinets	immobilier habitation	SEM	étude bâti	0	2010	Hadès
Grasse	PACA	6	Ilôt Pontet Boucherie	immobilier habitation	SEM	étude bâti	0	2010	Hadès
Graveson	PACA	13	ZAC du Sagnon	ZA	public CT	fouille rurale		2010	Oxford-Chronoterre
Marseille	PACA	13	Abbaye St Victor	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2010	Hadès
Monteux	PACA	84	Beaulieu	ZA	public CT	fouille rurale	5100	2010	Mosaïque Archéologie
Orange	PACA	84	743 rue St Clément, Closeraie	immobilier autre	privé	fouille urbaine	1500	2010	Oxford-Chronoterre
Saint-Rémy-de-Provence	PACA	13	Hôtel de Sade	travaux MH	Etat Culture	fouille MH	100	2010	Centre Archéologique du Var
Toulon	PACA	83	Avenue Lazare-Carnot et Rue Berrier-Fontaine	immobilier autre	privé	fouille urbaine	300	2010	Centre Archéologique du Var
Brignoles	PACA	83	La Rouge	aménagement autre	public CT	fouille rurale	2500	2011	Mosaïque Archéologie
Brignoles	PACA	83	La Margilière	aménagement autre	public CT	fouille rurale	1600	2011	Archeodunum
Embrun	PACA	5	Chapelle des capucins	immobilier autre	public CT	étude bâti	0	2011	Hadès
Rognes	PACA	13	Pié fouquet	Lotissement	SEM	fouille rurale	2100	2011	Oxford-Chronoterre
Tallard	PACA	5	ZAE Aéropole Gap- Tallard	ZA	public CT	fouille rurale	3000	2011	Hadès
Arles	PACA	13	Abbaye de Montmajour	travaux MH	Etat Culture	étude bâti	0	2012	Hadès
Forcalquier	PACA	4	ZAC des Chalus	ZA	public CT	fouille rurale	3600	2012	Oxford-Chronoterre
Forcalquier	PACA	4	ZAC des Chalus II	ZA	public CT	fouille rurale	570	2012	Paléotime
Marseille	PACA	13	104 boulevard de Paris	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	4500	2012	Oxford-Chronoterre
Martigues	PACA	13	La Couronne, Camping de l'Arquet	aménagement autre	SEM	fouille rurale	1400	2012	Hadès
Simiane-Collongue	PACA	13				fouille rurale		2012	Paléotime
Toulon	PACA	83	Rue Pierre Sépard et Bon Pasteur	immobilier habitation		fouille urbaine	150	2012	Centre Archéologique du Var
Courthézon	PACA	84	Grange Blanche 2	ZA	public CT	fouille rurale	37500	2013	Mosaïque Archéologie
La Boisse	Rhône-Alpes	1	Les Vernes	routier	privé	fouille rurale	21000	2005	Archeodunum
Chaponost	Rhône-Alpes	69	Les Vollières	immobilier habitation	public CT	fouille rurale	700	2006	Archeodunum
Fareins	Rhône-Alpes	1	La Gravière	ZA	public CT	fouille rurale	12000	2006	Archeodunum
Feurs	Rhône-Alpes	42	Rue de Verdun	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	1500	2006	Archeodunum
Feurs	Rhône-Alpes	42	3 et 5 Rue d'Assier	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	400	2006	Archeodunum
Anncy	Rhône-Alpes	74	8 Rue André Theuriet	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	1646	2007	Archeodunum
Lyon	Rhône-Alpes	69	62 Rue Charcot	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	900	2007	Archeodunum
Lyon	Rhône-Alpes	69	14 Rue des Tuileries	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	1500	2007	Archeodunum

Montbrison	Rhône-Alpes	42	Montbrison-Moingt Avenue Thermale	aménagement autre	SEM	fouille rurale	670	2007	Archeodunum
Montrond-les-Bains	Rhône-Alpes	42	Le Château	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	350	2007	Archeodunum
Saint-Jorioz	Rhône-Alpes	74	Tavan	immobilier autre	privé	fouille rurale	2330	2007	Archeodunum
Anncy	Rhône-Alpes	74	10 Rue André Theuriet	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	894	2008	Archeodunum
Chambéry	Rhône-Alpes	73	Château des Ducs de Savoie	immobilier autre	public CT	étude bâti	0	2008	Archeodunum
Dardilly	Rhône-Alpes	69	Le Tronchon, Chemins des Cuers	immobilier habitation	privé	fouille rurale	2000	2008	Archeodunum
Grenoble	Rhône-Alpes	38	Eglise Saint Laurent	travaux MH	public CT	fouille MH	70	2008	Archeodunum
Grièges	Rhône-Alpes	1	Au Fornay	routier	privé	fouille rurale	10000	2008	Archeodunum
Massongy	Rhône-Alpes	74	Route de l'Eglise	immobilier habitation	privé	fouille rurale	900	2008	Archeodunum
Saint-Bauzile	Rhône-Alpes	7	Montagne d'Ardace	carrière	privé	fouille rurale	3500	2008	Paléotime
Saint-Joseph	Rhône-Alpes	42	Grange Blache	lotissement	privé	fouille rurale	1800	2008	Archeodunum
Saint-Laurent-la-Conche	Rhône-Alpes	42	Bel Air, extension de carrière de granulats	carrière	privé	fouille rurale	36000	2008	Archeodunum
Valence 26	Rhône-Alpes	26	Rue d'Arménie	immobilier habitation	privé	fouille urbaine	858	2008	Archeodunum
Valence 26	Rhône-Alpes	26	Mauboule	immobilier autre	privé	fouille rurale	19000	2008	Archeodunum
Vienne	Rhône-Alpes	38	Cathédrale	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2008	Archeodunum
Anncy	Rhône-Alpes	74	Place du château	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	500	2009	ACTER
Chaponost	Rhône-Alpes	69	Le Plat de l'Air	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2009	Archeodunum
Feurs	Rhône-Alpes	42	Rue de Varenne	routier	public CT	fouille urbaine	260	2009	Archeodunum
Gilly-sur-Isère	Rhône-Alpes	73	ZAC de la Bévière	immobilier habitation	SEM	fouille rurale	7947	2009	Archeodunum
Malarce-sur-la-Thines	Rhône-Alpes	7	Malarce-sur-la-Thines et Saint Marguerite ; Concession du Chassezac Mines	aménagement autre	privé	étude préalable	0	2009	Iker
Moûtiers	Rhône-Alpes	73	Moûtiers-en-Tarentaise, Cathédrale Saint Pierre	travaux MH	Etat Culture	étude bâti	0	2009	Archeodunum
Néronde	Rhône-Alpes	42	Les Dérompés Secteur 11	routier	privé	fouille rurale	35000	2009	Archeodunum
Saint-Just	Rhône-Alpes	1	rocade nord-est, Chantelarde	routier	public CT	fouille rurale		2009	Archeodunum
Saint-Romain-de-Popey	Rhône-Alpes	69	Le Pont d'Avauges	routier	privé	fouille rurale	2000	2009	Archeodunum
Salt-en-Donzy	Rhône-Alpes	42	Chapelle Saint Alban	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2009	Archeodunum
Vienne	Rhône-Alpes	38	Théâtre antique – rue du Cirque	travaux MH	Etat Culture	fouille MH	100	2009	Archeodunum
Vienne	Rhône-Alpes	38	Ancienne cathédrale Saint Maurice	travaux MH	Etat Culture	étude bâti	0	2009	Archeodunum
Anncy	Rhône-Alpes	74	Musée Château	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2010	Archeodunum
Chambéry	Rhône-Alpes	73	Sainte Chapelle	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2010	Archeodunum
Feurs	Rhône-Alpes	42	place du 11 novembre,	routier	public CT	fouille urbaine	110	2010	Archeodunum

			rue du Rozier						
Fleurieux-sur-l'Arbresle	Rhône-Alpes	69	52 bis Caillère	routier	privé	fouille rurale	19000	2010	Archeodunum
La Motte-en-Bauges	Rhône-Alpes	73	Chez Dalphin	immobilier habitation	particulier	fouille rurale	1112	2010	Archeodunum
Le Cheylard	Rhône-Alpes	7	Plateau d'Arlic	ZA	public CT	fouille rurale	30000	2010	Archeodunum
Lentilly	Rhône-Alpes	69	Les Fourches	routier	privé	fouille rurale	10000	2010	Archeodunum
Lyon	Rhône-Alpes	69	5e - Hôpital de Fourvière, 8-10 rue Roger Radisson	immobilier autre	privé	fouille urbaine	1500	2010	Archeodunum
Néronde	Rhône-Alpes	42	Le Rieu	routier	privé	fouille rurale		2010	Archeodunum
Roanne	Rhône-Alpes	42	71 Rue de Charlieu	immobilier autre	privé	fouille urbaine	6500	2010	Archeodunum
Roanne	Rhône-Alpes	42	61-63 rue de Charlieu	immobilier autre	privé	fouille urbaine	500	2010	Archeodunum
Saillans	Rhône-Alpes	26	Maladrerie, lotissement "Le granc cèdre"	lotissement	public CT	fouille rurale	4000	2010	Mosaïque Archéologie
Saint-Étienne	Rhône-Alpes	42	Maison François 1er	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2010	Archeodunum
Saint-Étienne	Rhône-Alpes	42	Maison François 1er (phase 2bis)	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2010	Archeodunum
Veauche	Rhône-Alpes	42	Volvon Nord	lotissement	privé	fouille rurale	10100	2010	Archeodunum
Vienne	Rhône-Alpes	38	Temple d'Auguste et de Livie	travaux MH	Etat Culture	étude bâti	0	2010	Archeodunum
Vienne	Rhône-Alpes	38	Cloître Saint André le Bas	travaux MH	Etat Culture	étude bâti	0	2010	Archeodunum
Anse	Rhône-Alpes	69	Anse-et-Pommiers, La Logère	ZA	public CT	fouille rurale		2011	Archeodunum
Communay	Rhône-Alpes	69	ZAC Val de Charvas	ZA	public CT	fouille rurale	3686	2011	Oxford-Chronoterre
Feurs	Rhône-Alpes	42	boulevard du Soleillant		public CT	fouille urbaine		2011	Archeodunum
La Côte-Saint-André	Rhône-Alpes	38	ZAC du Rival	ZA	SEM	fouille rurale	22500	2011	Oxford-Chronoterre
Lyon	Rhône-Alpes	69	38 rue Saint Jean	immobilier autre		étude bâti	0	2011	Archeodunum
Néronde	Rhône-Alpes	42	Chazelle	routier	privé	fouille rurale		2011	Archeodunum
Néronde	Rhône-Alpes	42	extension aire de service	routier	privé	fouille rurale		2011	Archeodunum
Pierrelatte	Rhône-Alpes	26	La Ville, Moulin à Vent	immobilier autre	public CT	étude bâti	0	2011	Archeodunum
Riorges	Rhône-Alpes	42	La Villette	immobilier autre	privé	fouille rurale	5500	2011	Archeodunum
Roanne	Rhône-Alpes	42	12 avenue de Paris (centre Pierre Mendès France)	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	5270	2011	Archeodunum
Ruoms	Rhône-Alpes	7	Eglise Saint-Pierre-aux-Liens	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2011	Hadès
Saint-Donat-sur-l'Herbasse	Rhône-Alpes	26	Chapelle des Evêques	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2011	Archeodunum
Saint-Étienne	Rhône-Alpes	42	Maison François 1er (phase 2ter)	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2011	Archeodunum
Saint-Vulbas	Rhône-Alpes	1	Rue des Claires Fontaines	immobilier autre	public CT	fouille rurale	3000	2011	Archeodunum
Sauzet	Rhône-Alpes	26	A7 protection ressource	routier	privé	fouille rurale	7300	2011	Archeodunum

			en eau section 2						
Savasse	Rhône-Alpes	26	A7 protection ressource en eau section 1	routier	privé	fouille rurale	2000	2011	Archeodunum
Aime	Rhône-Alpes	73	Basilique Saint-Martin (drain)	travaux MH	Etat Culture	fouille MH	50	2012	Archeodunum
Albon	Rhône-Alpes	26	La Tour	travaux MH	public CT	fouille MH	400	2012	Hadès
Ambierle	Rhône-Alpes	42	ancien prieuré Saint-Martin	aménagement autre	public CT	fouille urbaine		2012	Oxford-Chronoterre
Anse	Rhône-Alpes	69	Anse-et-Pommiers, ZAC Bel Air La Logère (tranche 2) phase A partie haute	ZA	public CT	fouille rurale		2012	Archeodunum
Anse	Rhône-Alpes	69	Anse-et-Pommiers, ZAC Bel Air La Logère (tranche 2)	ZA	public CT	fouille rurale		2012	Mosaïque Archéologie
Cleppé	Rhône-Alpes	42	ZAC de la Font de l'Or, tranche 1 (site médiéval)	ZA	public CT	fouille rurale	30000	2012	Oxford-Chronoterre
Cleppé	Rhône-Alpes	42	ZAC de la Font de l'Or, tranche 1 (site protohistorique)	ZA	public CT	fouille rurale	6000	2012	Oxford-Chronoterre
Divonne-les-Bains	Rhône-Alpes	1	Les Grands Champs	immobilier habitation	privé	fouille rurale	1400	2012	Hadès
Fareins	Rhône-Alpes	1	La ZAC Montfray	ZA	public CT	fouille rurale	21300	2012	Archeodunum
Genas	Rhône-Alpes	69	ZAC G Sud, tranches 1 et 2	ZA	privé	fouille rurale	71750	2012	Archeodunum
Guilherand-Granges	Rhône-Alpes	7	déviations RD 96 (tranche 1)	routier	public CT	fouille rurale	7600	2012	Oxford-Chronoterre
La Voulte-sur-Rhône	Rhône-Alpes	7	La Boissine	immobilier autre	public CT	fouille rurale	200	2012	Archeodunum
Lullin	Rhône-Alpes	74	Chef Lieu	aménagement autre	public CT	étude bâti	0	2012	Hadès
Lyon	Rhône-Alpes	69	9e - 4 rue Saint-Didier, 13 rue des Nouvelles Maisons	immobilier autre	privé	fouille urbaine		2012	Archeodunum
Lyon	Rhône-Alpes	69	9e - 11-13 rue Roquette	immobilier autre	privé	fouille urbaine		2012	Archeodunum
Lyon	Rhône-Alpes	69	5e - 8 rue Saint-Jean		privé	fouille urbaine		2012	Archeodunum
Lyon	Rhône-Alpes	69	5e - Primatiale Saint-Jean	travaux MH	Etat Culture	étude bâti	0	2012	Archeodunum
Marclopt	Rhône-Alpes	42	Carrière, 2e partie	carrière	privé	fouille rurale	16000	2012	Oxford-Chronoterre
Montbrison	Rhône-Alpes	42	Couvent des Cordeliers	travaux MH	public CT	fouille MH	850	2012	Archeodunum
Montbrison	Rhône-Alpes	42	place eugène Beaume, médiathèque	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	3000	2012	Archeodunum
Roanne	Rhône-Alpes	42	Hôpital parking	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	600	2012	Evéha
Saint-Héand	Rhône-Alpes	42	Aula comtale	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	3000	2012	Archeodunum
Saint-Jean-de-Maurienne	Rhône-Alpes	73	Cathédrale Saint Jean	travaux MH	Etat Culture	étude bâti	0	2012	Archeodunum

Saint-Just-Saint-Rambert	Rhône-Alpes	42	rue De Simiane de Montchal/rue d'Occiacum	immobilier habitation	privé	étude bâti	0	2012	Archeodunum
Saint-Romain-le-Puy	Rhône-Alpes	42	Chézieu	ZA	public CT	fouille rurale		2012	Archeodunum
Seyssins	Rhône-Alpes	38	Pré-Nouvel Est	lotissement	SEM	fouille rurale	4205	2012	Archeodunum
Tournon-sur-Rhône	Rhône-Alpes	7	Place Jean Jaurès	aménagement autre	privé	fouille urbaine	1400	2012	Archeodunum
Valence 26	Rhône-Alpes	26	Lautagne, bassin Mossan	aménagement autre	public CT	fouille rurale	5107	2012	Oxford-Chronoterre
Vallon-Pont-d'Arc	Rhône-Alpes	7	Vieux Vallon	travaux MH	public CT	étude bâti	0	2012	Amicale laïque de Carcassonne (ALC archéologie)
Villette-d'Anthon	Rhône-Alpes	38	Charvas sud		privé	fouille rurale		2012	Archeodunum
Jacob-Bellecombette	Rhône-Alpes	73	ZAC des Châtaigneraies	lotissement	public CT	fouille rurale		2013	Arkémine SARL
Le Teil	Rhône-Alpes	7	Saint-Etienne-de-Melas	aménagement autre	public CT	fouille urbaine	80	2013	Mosaïque Archéologie
Saint-Vulbas	Rhône-Alpes	1	Rue des Claires Fontaines / Grand Champ	immobilier habitation	privé	fouille urbaine		2013	Archeodunum
Saint-Vulbas	Rhône-Alpes	1	Rue des Claires Fontaines / Grand Champ	immobilier habitation	privé	fouille urbaine		2013	Archeodunum